



# ESTUDIO DE LAS CONDICIONES SOCIO-ECONOMICAS

de la población en situación de desplazamiento  
asistida por el CICR en la ciudad de Cúcuta



CICR



**CICR**

Étude des conditions socio-  
économiques de la population en  
situation de déplacement assistée par  
le CICR dans la ville de Cucuta

Cucuta, Mai 2008



© Comité international de la Croix-Rouge (CICR), mai 2008

Équipe de recherche et d'analyse du CICR Cucuta :

Silvana Hernández	Assistante d'Assistance Humanitaire
Oscar Silva	Assistante d'Assistance Humanitaire
Jorge William Pizza	Assistante d'Assistance Humanitaire
María del Pilar Sanabria	Responsable régional pour l'Assistance Humanitaire
Gilles Cerutti	Chef de bureau

Conseil et Coordination technique CICR Bogota

Manuel Duce	Délégué département Assistance Humanitaire
Viviana Jiménez	Assistante département Assistance Humanitaire
Ángela Carrillo	Conseillère département Assistance Humanitaire

Christina Oberli  
Coordinatrice du Département d'Assistance Humanitaire CICR

Conseiller pour la conception de l'échantillon  
Virginia Alemán Casas

Les équipes de travail remercient Elisa Montaña et Selma Asprilla Conseillères du département d'Assistance Humanitaire pour leur soutien et leurs commentaires. De la même manière, nous tenons à remercier l'équipe administrative et celle de logistique de la ville de Cucuta qui ont mis à notre disposition tous les moyens nécessaires au bon déroulement de cette étude.

## PRÉSENTATION

---

Le déplacement forcé est un des effets les plus néfastes du conflit armé interne qui sévit en Colombie depuis de nombreuses années. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), présent dans le pays depuis 1969, conformément à son mandat, protège et assiste la population touchée par le conflit. Ainsi, depuis 1997, le CICR apporte une assistance humanitaire d'urgence à travers ses 11 bureaux et avec le soutien de 6 branches régionales de la Croix-Rouge Colombienne.

Dans le but de consolider et d'améliorer l'assistance apportée par différentes organisations à la population en situation de déplacement, le CICR a développé une étude afin d'une part, mieux connaître la situation socioéconomique des familles déplacées qui ont accès au programme d'Assistance Humanitaire d'Urgence du CICR et d'autre part, juger l'impact de l'aide au cours des mois où ces familles la reçoivent. Enfin, il était important pour le CICR de pouvoir évaluer la perception qu'ont les familles sur la pertinence, la qualité et la quantité de cette aide.

Aujourd'hui, le CICR a le plaisir de présenter les résultats de "L'étude des conditions socioéconomiques de la population en situation de déplacement assistée par le CICR dans la ville de Cucuta" grâce à laquelle on obtient une analyse pertinente de la situation de cette population durant les premiers mois du déplacement.

Suite au lancement de la campagne pour les 10 ans d'assistance humanitaire du CICR en Colombie : "se déplacer ce n'est pas seulement fuir, c'est tout perdre", l'étude confirme la condition générale de pauvreté, parfois d'indigence, dans laquelle vivent les familles lors des premiers mois dans la ville de Cucuta. De façon générale, l'étude met en exergue les difficultés d'intégration socioéconomique rencontrées par les familles déplacées dans leur nouveau contexte urbain. Cette étude montrera également combien les familles luttent pour leur survie ainsi que pour s'adapter à leurs nouvelles conditions de vie.

Le CICR espère que les résultats de ce travail permettront aux différents acteurs qui jouent un rôle important dans l'assistance à la population déplacée de la ville de Cucuta et sa zone urbaine de construire et encourager des initiatives afin d'améliorer cette situation.

De la même manière, le CICR réaffirme son engagement dans le but de continuer à soutenir les familles en situation de déplacement et à chercher des alternatives qui permettent d'apporter une réponse plus adéquate et opportune à ces familles.

Finalement, le CICR remercie la population en situation de déplacement qui a rendu possible cette étude grâce à sa participation et son soutien lors de la collecte de l'information.



Barbara Hintermann

Cheffe de délégation en Colombie



## SOMMAIRE

---

1. INTRODUCTION .....	7
2. OBJECTIFS.....	8
3. MÉTHODOLOGIE .....	8
A. Concepts de base utilisés pour cette étude.....	8
B. Caractéristiques générales.....	8
C. Éléments méthodologiques .....	10
4. PORTÉE ET LIMITES.....	12
5. RÉSULTATS .....	Error! Bookmark not defined.13
A. A. Caractérisation démographique des familles déplacées .....	15
B. Situation économique .....	17
1. Revenus individuels .....	18
2. Revenus et dépenses des familles .....	20
C. Alimentation et Sécurité Alimentaire.....	25
1. Analyse de la consommation d'aliments .....	25
2. Sources principales d'aliments.....	26
3. Perception de la sécurité alimentaire .....	27
D. Education.....	28
1. Couverture Éducative de la population d'âge scolaire .....	29
2. Niveau d'étude des adultes .....	32
E. Santé .....	33
1. Connaissance des familles déplacées concernant la qualité de la prestation de santé .....	33
2. Attention et traitement dans les hôpitaux, les centres ou les postes de santé.....	35
F. Impact de l'assistance du CICR .....	37
1. Perception de la qualité et de la quantité des éléments distribués .....	37
2. Vente ou échange des produits distribués par le CICR.....	38
3. Perception des services du CICR .....	38

G. Assistance Gouvernementale et Non Gouvernementale .....	39
1. Reconnaissance de la condition de déplacement .....	40
2. Aide Immédiate et Aide Humanitaire d'Urgence gouvernementale .....	41
3. Perception de l'assistance offerte par le Ministère Public et la UAO .....	43
4. Assistance Non Gouvernementale.....	44
H. Effet du déplacement sur les familles déplacées .....	44
1. Biens abandonnés .....	46
2. Perceptions des besoins prioritaires.....	49
3. Perception du futur .....	50
4. Chef unique de famille .....	51
6. Conclusions et recommandations .....	53
A. Démographie.....	53
B. Situation économique .....	53
C. Alimentation et Sécurité Alimentaire.....	54
D. Éducation .....	55
E. Santé.....	57
F. Impact de l'assistance CICR.....	
G. Assistance Gouvernementale et Non Gouvernementale .....	
H. Effets du déplacement sur les familles déplacées .....	
I. Conclusion .....	
Annexe 1.....	
Annexe 2.....	

## 1. INTRODUCTION

---

Depuis un peu plus d'une dizaine d'année, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), conformément à son mandat, soutient la population en situation de déplacement qui arrive dans la ville de Cucuta et sa zone urbaine.

A travers son programme d'Assistance Humanitaire d'Urgence (AHU), il vient en aide aux familles qui se déplacent individuellement ou massivement en distribuant une aide alimentaire (sous forme de kits alimentaires ou de coupons) ainsi que des biens essentiels pour le ménage (kit de produits ménager/bons pour des produits ménagers, vaisselle, cuisine et entretien). Cette assistance fait partie de l'aide humanitaire d'urgence, et ce, au rythme d'une distribution par mois pendant trois mois. Notons que dans les cas de vulnérabilité majeure, cette aide est prolongée de trois mois.

L'objectif de l'assistance du CICR est de couvrir les besoins prioritaires (alimentaires et non alimentaires) des familles déplacées à la suite du conflit armé afin de faciliter la recherche de mécanismes d'autosuffisance, prévenant ainsi la décapitalisation des familles (vente/perte de patrimoine).

Cependant, cela ne doit pas faire oublier l'obligation de l'État envers cette population. En effet: "la responsabilité principale de protéger les déplacés internes et satisfaire leurs besoins de base revient, sans aucun doute, aux États ou aux autorités qui contrôlent le territoire ou ils se trouvent"<sup>1</sup>. Notons également que, vu la magnitude de la problématique humanitaire en Colombie, diverses institutions orientent leurs programmes vers cette population.

L'assistance apportée ces cinq dernières années par le CICR de manière individuelle à des familles en situation de déplacement a représenté près de 60% du total de l'assistance humanitaire apportée par le CICR et pour cette raison, il était important d'obtenir plus de détails sur l'évolution des conditions de vie de cette population.

Face à ces besoins, un projet visant à réaliser un suivi des familles bénéficiaires du programme est né: avant, pendant et après avoir reçu l'aide du CICR dans le but d'identifier clairement les conditions dans lesquelles arrivent les familles qui demandent de l'aide, le possible impact de l'aide distribuée et la situation des familles une fois l'aide terminée. Grâce à toutes ces informations, on propose des alternatives afin d'améliorer l'aide à la population déplacée, et ce, à court et moyen terme de façon à ce qu'à travers la conjonction des efforts on puisse améliorer les conditions de vie des familles.

Ainsi, une étude s'est déroulée dans quatre villes du pays où le CICR est présent (Bogota, Cucuta, Florencia et Medellin). Cette étude aborde des thèmes socioéconomiques divers tels que la structure des familles, les groupes ethniques, l'éducation, la santé, les revenus et les dépenses, les dettes et les effets du déplacement entre autres. Le processus de collecte de l'information a eu lieu entre octobre 2006 et mai 2007, puis la systématisation et l'analyse de ces informations ont suivi.

Il est important de noter que l'étude s'appuie sur des informations secondaires, qu'elle s'est orientée sur les besoins ainsi que sur la perception de la population déplacée sur leur situation et de ce fait, elle ne s'étend pas sur l'offre institutionnelle existante, même si certains éléments en relation avec ce thème seront présentés.

---

<sup>1</sup> "Les déplacés internes". Comité international de la Croix-Rouge. Genève, Suisse. Janvier 2007.

Finalement, dans ce document, seuls les résultats inhérents à la ville de Cucuta sont présentés. Ces derniers sont destinés aux différents organismes qui aident la population déplacée et non déplacée et ce, d'une manière constructive, telle une invitation afin d'unir nos efforts pour améliorer la situation de la population déplacée qui arrive dans la ville.

## 2. OBJETIFS

---

- § Connaître la situation socioéconomique, ainsi que celle de protection des bénéficiaires de l'Assistance Humanitaire d'Urgence (AHU) du CICR.
- § Connaître l'impact de l'AHU sur l'économie du foyer.
- § S'appuyer sur une information fiable qui permet d'avoir de l'influence sur la politique de l'État concernant l'aide à la population déplacée.

## 3. METHODOLOGIE

---

### A. Concepts essentiels utilisés pour cette étude.

Ci-après le lecteur trouvera quelques définitions, ou concepts importants, qui apparaissent tout au long de ce document.

- Famille : groupe de personnes avec des liens de consanguinité ou d'affinité **sujet de déplacement** forcé et qui vit actuellement sous le même toit, partage la nourriture et qui a été assisté par le CICR<sup>2</sup>. Dans le cadre de cette évaluation, le concept de foyer n'est pas assumé comme il l'est traditionnellement dans ce genre d'études.
- Chef de famille unique : on comprend par chef de famille (homme ou femme) une personne seule sans conjoint qui dirige la famille. Au sein des familles, la direction a été établie par auto identification du même chef et/ou par reconnaissance des autres intégrants de celle-ci.
- Familles vulnérables : le CICR considère les familles déplacées ayant un degré de vulnérabilité supérieur celles qui ont une ou plusieurs des caractéristiques suivantes : une femme seule chargée de famille, un homme seul chargé de famille, un adulte de plus de 60 ans seul chargé de famille, les familles dont un des intégrants est handicapé ou mineur sans responsable. Ces familles reçoivent l'assistance pendant trois autres mois après une évaluation préalable. Avec cette définition, on ne récuse pas la condition de vulnérabilité des familles déplacées qui ne remplissent aucune de ces conditions, c'est simplement une manière de classer les groupes familiaux pour la distribution de l'aide humanitaire.

### B. Caractéristiques générales

- Population cible (interrogée) :

---

<sup>2</sup> Notons que dans certains cas, nous avons exceptionnellement admis dans le groupe familial des personnes qui, même si elles n'ont pas souffert directement du déplacement forcé, elles ont quand même été affectées et ont donc reçu l'aide du CICR. Par exemple, les enfants qui étudiaient en ville alors que leurs parents travaillaient dans une autre municipalité, quand les parents se déplacent dans la ville où se trouvent leurs enfants, ils vivent de nouveau ensemble.

- § Familles en situation de déplacement assistées individuellement par le CICR et qui volontairement nous ont fourni les informations.
- § les familles ont été interrogées à trois reprises et à trois moments différents du déplacement :
  - i) Phase I : familles jusqu'à trois mois après le déplacement qui n'ont pas encore reçu l'assistance du CICR, mais qui ont été acceptées dans le programme;
  - ii) Phase II : bénéficiaires du CICR au cours de la dernière distribution;
  - iii) Phase III : bénéficiaires du CICR, quatre et six mois après la fin de l'assistance.

➔ **Caractéristiques de l'échantillon**

- § Échantillons indépendants pour chaque phase, c'est à dire qu'aucun suivi n'est réalisé pour une même famille lors des trois phases ou lors de la durée de l'étude.
- § Familles de différente taille en relation avec le nombre de personnes la composant.
- § Familles se situant dans la zone de couverture du CICR des villes où a été réalisée l'étude.
- § Nous avons inclus un nombre minimum de familles vulnérables (selon les critères du CICR), établi à partir des statistiques d'assistance du CICR.

➔ **Couverture géographique : quatre villes du pays. Bogota, Cucuta, Florencia et Medellin.**

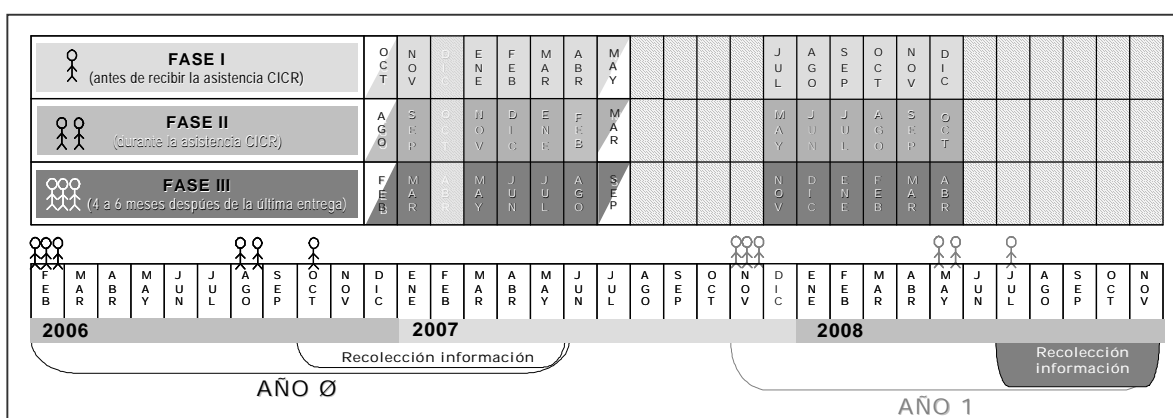
➔ **Couverture thématique : démographie, aspects socioéconomiques, assistance du CICR, celle d'organisations gouvernementales, d'ONG et condition de déplacement.**

Vu qu'il s'agit d'un outil pour le suivi et l'évaluation on cherche :

- § Des informations représentatives de la population assistée par le CICR dans chaque ville et lors de chaque phase.
- § A s'appuyer sur une base de données économiques afin d'analyser l'évolution des conditions de vie des familles et celle de l'assistance du CICR.

➔ **Collecte de l'information : la période de collecte de l'information pour les trois phases va du 15 octobre au 15 décembre 2006 et du 15 janvier au 15 mai 2007. Lors de la période de Noël (du 15 décembre 2006 au 15 janvier 2007), la collecte d'information a été suspendue, car les familles déplacées sont difficiles à localiser et l'économie du foyer change (revenus et dépenses).**

Enfin, grâce au schéma ci-dessous, on peut observer les mois où ont eu lieu la collecte de l'information pour chacune des phases.



Ensuite nous avons procédé à la systématisation et à l'analyse des résultats. En 2008, après l'ajustement des outils de collecte on a continué avec ce même schéma.

### C. Éléments méthodologiques

Pour le déroulement de l'étude, trois éléments ont été utilisés pour la collecte de l'information à partir desquels on a pu procéder à l'analyse de la situation des familles : 1/ quantitative, 2/ qualitative et 3/ information secondaire.

#### ➤ Composant quantitatif (enquête)

Le premier élément développé fut la collecte de l'information quantitative à travers l'application d'un formulaire pour la population cible décrite auparavant avec des questions fermées et semi-ouvertes.

Cette enquête aborde les thèmes suivants : démographie, situation économique (revenus, dépenses, dettes, décapitalisation); alimentation et sécurité alimentaire, santé, éducation, assistance gouvernementale et non gouvernementale ainsi que les conséquences du déplacement. Certaines questions se dirigent à la famille et d'autres se dirigent plus aux individus qui la composent. Pour plus de détail voir l'annexe 1 : formulaire de l'enquête.

Dans tous les cas, l'unité d'analyse est la famille - en accord avec la définition décrite plus haut- et pour ce faire, nous avons les séparations suivantes :

- § Familles vulnérables vs. les autres familles
- § Analyse par phase

L'enquête a été réalisée par le personnel du CICR au cours d'entretiens directs au domicile des familles qui ont été choisies parmi un échantillon aléatoire simple (voir annexe 2 : élaboration de l'échantillon).

Il est important de mentionner qu'il n'y a pas eu d'étude pour analyser l'évolution au cas par cas, ni de suivi pour un groupe déterminé de familles lors des trois phases. Cependant, en accord avec la technique de sélection statistique employée, pour des cas exceptionnels, les mêmes familles ont été interrogées lors de deux phases distinctes. Une des raisons qui explique le fait qu'il n'y ait pas de groupe de contrôle ou de suivi est premièrement, la grande difficulté à localiser les familles au fil du temps et ensuite à cause de la grande mobilité de ces dernières.

A Cucuta, selon la création de l'échantillon, 214 enquêtes ont été réalisées (voir le tableau 1):

Tableau 1 : Nombre d'enquêtes réalisées

Phase	Familles interrogées (Module familial)	Personnes (Module individuel)
Phase I	63	247
Phase II	65	293
phase III	86	408
Total	214	948

Notons que la totalité de l'échantillon élaborée a été recueillie et dans certains cas on a obtenu un pourcentage supérieur à l'échantillon originel pris en compte dans l'analyse.

Lors de l'enquête on a défini le chef ou la cheffe de foyer, conjoint ou adulte de 18 ans, comme étant l'informateur responsable ayant les connaissances suffisantes sur les thèmes de l'enquête. Dans ce sens, un aspect positif et d'une certaine manière un indice de confiance de l'information est que lors des trois phases, 63,6% des informateurs furent les chefs de famille, tel que nous pouvons l'apprécier dans le tableau 2. Parmi ces chefs de famille, plus de la moitié (51,5%) sont des femmes.

Tableau 2 : informateur de l'enquête

Phase	Informateur de l'enquête (selon les liens de parenté avec le chef de famille)			Informateur de l'enquête (selon le sexe)	
	Chef de famille	Conjoint	Autre	Homme	Femme
Phase I	60.3%	39.7%	-	36.5%	63.5%
Phase II	67.7%	32.3%	-	27.7%	72.3%
Phase III	62.8%	37.2%	-	29.1%	70.9%
Total	63.6%	36.4%	-	30.8%	69.2%

D'un autre côté, si l'on révisé l'information selon le sexe de l'informateur, on remarque que dans 69,2% des cas, ce sont les femmes qui ont été chargées de répondre à l'enquête.

#### ➤ Composant qualitatif (groupes focaux)

Une fois les données recueillies, elles ont été analysées dans le but d'identifier les points sensibles ou les situations qui méritent d'être approfondies par des explications supplémentaires; ces points sensibles ont été travaillés à partir de groupes focaux.

Dans la ville de Cucuta on a établi deux groupes focaux, un composé d'hommes et l'autre de femmes. Les critères de sélection des participants sont les suivants :

- § Il faut au minimum un participant de chaque phase
- § On a invité une population qui habite dans les mêmes endroits que celle qui a été interrogée dans le cadre de l'étude.
- § Même nombre d'hommes et de femmes.

Finalement, comme aspect à tenir en compte, il est évident que l'information provenant des groupes focaux, même si elle n'est pas représentative du total de la population cible, est une source d'explication supplémentaire pour certains thèmes. Les points sensibles travaillés dans cette étude sur la ville de Cucuta furent :

- § L'Attention dans la Unidad de Atención y Orientación (Unité d'Assistance et d'Orientation, UAO pour ses sigles en espagnol)<sup>3</sup> : nous avons trouvé dans les résultats quelques contradictions concernant la qualification donnée par les familles sur la qualité du service dans la UAO. Ainsi, nous avons tenu à approfondir ce thème et établir quelles étaient les raisons qui avaient poussées les familles à qualifier de bon ou mauvais ce service.

<sup>3</sup> Les UAO's sont des espaces physiques au sein desquels se coordonne l'offre institutionnelle, sous la férule d'Action Sociale, et où se concentrent les entités prestataires de services aux déplacés.

- § Alimentation : les résultats ont montré que malgré le fait que durant la phase II les familles reçoivent l'aide du CICR, les signes d'améliorations dans leur alimentation ont été légers par rapport aux autres phases. Nous avons donc procédé à l'identification des facteurs qui ont causé cette situation.
- § Services de santé : comme plusieurs familles ont déclaré ne pas aller à l'hôpital ou dans un centre de santé, nous avons décidé de chercher qu'elles en étaient les causes et nous avons également essayer de savoir quelle était la perception du service reçu dans ces endroits.

#### ➔ Information secondaire

Finalement, tel un processus parallèle, nous avons recueilli l'information secondaire en relation avec le thème du déplacement et l'offre institutionnelle d'attention à la population déplacée au niveau national et local. Entre autre, on peut citer :

- § Documents réalisés par divers organismes nationaux, départementaux et municipaux
- § Rapports de gestion d'organismes municipaux
- § Normativité (lois et décrets sur le thème)
- § Chiffres publiés par plusieurs organismes
- § Journaux, revues, etc.
- § Informations provenant de réunions, conférences, comités, etc.

Il est important de noter que ce procédé n'a pas été approfondi, particulièrement en ce qui concerne l'offre institutionnelle actuelle pour l'assistance à la population déplacée. L'information secondaire a surtout été utilisée comme information de référence, mais sans approfondir les différents thèmes.

## 4. PORTÉES ET LIMITES

---

- § Tel que nous l'avons mentionné auparavant, l'information compilée venant des enquêtes est représentative de la population en condition de déplacement assistée par le CICR au cours de la période analysée définie et dans les villes où cette étude s'est déroulée. Les résultats ne sont pas représentatifs de la population déplacée en général, Il faut donc bien tenir compte de ce fait pour la lecture et la compréhension de ce document.
- § L'information collectée correspond à la population cible décrite plus haut qui habite dans les zones de couverture du Bureau du CICR à Cucuta; c'est à dire, dans la ville même et dans sa zone urbaine (Villa del Rosario, EL Zulia et Los Patios).
- § Cette étude présente une vision de la situation de la population déplacée à partir de la perception de cette dernière. Même si on trouve dans cette étude des informations secondaires, il ne s'agit pas d'un panorama général de la situation vécue par tous les déplacés dans le pays.

## 5. RESULTATS

La ville de San José de Cúcuta est la capitale du département du Norte de Santander, elle s'étend sur 1.098 km<sup>2</sup> et est le cœur de la zone urbaine. Géographiquement, la ville se trouve au nord-ouest du pays, à la frontière avec le Venezuela. Selon le DANE<sup>4</sup>, Cúcuta compte 538.126 habitants<sup>5</sup> avec toute sa zone urbaine et abrite 61,5% de la population du département. Environ 30,8% du total des habitants ont des besoins de base insatisfaits<sup>6</sup>.



A Cúcuta, le commerce est le principal vecteur de l'économie du fait de la proximité avec la frontière vénézuélienne. D'autres secteurs de l'économie se sont également développés comme l'industrie de l'argile, l'industrie minière (charbon), l'élevage et l'agriculture (notamment le café, le cacao, le riz, la canne à sucre, les fruits et les légumes).

Les communes de Villa del Rosario, Los Patios et El Zulia, en plus de Puerto Santander et San Cayetano, forment la zone urbaine de Cúcuta. Cependant, ces deux dernières communes ne font pas partie de la zone de couverture du CICR pour des cas d'assistance individuelle - même si ils sont récepteurs de population déplacée- du fait de leur éloignement de la ville de Cúcuta et de leur caractère plutôt rural.

A Cúcuta on trouve approximativement 207 hameaux, répartis sur 10 communes dont quatre d'entre elles (6, 7, 8 et 9) comptent 48,6% de la population de la ville<sup>7</sup> du fait de la proximité avec la frontière vénézuélienne qui facilite l'installation de personnes provenant d'autres zones du pays et du département.

Selon des chiffres de la Agencia Presidencial para la Acción Social y la Cooperación Internacional (l'Agence Présidentielle pour l'Action Sociale et la Coopération Internationale, appelée tout au long du document Acción Social)<sup>8</sup>, le 15 juin 2007, la ville de Cúcuta comptait 34,988 personnes déplacées (soit 6,856 foyers) pour un total de 6,856 foyers. Ce chiffre fait de Cúcuta la ville qui accueille le plus de déplacés dans le département du Norte de Santander, totalisant 70% de la population déplacée du département<sup>9</sup>. Notons que les communes de Convención, El Tarra, Ocaña et Tibu sont des centres récepteurs et éjecteurs de population.

Au cours de la période étudiée, le CICR a assisté dans la ville de Cúcuta des familles provenant principalement des départements de Norte de Santander (69%), Arauca (9%), Cesar (8,2%), Bolivar (3,9%) et Santander (2,6%). En général, cette population vient d'un milieu rural et une fois dans la ville, elle se retrouve principalement dans les communes 6, 7, 8 et 9.

**Notons que le département du Norte de Santander se trouve dans une des zones les plus touchées par le conflit et cela provoque de nombreuses conséquences humanitaires. Ces**

4 Le Département Administratif National de Statistique (DANE pour ses sigles en espagnol) est l'organisme en charge des collectes, de l'organisation, de l'analyse et de la publication des statistiques officielles en Colombie (recensement, enquêtes...).

5 Voir: Recensement Général. Département Administratif National de Statistique (DANE). 2005

6 Voir: Besoins de base insatisfaits -NBI. DANE. 2005

7 Projet de consolidation de la capacité du secteur de la santé pour l'assistance à la population en situation de déplacement forcé interne à Cúcuta et proposition de plans généraux dans le Département de Norte de Santander (NS-CO-0076). 2005

8 Entité d'état directement rattachée à la Présidence de la République qui représente les services sociaux/humanitaires et donc coordonne l'assistance nationale destinée aux déplacés (SNAIPD pour ses sigles en espagnol). Elle gère également des programmes exclusivement sociaux (familles en action, une sorte d'allocation familiales Colombiennes). Elle est également en charge de la coordination d'un programme de coopération internationale humanitaire et travaille (sous traitance logistique) parfois avec des partenaires étrangers (programmes de coopérations américains par exemple).

9 Statistiques du Bureau d'Acción Social à Cúcuta. Rapport Accumulé au 15 juin 2007. PIU Municipal

dernières années, la région s'est caractérisée par une dynamique de déplacement forcé qui a touché la plupart des communes du département.

Dans la ville, des progrès ont été faits dans le domaine de l'assistance aux victimes et que l'on peut apprécier à travers :

§ Le *Comité Municipal de Atención Integral a la población Desplazada* (Comité Municipal d'Assistance Intégrale à la Population Déplacée)<sup>10</sup> qui travaille depuis 2006 sur l'identification des besoins urgents de la population. Ce travail s'est développé d'une part, avec l'aide de plusieurs organismes municipaux, départementaux et nationaux, chargés de l'assistance à la population déplacée et d'autre part, avec l'aide d'ONG et d'organismes de coopération internationale.

§ Dans le cadre du travail de ce Comité, il a été possible à Cucuta<sup>11</sup> de : 1/ consolider les tables rondes thématiques auxquelles ont activement participé les organisations de population déplacée, 2/ élaborer le Plan Integral Único (Plan Intégral Unique, PIU pour ses sigles en espagnol)<sup>12</sup> de la commune de Cucuta dont les objectifs sont les suivants :

- répondre aux différentes demandes et besoins de la population touchée par le déplacement dans la commune de San José de Cucuta en élaborant et coordonnant les actions institutionnelles pour l'assistance et,
- Développer un processus d'assistance à partir de la création d'actions techniques en coordination avec différentes institutions locales, départementales et nationales présentes dans la ville de Cucuta. Ce Plan s'adresse spécialement aux familles qui font partie du programme Familias en Acción<sup>13</sup>(Famille en Action).

En outre, grâce au travail réalisé lors des tables rondes thématiques sur la Santé, l'Éducation, la Création de revenus, le Logement, les Terres et les Droits de l'homme, le renforcement des institutions publiques et des organisations de population déplacée<sup>14</sup>, des plans d'opérations d'assistance ont été mis en place (inclus dans le PIU) pour 2007 et 2008 et pour lesquels les actions à mettre en place, les responsables, les objectifs et la population qu'il faut aider ont été bien définis.

§ Dans la ville on trouve une Unidad de Atención y Orientación (UAO dorénavant dans le texte) qui dépend directement de la Secretaría de Bienestar Social et qui fonctionne grâce à des fonds des communes et de l'Unité Décentralisée de Acción Social.

Cependant, nous avons identifié plusieurs éléments qui doivent être améliorés (comme l'attention et le traitement de la population déplacée), c'est donc un défi de plus pour l'administration municipale et pour tous les organismes du SNAIPD<sup>15</sup> en général.

Finalement, comme nous le verrons plus tard dans ce document, d'autres organismes nationaux et internationaux sont présents dans la ville et eux aussi aident la population déplacée.

---

10 L'État, face au besoin de créer des équipes de travail et reconnaissant son importance concernant le phénomène du déplacement, décide de constituer légalement les Comités en accord avec la Loi 387 de 1997, il octroie ainsi des facultés au gouverneur ou au maire afin de convoquer les personnes qui intègrent ces comités dans chaque région. Ces équipes doivent délibérer de manière participative et ainsi planifier, gérer, exécuter et évaluer les projets, les programmes et les plans à mettre en oeuvre dans la municipalité et le département afin de venir en aide aux déplacés et à la population vulnérable.

11 Ce comité se réunit tous les deux mois depuis sa consolidation au cours des premiers mois de l'année 2006

12 Il s'agit d'un plan élaboré par les municipalités qui cherche à réunir les secteurs publics et privés, en relation avec des activités civiques communautaires afin de favoriser les dynamiques locales/régionales concernant l'aide aux populations déplacées.

13 Programme d'aides conditionnées destinées à la population SISBEN 1 et 2 ainsi qu'à la population déplacée. Des aides pour l'alimentation d'une valeur de \$46 mille pesos (20,9 US\$) pour les foyers avec des enfants de moins de 7 ans sont distribuées ainsi que des aides pour l'éducation d'une valeur de \$14 mille pesos pour chaque enfant en primaire et \$28 mille pour ceux qui sont en secondaire. En contrepartie, les enfants sont tenus d'aller à l'école et des contrôles de croissance et de développement pour les moins de cinq ans ont lieu. Acción Social, 2006

14 Rapport du Plan Integral Único (PIU) de atención a población desplazada. Cucuta. 2007

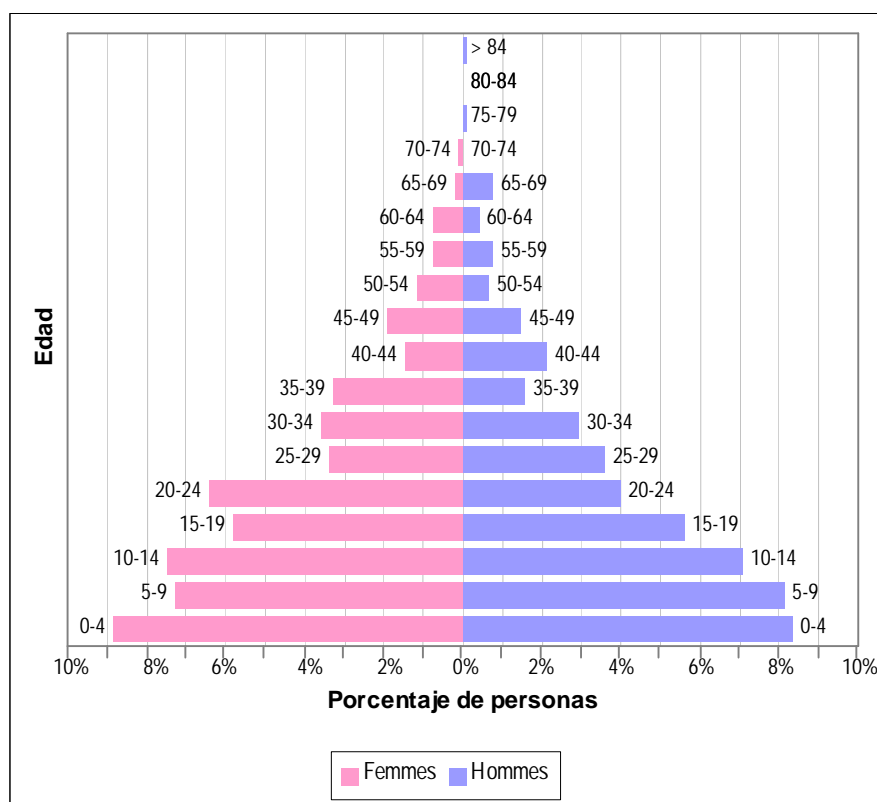
15 Système National d'Assistance à la Population Déplacée créé par la Loi 387 de 1997 et composé de toutes les entités publiques, privées et communautaires qui planifient et mènent à bien des projets et des actions exclusivement en faveur de la population déplacée. Le SNAIPD est présent dans les UAO's

## A. Caractérisation démographique des familles déplacées

52,4% des personnes interrogées pour cette étude sont des femmes, soit un pourcentage similaire à celui de la ville selon le DANE (52%).

Comme on peut l'apprécier sur le graphique<sup>1</sup>, la population interrogée est plutôt jeune avec une moyenne d'âge de 19,5 ans, sans différence de genre. 75,9% du total de la population n'a pas encore 30 ans et 47% sont des enfants de moins de 14 ans. Cette dernière catégorie mérite une attention toute particulière surtout en ce qui concerne les services tels que l'éducation, la santé et l'alimentation.

Graphique 1 : pyramide de la population



Une révision de certains indicateurs sociodémographiques (voir le tableau 3) permet d'identifier plusieurs éléments importants tels que :

- § Le nombre moyen de personnes par familles est de 4,4 et à Cucuta, selon le Recensement Général de 2005, il est de 4. C'est-à-dire que la structure des familles déplacées coïncide avec celle de la population en général.
- § Même si il n'est pas possible de calculer le taux de fertilité (nombre d'enfant par femme), on peut obtenir, à partir des informations de l'enquête, une valeur approximative à partir du nombre d'enfants par famille. A Cucuta ce nombre est de 2,4.
- § Près de la moitié des femmes (49,3%) sont en âge de procréer et 6,1% d'entre elles sont enceintes. De toutes ces femmes enceintes, une seule était mineure.
- § Ce pourcentage est bien au dessus de celui de Profamilia en 2005<sup>16</sup> (5,7%) et à celui de la Encuesta Nacional de Demografía y Salud de 2005(4,2%)<sup>17</sup>

<sup>16</sup> Voir : Santé sexuelle et reproductive dans des zones marginales: la situation des femmes déplacées. PROFAMILIA. 2005.  
<sup>17</sup> Voir : Enquête nationale de démographie et santé (ENDS pour ses sigles en espagnol). PROFAMILIA. 2005.

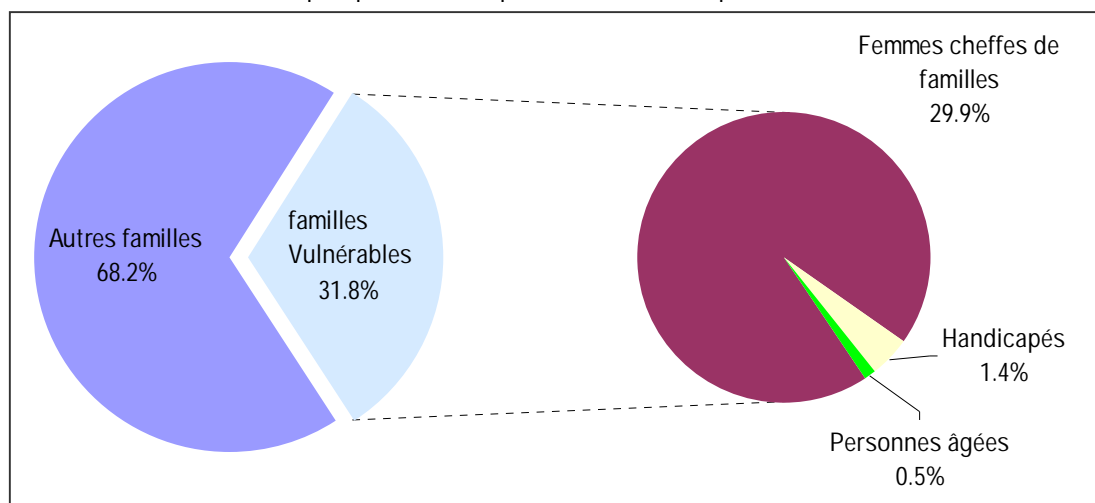
§ Finalement, 2,4% du total de la population fait partie du groupe des personnes âgées, un groupe qui mérite une attention toute particulière.

Tableau 3 : Indicateurs démographiques

Indicateur	Total
Nombre moyen de personnes par famille	4.4
Nombre moyen d'enfants par famille	2.4
Moyenne d'âge de la population	19.5
Proportion de mineurs (moins de 18 ans)	57.3%
Proportion de personnes âgées (personnes de plus de 60 ans)	2.4%
Proportion de femmes	52.4%
Proportion de femmes en âge de procréer (de 15 a 49 ans)	49.3%
Proportion de femmes enceintes (sur le nombre de femmes en âge de procréer)	6.1%

Le graphique 2 classe les familles interrogées selon la classification CICR mentionnée auparavant. 31,8% des familles sont vulnérables dont 29,9% sont à la charge de femmes seules et 1,4% sont des familles avec une personne handicapée et 0,5% ont pour chef de famille une personne âgée.

Graphique 2 : Groupe de familles les plus vulnérables.



29,9% des familles de l'échantillon (soit les familles vulnérables et les autres) sont à la charge de femmes seules, soit une donnée qui confirme celle de Profamilia<sup>18</sup> qui affirmait que dans plus d'un tiers de ces foyers (34,6%) on trouvait une femme cheffe de foyer et lors de la dernière Encuesta Nacional de Demografía Salud 2005<sup>19</sup> le pourcentage pour le pays atteignait 30,3%.

En ce qui concerne la structure des familles, en général les familles se composent en groupe de premier degré de consanguinité. 22,6% sont des chefs de foyers, 15,3% sont des conjoints, 55,8% sont des enfants et 6,4% sont soit les grands-parents, les oncles ou bien les frères.

18 Op. Cit. 2005. Profamilia: Entité privée à but non lucratif qui offre des programmes sur le thème de la Santé Sexuelle et Reproductive ainsi que sur la planification familiale.

19 Op. Cit. 2005

## B. Situation Économique

En plus des caractéristiques sociodémographiques analysées antérieurement, il était très important de définir les conditions économiques des familles et pour ce faire, lors de l'enquête, nous avons posé des questions aux familles sur leurs revenus, leurs dépenses, leurs dettes et sur d'autres paramètres tels que la vente ou la mise en gage de biens. Toutes ces informations permettent de déterminer le niveau de décapitalisation des familles et leurs sources de revenus qui leur permettent de subvenir à leurs besoins.

En ce qui concerne le contexte économique de la ville, il est important de savoir que du fait de sa proximité avec le Venezuela, la population de cette zone du pays se caractérise par une forte mobilité géographique et particulièrement au niveau des communes limitrophes avec les deux pays comme Cucuta et Villa del Rosario (Colombie) et Ureña et San Antonio (Venezuela).



Dans ces communes, des milliers de personnes se déplacent toutes les semaines d'un côté à l'autre de la frontière afin de travailler temporairement dans le secteur agricole (comme dans la production de canne à sucre), dans des installations de petites et moyennes envergures et très souvent, dans le commerce informel, mais notons que beaucoup de ces personnes travaillent sans aucun statut légal reconnu<sup>20</sup>.

L'activité industrielle se compose de petites et moyennes entreprises spécialisées dans les biens de consommation. En outre, lors de ces dernières années, le secteur des confections a pris une nouvelle dimension. On trouve également dans la zone une concentration d'activités dans le secteur des produits alimentaires, celui de l'habillement et des chaussures, de la métallurgie, de la céramique et dans celui de la transformation du bois. Dans le secteur de l'habillement et des chaussures on peut observer une bonne dynamique entre les entreprises des deux pays, mais toujours dans le cadre de l'informalité<sup>21</sup>.

En guise d'introduction, et en prenant comme point de référence deux mesures communes dans le pays, l'étude révèle que 87,9% de la population enquêtée, selon les revenus du mois précédent, se trouvait en dessous du seuil d'indigence. De la même manière, 96,8% se trouvait en dessous du seuil de pauvreté<sup>22</sup>. Au niveau national, ces chiffres sont de 17 et 49% respectivement<sup>23</sup>.

20 Documents informatifs, Communauté Andine des Nations. 14 avril 2005

21 Ibid.

22 La ligne pauvreté (LP) se calcule à partir d'un panier de biens régulièrement consommés tels que le logement, les vêtements, le transport, la santé, l'éducation et autres, ou bien alors en multipliant la ligne de mendicité (LM) par la relation entre la consommation totale et la consommation d'aliments observées chez la population de référence. En effet, tant le calcul de la LM que de la LP s'établissent à partir d'un revenu minimum mensuel par habitant qui permet d'acquérir le panier de biens mentionné. Dans ce sens, on peut donc observer que les personnes sont en dessous de la LP quand elles ont un revenu inférieur à \$252.515 et elles se trouvent en dessous de la LI quand elles ont un revenu mensuel inférieur à \$97,840. Voir "Metodología de medición y magnitud de la pobreza en Colombia". Departamento Nacional de Planeación (DNP), février 2006. Page 22. Pour cette étude les valeurs utilisées pour le calcul de la LP et la LM sont celles du mois de décembre 2006 ce qui nous donne une valeur de \$265,141 pesos (soit 137,7 dollars) pour la LP et de \$102,732 pesos (53,37 dollars) pour la LI. On utilise au cours de cette étude un taux de change de \$1,925 pesos pour 1 dollar, soit le taux du mois de juin 2007 (Banco de la República).

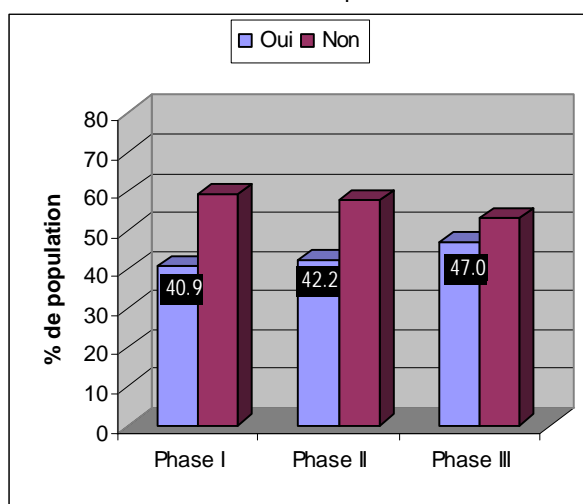
23 Voir : Département National de Planification. 2006.

## 1. Revenus individuels

Dans cette étude, 61,5% de la population est composée de personnes en âge de travailler<sup>24</sup> et parmi ces 61,5%, 43,9% ont eu une activité professionnelle le mois précédent le jour de l'enquête. Cela laisse entendre qu'un pourcentage important n'a donc pas obtenu le moindre salaire. L'âge moyen des personnes qui ont travaillé le mois précédent fut de 31,8 ans.

Lors des trois phases, le nombre moyen de personnes par famille qui travaille est plus ou moins similaire: 1,3 personnes lors des phases I et II et 1,5 lors de la phase III. On peut également observer sur le graphique 3 une légère hausse entre chaque phase en ce qui concerne le nombre de personnes qui travaillent. Cela se doit probablement au fait que les familles connaissent mieux la ville et peuvent donc mieux s'orienter, leurs réseaux sociaux se sont consolidés et elles ont donc plus de possibilités pour trouver un emploi.

Graphique 3 : Population en âge de travailler (plus de 12 ans) qui a eu une activité économique lors du dernier mois



Avec le tableau 4, on peut observer la moyenne des revenus payés en espèce et le nombre de jours de travail lors des trois phases, et ce, tant pour les hommes que pour les femmes. Au fur et à mesure que les phases avancent, la moyenne des revenus augmente. Les hommes sont ceux qui gagnent le plus même si dans aucune des phases, le revenu n'atteint jamais la moitié d'un Salario Mínimo Legal Mensual Vigente (Salaire Minimum Légal Mensuel en Vigueur, SMLMV pour ses sigles en espagnol)<sup>25</sup>. De la même manière, une partie du groupe des personnes qui ont eu une activité rémunérée le mois précédent n'avait reçu aucune rémunération (11,3% pour la phase I, 6,45% pour la phase II et 5,2% pour la phase III).

Tableau 4 : Moyenne des revenus des hommes et des femmes qui ont eu une activité économique lors du dernier mois

Moyenne du revenu par phase	Phase I		phase II		phase III		Total	
	\$100.758		\$116.412		\$154.846		\$130.133	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Moyenne des revenus	\$116.511	\$65.105	\$137.926	\$85.487	\$178.782	\$120.437	\$149.940	\$98.521
Nombre moyen de jours travaillés	10.8	7.7	13.5	11	17.4	15.5	14.5	12.5

<sup>24</sup> Personnes de 12 ans ou plus

<sup>25</sup> En 2007, le salario mínimo legal mensual vigente (SMLMV) était de \$433.700 (Sans compter la subvention pour le transport)

Grâce au tableau 5, on peut visualiser les cinq occupations principales lors des trois phases. Au cours du mois précédent, c'est dans le secteur de la construction que les hommes ont trouvé le plus de travail, le salaire moyen est de \$146,266 et ils ont travaillé 13,4 jours en moyenne. Les femmes ont trouvé du travail principalement en tant qu'employée de maison, travaillant 10,5 jours par mois en moyenne pour un revenu moyen de \$92,989. Les hommes gagnent plus que les femmes car le service domestique n'est pas reconnu comme un travail qualifié et les revenus peuvent varier selon la classe sociale avec laquelle elles ont travaillé.

Tableau 5 : les 5 principales occupations des hommes et des femmes qui ont eu une activité économique au cours du mois précédent.

Occupation	% du total de la population qui a eu une activité	% d'hommes	% de femmes
Manœuvres et manutentionnaires de l'industrie et de la construction	23.3	22.9	0.4
Personnel domestique, de ménage, repasseurs et autres	21.4	0.4	21.0
Travailleurs des services divers	10.2	6.5	3.7
Vendeurs ambulants à domicile et autres	10.1	6.6	3.5
Agriculteurs et employés du secteur agricole	7.7	7.1	0.5

Il est important de mentionner que les personnes qui travaillent dans le secteur de l'agriculture le font en général dans la zone rurale de Cucuta ou bien à la frontière, lieu où est cultivée la canne à sucre. Les personnes de ce secteur obtiennent leurs salaires en Bolivar, ce qui donne au change une somme d'approximativement \$151,950 par mois pour une moyenne de 17 jours de travail par mois.

Dans le secteur des services divers on retrouve fréquemment des personnes ayant travaillé sur les places de marché (appelé "cotereros"<sup>26</sup> en Colombie). En général, se sont les hommes qui réalisent ce travail et ils gagnent en moyenne \$132,830 pour 16,6 jours de travail par mois en moyenne.

Lors des phases II et III, en plus des activités décrites plus haut, vient s'ajouter le travail de vendeur ambulant avec un salaire moyen inférieur aux autres activités (\$89,346) pour 11,8 jours de travail par mois. Ceci s'explique par l'absence d'emplois stables, les familles préfèrent dans ce cas opter pour la recherche d'un petit capital afin d'avoir un revenu pour subvenir à leurs besoins. Au fur et à mesure qu'avancent les phases, on peut remarquer que les personnes ne cherchent pas une activité plus qualifiée.

Ces occupations sont des activités typique du "rebusque"<sup>27</sup> dans la ville car les personnes en situation de déplacement, pour des raisons diverses (niveau d'études très bas, nouveau dans la ville, aucune référence de travail, aucun capital travail) n'ont pas la possibilité d'accéder à de meilleurs postes. Les personnes travaillent dans ce qu'elles trouvent et le nombre moyen de jour de travail vs. La moyenne des revenus, souvent, ne leur permet pas d'obtenir une rémunération suffisante pour subvenir à tous les besoins.

Les résultats mettent en évidence une légère augmentation des revenus des personnes en fonction de leur niveau d'étude. Ainsi, parmi les personnes qui ont eu une activité rémunérée au cours du mois précédent, celles qui n'ont aucun niveau d'étude ont gagné

<sup>26</sup> En général, on appelle en Colombie le "Cotero" la personne qui transporte les ballots de marchandises sur son dos sur les places de marché du pays.

<sup>27</sup> Littéralement 'recherche' : il s'agit de n'importe quelle activité, informelle pour sûr, et qui consiste à travailler coûte que coûte pour trouver de l'argent : vente de bonbons, de cigarettes, de fleurs, de livres, etc.

\$107,838 en moyenne alors que celles qui ont un niveau primaire incomplet ont reçu \$121,550 en moyenne et celles qui ont une éducation moyenne ont quant à elles reçu \$154,091 en moyenne.

Avec cette étude, on s'est rendu compte que certains enfants, âgés entre 10 et 14 ans (2,2% du total des enfants de cette tranche d'âge), ont travaillé comme vendeurs ambulants ou bien comme messenger. Ces enfants ont reçu en moyenne un salaire de \$17,300 en travaillant 5,3 jours par mois. Parmi ces enfants mineurs, aucun n'était scolarisé.

De la même manière, des enfants âgés entre 15 et 17 ans (22,2% du total des jeunes de cette tranche d'âge), ont travaillé dans le secteur de la construction, celui de la confection ("ébouiriffant" des pantalons)<sup>28</sup> ainsi que dans le secteur des services domestiques. Le travail dans ce dernier secteur est effectué par des filles qui ont reçu en moyenne \$116,666 pour 25 jours de travail. Parmi tous ces jeunes, seul un était scolarisé.

65% des enfants et des adolescents qui ont eu une activité économique le mois précédent appartiennent à des familles de la phase III. Cette information permet de nous rendre compte que certaines familles sont emmenées à envoyer leurs enfants à chercher du travail après une longue période de disette afin que ces derniers participent à l'économie du foyer.

En ce qui concerne ce thème, le document du Plan Nacional para la Niñez 2006-2015 (Plan National pour l'enfance) affirme que:

"Les familles qui perdent leurs salaires ou qui risquent de le perdre, établissent des mécanismes de protection qui affectent les possibilités de respect des droits des enfants. Par exemple, les familles de classe moyenne font passer leurs enfants d'un collège privé à un collège public; les familles dont le salaire est très faible retirent les enfants du collège, provoquant ainsi une augmentation du travail des enfants. Le panier moyen des familles diminue et cela met en danger la sécurité alimentaire de la famille : les garçons et les filles sont les plus touchés car c'est leur développement intellectuel qui en pâtit car ils réalisent des tâches réservées normalement à des adultes"<sup>29</sup>.

Un autre groupe de population qu'il est nécessaire d'analyser est celui que composent les personnes âgées (2,4% de la population totale). 26% d'entre eux ont travaillé dans le secteur de la construction et celui de la vente ambulante principalement, et ce, sans aucune différence ou évolution entre chaque phase. Ces adultes, dont la moyenne d'âge est de 63,3 ans, travaillent 13,2 jours par mois en moyenne pour un revenu mensuel moyen de \$90,000.

## 2. Revenus et dépenses des familles.

Le revenu mensuel payé en espèce pour le total des familles de cette étude fut en moyenne de \$216,319 et ne dépasse donc pas un SMLMV. Cette situation est d'autant plus critique quand on sait que les familles sont composées en moyenne de 4,4 membres. Ainsi, parmi les familles interrogées, 5,6% ont déclaré n'avoir reçu aucun salaire en espèce au cours du mois précédent et le revenu moyen des personnes, qui elles en ont reçu un, fut de \$229,170 en moyenne. En terme général, les revenus augmentent phase après phase, mais, même au cours de la phase III, on obtient un pourcentage de familles qui n'ont obtenu aucun salaire lors du mois précédent. Dans le tableau 6, on recense les revenus obtenus par les familles par rapport au SMLMV.

---

28 "Ébouiriffier" est le terme utilisé pour défaire et organiser les vêtements, cette activité a lieu très souvent à Ureña- zone frontalière- où l'on trouve de nombreuses usines du secteur.

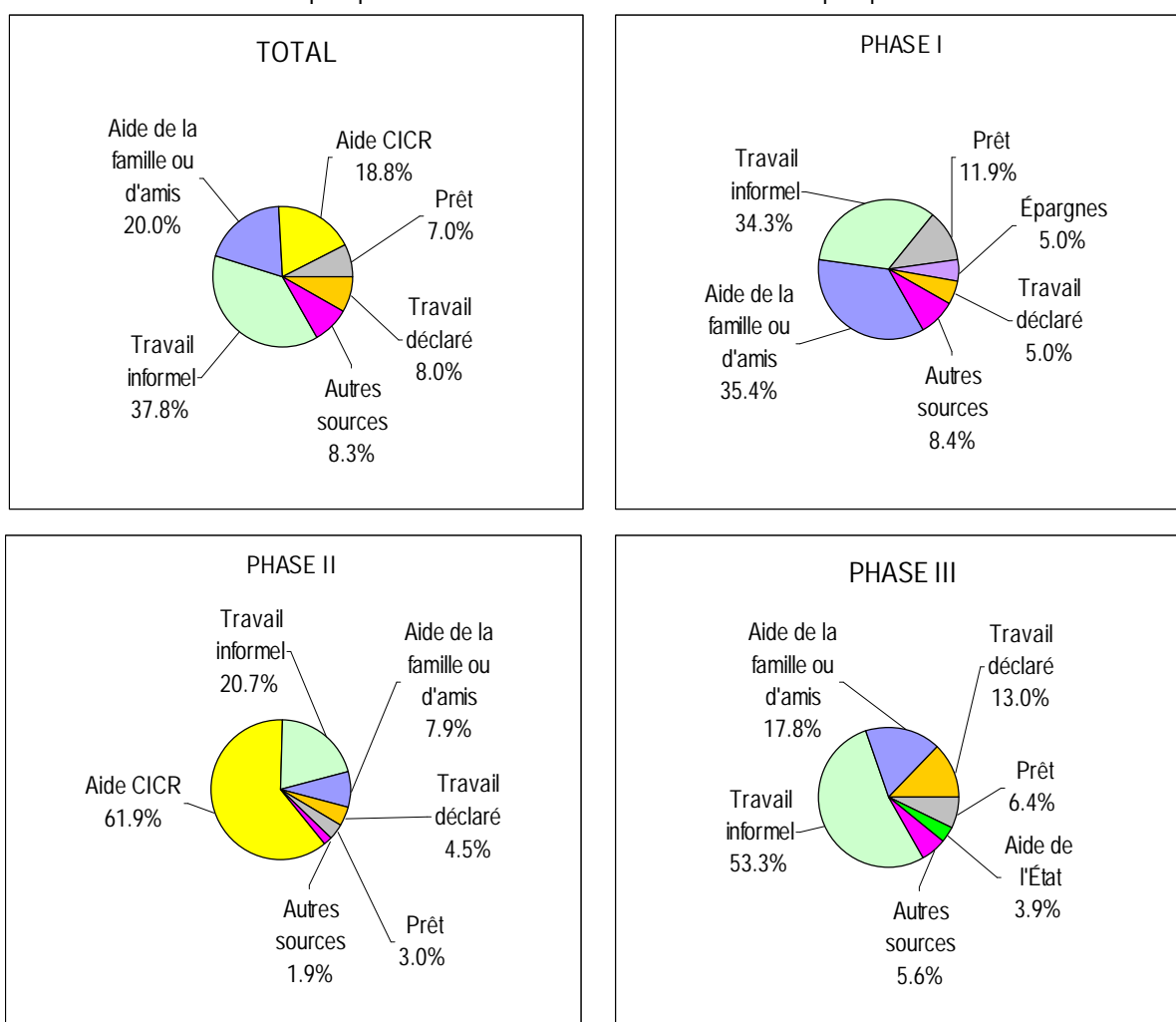
29 Voir : Plan National pour l'enfance et l'adolescence 2006-2015. Colombie, un pays pour tous les enfants. Juillet 2006.

Tableau 6 : Revenus des familles par rapport au SMLMV.

Revenus des familles	% PHASE I	% PHASE II	% PHASE III	% TOTAL
Sans revenu	9.5	6.2	2.3	5.6
Revenu inférieur à 1/4 de SMLMV	36.5	27.7	14	24.8
Revenu entre 1/4 et 1/2 SMLMV	22.2	41.5	23.3	28.5
Revenu entre 1/2 et 3/4 SMLMV	15.9	10.8	25.6	18.2
Revenu entre 3/4 et 1 SMLMV	4.8	6.2	17.4	10.3
Revenu supérieur à 1 SMLMV	11.1	7.7	17.4	12.6

Lors de l'enquête, en plus de réviser le montant des revenus, il était également important d'identifier quelles avaient été les sources de revenus des familles, autres que celles provenant du travail formel et informel, lors du mois précédent. Nous avons donc demandé à chaque famille d'indiquer de quelle manière elles avaient couvert leurs dépenses le mois précédent. Le graphique 4 illustre pour chaque phase et pour le total de la population ce que représente chaque source de revenu.

Graphique 4: Sources de revenus des familles par phase.



Les familles qui, le mois précédent, n'ont perçu aucun revenu en espèce ont pu compter principalement sur l'aide de la famille ou de celle des amis (64%), sur le soutien du CICR (28%) ou encore sur la mendicité ou la collecte d'aliments (8%). En tenant compte de toutes les sources de revenu, lors de la phase I, les familles ont eu une moyenne de revenu en espèce atteignant \$168,634. Notons que pour cette phase, l'aide obtenue par la famille ou par des amis a été importante (hébergement, nourriture ou bien de l'argent).

Lors de cette phase, les dépenses furent en moyenne de \$168,634. Cependant, on constate que les dépenses atteignent presque la moitié des revenus et que 55,6% des familles se sont endettées à partir du moment du déplacement et aucune d'entre elles ne les avaient réglées au moment de l'enquête. Il est important de noter que concernant les dettes des familles interrogées, il faut inclure plusieurs aspects tels que le prêt d'argent, mais également le loyer, l'alimentation (crédit dans le magasin), les factures des services publics (factures pas encore payées). Ainsi, 7,9% des familles de la phase I ont eu recours à un dépôt-vente pour mettre en gage un bien afin de pouvoir s'acquitter de leurs dettes. Au moment de l'enquête, aucune famille n'avait pu récupérer le bien mis en gage.

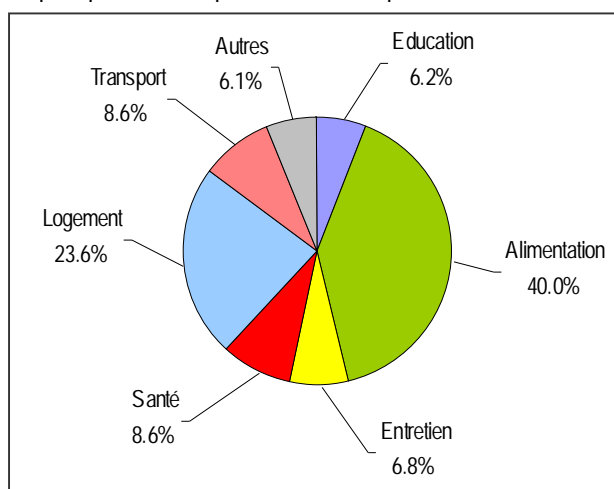
Le revenu moyen perçu par les familles au cours de la phase II est de \$186,064, ce qui ne représente pas une grande différence par rapport à la phase I. Par contre, on peut commencer à observer que plus le temps passe, plus les familles dépensent et plus elles accumulent les dettes. Ainsi, 63,1% des familles ont des dettes (au moment de l'enquête aucune famille ne les a payées) et la moyenne de dépenses atteint \$218,241. Cependant, lors de cette phase, le CICR distribue l'aide humanitaire d'urgence<sup>30</sup> qui représente 61,9% du total des revenus des familles.

Lors de la phase III, le principal support de l'économie des familles vient du salaire obtenu dans le secteur informel. Même si le nombre de familles ayant une activité a augmenté lors de cette phase, les revenus ne sont toujours pas assez élevés pour satisfaire leurs besoins car elles continuent à s'endetter (73,3% ont des dettes). De plus, il existe un déséquilibre entre la moyenne des revenus (\$274,118) et celle des dépenses (\$330,408), et l'aide de l'État, qui apparaît comme source de revenu seulement au cours de cette phase, n'a représenté que 3,9% du total des revenus lors du dernier mois.

Il faut noter que seulement 3,7% du total des familles a réussi à partir du lieu d'origine avec quelques économies (\$198,750 en moyenne). Certaines familles ont également pu emporter quelques biens de valeurs tels que des meubles (9,3%) ou des appareils électroménagers (7%). Cependant, la majorité des familles n'a pu emporter que des vêtements. 10,7% des familles ont été obligées de vendre leurs biens, recevant ainsi en moyenne \$191,695. Une grande partie de cet argent a été dépensé pour payer le transport afin de partir de la ville d'origine ou bien pour payer le loyer ou encore l'alimentation.

Les plus grandes dépenses des familles se font en grande partie, au cours des trois phases, pour l'alimentation et le logement. Le graphique 5 montre la proportion des dépenses des familles déplacées pour les trois phases.

Graphique 5 : Proportion des dépenses des familles



30 Représentée en biens essentiels distribués aux personnes âgées de plus d'un an (produits pour l'hygiène, couverture fine, moustiquaire, matelas ou hamac, marmites, assiettes et tasses) et un kit alimentaire (deux "paniers alimentaires" pour une personne de plus d'un an par mois), ce dernier est distribué aux familles pendant trois mois et aux familles "vulnérables" pendant six mois. (4 mois à partir de 2009)

Le tableau 7 illustre les moyennes de dépense par catégorie pour chaque phase. Ces valeurs ont pris en compte uniquement les familles qui ont déclaré avoir dépensé pour chacune de ces catégories. La moyenne mensuelle des dépenses fut de \$261,051.

Tableau 7 : Moyenne des dépenses des familles qui ont déclaré avoir dépensé pour chacune des catégories (en\$)

	Éducation	Alimenta- tion	Produits d'entretien	Santé	Loyer et services publics	Transport	Autres	Moyenne totale des dépenses <sup>31</sup>
Phase I	49.714	109.531	23.456	28.083	72.960	31.609	87.625	188.185
Phase II	45.375	78.441	15.118	42.303	83.682	29.478	61.107	225.170
Phase III	41.722	141.994	26.566	41.191	87.457	34.820	70.188	338.275
Total	43.611	113.933	22.508	38.136	83.782	32.367	70.456	261.051

- Il est évident qu'au fur et à mesure que les phases avancent, les dépenses concernant le loyer augmentent au même titre que la proportion de familles qui dépensent de l'argent pour ce dernier. Ainsi, lors de la phase I, 39,6% des familles ont dépensé de l'argent pour le loyer et les services publics alors que 78,4% l'ont fait lors de la phase II et 87,2% au cours de la phase III. Cette évolution peut s'expliquer par le fait que les familles arrivent en premier lieu chez la famille ou bien chez des amis, mais au fil du temps, elles sont obligées d'assumer leur indépendance. Tel que l'on pourra l'apprécier au cours du chapitre Effets du déplacement, le logement est primordial pour les familles et ce thème devient donc prioritaire en ce qui concerne l'assistance à la population déplacée.
- Concernant l'éducation, on observe une légère diminution des dépenses dans ce domaine au fur et à mesure qu'avancent les phases. Cependant, le pourcentage de familles qui dépensent de l'argent dans ce domaine, principalement pour les inscriptions, les fournitures scolaires et les uniformes augmente (phase I 11,1%, phase II 36,9% et pour la phase III 52,3%). Lors de la phase III, seulement 11,1% des familles dépensent de l'argent pour les inscriptions. Cela peut s'expliquer par le fait qu'au cours de cette phase on trouve plus de familles inscrites au Registro Único de Población Desplazada (Registre Unique de la Population Déplacée, RUPD pour ses sigles en espagnol), ce qui leur facilite l'accès à la scolarisation gratuite des enfants. Cependant, il est important de noter que les familles basées à Cucuta doivent attendre très longtemps pour être inscrites dans le RUPD (voir le chapitre Assistance Gouvernementale et Non Gouvernementale).
- En ce qui concerne le domaine de la santé, le pourcentage de familles qui dépense dans ce secteur augmente entre les phases (45,2%, 50,8% et 66,3% respectivement). Les familles dépensent beaucoup pour les médicaments auto prescrits vu que très souvent, elles sont confrontées à de nombreux problèmes pour être traitées et doivent donc s'auto-prescrire les médicaments. Par exemple, le service de santé des IPS<sup>32</sup> ne les reçoit pas car ces centres exigent "la lettre"<sup>33</sup> afin de pouvoir bénéficier d'une assistance médicale. On trouvera quelques exemples concrets dans le chapitre Santé dans lequel les difficultés que connaissent les familles pour accéder au service de santé de manière adéquate sont détaillées.

31 Parmi les familles qui ont déclaré avoir eu des dépenses au cours du dernier mois, on présente la moyenne générale des dépenses.

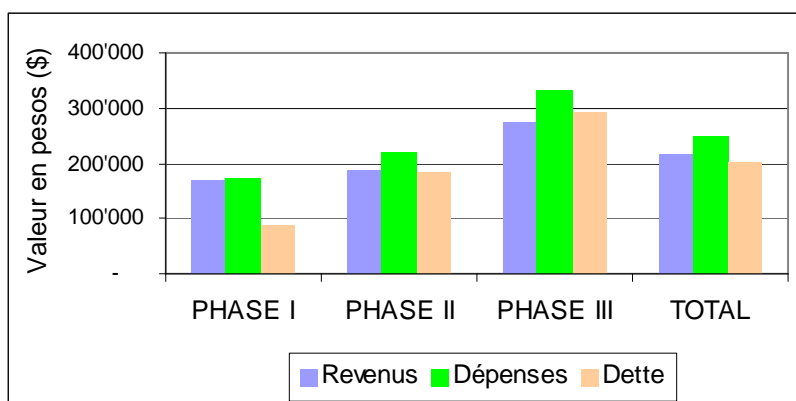
32 Institutions prestataires de services de santé (cliniques, hôpitaux, postes de santé, laboratoires...) qui peuvent être publiques ou privées, contractées par les EPS (services de santé étatiques).

33 Acción Social distribue aux familles un document qui certifie leur inscription dans le RUPD, ce document est utilisé pour remettre les familles aux organismes du SNAIPD. La population appelle ce document la "lettre".

- Dans le domaine de l'alimentation des familles, lors de la phase I, on constate qu'elles dépensent \$109,531 en moyenne, soit un peu moins que lors de la phase III (\$141,993). Notons la grande différence qu'il existe entre ces deux phases et la seconde au cours de laquelle les dépenses en alimentation arrivent en moyenne à \$78,440. Cette différence se doit au fait qu'il s'agit de la phase où les familles reçoivent l'aide du CICR, ce qui contribue à une grande diminution des dépenses alimentaires. Il est important de préciser que l'aide du CICR représente, aux dires des familles, entre 80% et 100% du total de leur alimentation.
- De la même manière, dans le secteur des Produits d'entretien on retrouve cette diminution lors de la phase II car le CICR distribue des produits à toutes les personnes âgées de plus d'un an.
- Pour le secteur appelé autres, la proportion est plus grande lors de la phase III (27,9% des familles dépenses dans cette catégorie). Les plus grandes dépenses se font pour les vêtements ou bien pour des choses nécessaires aux enfants qui viennent de naître ou qui sont sur le point de naître. Notons que les autres dépenses sont réalisées pour la maison : réservoirs en plastique pour stocker de l'eau, des bombones de gaz et du matériel de construction.

Le graphique 6 nous montre la relation entre le revenu et les dépenses au cours du mois qui précède l'enquête et les dettes que les familles ont accumulées au moment du déplacement (valeur accumulée). Notons qu'au fur et à mesure qu'avancent les phases, les dettes augmentent, arrivant même à dépasser les revenus lors de la phase III.

Graphique 6 : Comparaison entre revenus, dépenses et dettes des familles par phase:



En comparant le niveau des revenus, celui des dépenses ainsi que celui des dettes parmi les familles les "plus vulnérables" pour le CICR et le reste des familles, il n'existe aucune différence significative car les deux groupes ont plus ou moins un niveau similaire de revenus, bas en l'occurrence (toujours en dessous du SMLMV) et qui n'est pas suffisant pour couvrir les dépenses. Ces familles accusent également un niveau d'endettement qui au cours de la phase III est supérieur au niveau des revenus.

## C. Alimentation et sécurité alimentaire

Au cours de ce chapitre c'est la fréquence et la variété des aliments consommés par la population déplacée avant et après le déplacement qui seront analysées. Nous allons également analyser les moyens employés par les familles pour se procurer ces aliments. Parallèlement à cette analyse, nous avons demandé aux familles déplacées quelle était leur perception sur le thème de la sécurité alimentaire une fois dans la ville de réception<sup>34</sup>.

### 1. Analyse de la consommation d'aliments

Une consommation adéquate d'aliments nécessaires à chaque individu constitue une condition nécessaire pour que les êtres humains puissent développer et maintenir pleinement leurs capacités physiques et mentales.

Grâce à cette étude on obtient une approximation concernant la consommation d'aliments en posant des questions sur les aliments consommés au cours de la semaine précédente (7jours). Ces aliments ont été classés en plusieurs groupes d'aliments qui doivent être consommés régulièrement afin d'assurer une alimentation équilibrée. Ces groupes sont les suivants : céréales, légumineuses, tubercules, légumes, fruits, huiles et graisses, sucres et enfin, les produits d'origine animale qui ont été divisés en viande, poisson, œufs et lait.

En comparant la fréquence de consommation hebdomadaire d'aliments avant et après le déplacement, on observe une évidente diminution dans tous les groupes d'aliments et spécialement pour les fruits, les viandes et les produits laitiers. Les céréales sont celles qui n'accusent presque aucune variation, ce qui peut s'expliquer par la grande consommation de riz.

Dans le tableau 8, on peut observer qu'avant le déplacement, les familles consommaient de manière presque quotidienne des céréales, des tubercules, du lait, des sucres, des graisses et des œufs tandis que la consommation de viandes, de légumineuses et de fruits était supérieure à 4 jours par semaine.

Après le déplacement, une fois arrivées à Cucuta (phase I), la fréquence de consommation de tous les groupes d'aliments diminue et plus particulièrement pour les produits laitiers et les viandes (moins de 2 jours par semaine). Il en va de même pour les fruits, les légumes et les légumineuses (entre 2 et 3 jours par semaine). En outre, pour ces mêmes groupes d'aliments, la moyenne de familles qui en consomment diminue; seulement 30% consomment des fruits et 33% du lait et des aliments comme la viande. D'un autre côté, les légumes sont consommés par la moitié des familles.

Pendant l'assistance alimentaire du CICR (phase II), on peut apprécier une légère amélioration générale, spécialement pour les groupes d'aliments qui font partie du kit alimentaire distribué par le CICR. Pour les aliments frais, il n'y a aucune amélioration malgré l'apport d'autres aliments de la part du CICR.

Lors de la phase III, l'amélioration se poursuit même s'il existe encore un fossé entre l'alimentation avant le déplacement et celle qui caractérise la période qui suit le déplacement.

---

<sup>34</sup>Pour cette étude, nous avons utilisé la définition de la FAO pour le concept de sécurité alimentaire : "quand toutes les personnes, à tout moment, ont l'accès physique, social et économique à suffisamment d'aliments, en bonnes conditions et nutritifs que satisfont leurs besoins diététiques et leurs préférences alimentaires pour une vie active et saine. Elle est déterminée par l'accès (capacité des personnes à se procurer des aliments), l'usage (le profit socioculturel et biologique des aliments) et la disponibilité des aliments (offre)". Définition présentée par la FAO lors du sommet mondial sur l'alimentation en 1996.

Tableau 8 : Comparaison de la consommation d'aliments avant et après le déplacement

Catégories d'aliments	Avant le déplacement		Après le déplacement								
	Consommation par semaines (en nombre de jours)	% de familles qui consommaient	Phase I			Phase II			Phase III		
			Consommation par semaine(en nombre de jours)	% de familles qui consommaient	% de familles qui le considèrent comme suffisant	Consommation par semaine (en nombre de jours)	% de familles qui consommaient	% de familles qui le considèrent comme suffisant	Consommation par semaines(en nombre de jours)	% de familles qui consommaient	% de familles qui le considèrent comme suffisant
Céréales	6.3	100%	5.7	100%	4.8%	5.4	100%	67.7%	6.0	100%	34.9%
Pommes de terre, Banane plantain, manioc	6.4	100%	4.4	96.8%	6.6%	3.0	100%	15.4%	4.3	98.8%	20.9%
Produits laitiers	6.0	83.2%	1.6	33.3%	9.5%	2.0	61.5%	17.5%	2.8	50%	16.3%
Panela <sup>35</sup> et sucre	6.6	100%	5.5	96.8%	6.6%	5.2	100%	60.0%	6.2	100%	26.7%
Viandes	4.7	99.5%	1.7	50.8%	6.3%	1.5	63.1%	7.3%	2.3	73.3%	11.1%
Œufs	5.6	97.7%	3.5	79.4%	14%	3.2	95.4%	35.5%	4.2	100%	22.1%
Légumineux	4.5	98.1%	2.5	77.8%	4.1%	5.8	100%	75.4%	4.1	84.9%	43.8%
Légumes	4.8	92.1%	3.0	57.1%	5.6%	2.4	89.2%	12.1%	3.7	90.7%	21.8%
Fruits	4.4	87.9%	2.9	30.2%	15.8%	1.4	30.8%	20.0%	2.0	48.8%	21.4%
Graisses	6.2	98.6%	4.2	90.5%	10.5%	5.3	100%	70.8%	6.2	97.7%	32.1%

Au cours du travail réalisé avec les groupes focaux, certaines familles (de phase II et III) ont signalé qu'elles devaient partager l'aide avec les personnes avec lesquelles elles vivaient ou bien avec des membres de la famille qui vivent dans une autre maison. Cela peut expliquer pourquoi le kit n'était pas toujours suffisant et qu'il fallait "faire durer" le peu qu'il restait en réduisant le nombre de repas. Notons également que certaines familles ont gardé une partie de l'aide alimentaire pour la période qui suit l'assistance du CICR.

## 2. Sources principales d'aliments.

En général, on observe que lors de la phase I, deux sources pour acquérir des aliments se démarquent : l'achat et la solidarité des amis et des membres de la famille. Pour le lait (57%), les viandes (59%) et les œufs (50%) la source principale est l'achat, alors que la donation des amis et des membres de la famille permet aux familles de récupérer des céréales (47%), des tubercules (47%), des sucres (47%), des légumes (47%), des légumes secs (47%), des fruits (47%) et des graisses (50%).

Lors de la phase II, l'aide humanitaire est la principale source pour obtenir les céréales (86%), les sucres (75%), les légumes (93%) et les graisses (86%). Pour les produits frais, l'achat d'aliments est la principale source alors que la contribution d'amis et de membres de la famille accuse une diminution notable.

35 La panéla est un sucre brut non raffiné, obtenu par la réduction et la cristallisation du jus de canne à sucre; ce procédé traditionnel permet une production artisanal du sucre sans solvant et permet de conserver les nutriments naturels et d'origine (vitamines, minéraux et fibres végétales) de la canne à sucre. Le jus est obtenu en pressant les cannes à sucre dans un laminoir artisanal appelé "trapiche".

Lors de la phase III, la source principale est l'achat. Du montant total des dépenses, 41% sont destinées aux aliments. Malgré l'augmentation de la donation d'amis ou de membres de la famille, par rapport à la phase II, cet apport est presque insignifiant.

### 3. Perception de la sécurité alimentaire

La perception de la sécurité alimentaire est également un thème important de cette étude. Le tableau 9 nous montre le nombre de repas que prend par jour la population en situation de déplacement. Lors de la phase I, les familles ont pris 2,3 repas en moyenne. Cette moyenne augmente lors des deux autres phases pour atteindre presque 3 repas par jour.

Tableau 9 : Nombre de repas par famille et par jour

Nombre de repas par jour	Phase I	Phase II	Phase III
Nombre moyen de repas pris par jour	2.3	2.8	2.8
Pourcentage de familles qui a consommé 1 repas par jour	9.5%	3.1%	0%
Pourcentage de familles qui a consommé 2 repas par jour	50.8%	12.3%	19.8%
Pourcentage de familles qui a consommé 3 repas par jour	39.7%	84.6%	80.2%

Dans le tableau 10, nous pouvons observer que lors des phases I et II, 80% des familles ont manqué d'argent pour acheter leurs aliments et cela explique pourquoi lors de la phase I, dans 63,5% des familles, un des membres a dû se passer d'un repas par jour. En général ce sont les adultes (47,5%), suivi par tous les intégrants de la famille (45%).

Lors de la phase II, même quand 56,9% des familles ont manqué d'argent le mois précédent pour acquérir les aliments, le pourcentage de familles au sein desquelles un des membres se passe de l'un des trois repas a diminué (26,2%). Les hommes sont ceux qui en général ont diminué le nombre de rations et qui se couchent la faim au ventre. Les personnes interrogées ont affirmé qu'elles préféreraient diminuer la quantité des trois repas plutôt que de s'en passer d'un.

Lors de la phase III, les problèmes alimentaires s'accroissent car 81,4% des familles se trouvent presque sans argent et ne peuvent donc pas acheter d'aliments. Le nombre de familles dans lesquelles un des membres se couche la faim au ventre augmente et il en va de même pour celles dont les membres ont dû sauter un repas par manque d'argent (plus de 46%). Cette situation a touché tous les membres de la famille sans exception (50%) et en moindre proportion seulement les adultes (32,5%).

Tableau 10 : Perception de la sécurité alimentaire

Aspects consultés auprès de la population	Phase I	Phase II	Phase III
Pourcentage de familles qui ont manqué d'argent pour acheter des aliments	92.1%	56.9%	81.4%
Pourcentage de familles au sein desquelles un des membres de la famille a sauté un repas	63.5%	26.2%	46.5%
Pourcentage de familles dans lesquelles un des membres s'est couché la faim au ventre par manque d'argent pour acheter des aliments.	65.1%	27.7%	47.7%

La moyenne des dépenses dans le domaine de l'alimentation lors de l'étude fut de \$113,933, soit la plus grande partie du budget des familles (40% du total des dépenses) sachant que le revenu moyen de ces familles lors de l'étude était de \$216,319.

## D. Éducation

L'éducation étant un facteur clé pour le développement individuel et social, lors de l'étude réalisée à Cucuta et sa zone urbaine, nous avons étudié ce thème de plus près afin de connaître les conditions de la population en situation de déplacement dans son nouveau contexte. En premier lieu, nous allons présenter quelques informations secondaires sur l'offre en matière éducative puis, nous allons décrire les résultats de l'enquête.

En passant d'un contexte rural à un contexte urbain, les familles déplacées se voient affectées et notamment dans le domaine de l'éducation. Parfois, on se rend compte que certaines personnes ne vont pas du tout à l'école, dans d'autres cas, le problème des enfants surâgés empêche l'intégration de ces derniers dans le système éducatif et puis logiquement, on observe l'influence du niveau éducatif sur la faculté à gérer des aides et profiter de l'orientation que les personnes reçoivent de la part des différentes institutions ainsi que la possibilité d'obtenir un emploi et donc, recevoir un salaire.

Face à cette problématique, des mesures ont été prises au niveau national et local. Au niveau national, à travers le Ministerio de Educación Nacional (Ministère de l'Éducation Nationale, MEN pour ses sigles en espagnol), plusieurs alternatives ont été proposées: le modèle d'"Accélération de l'apprentissage" dont le but est de remettre à niveau des enfants surâgés (c'est-à-dire des enfants qui sont en retard dans le système éducatif car ils ont redoublé, par absentéisme, à cause du déplacement ou simplement pour la différence entre le système éducatif de la campagne et celui de la ville). À travers ce programme, ces enfants peuvent réintégrer le système dans une classe qui correspond à leur âge. Tout cela est réalisé grâce à un travail personnalisé et intensif avec les étudiants.

Dans le cadre de ce programme, il existe la méthodologie appelée "telesecundaria"<sup>36</sup> qui vient en aide à la population avec des vidéos interactives et des guides imprimés sous la conduite d'un personnel enseignant dûment formé. Cette option permet aux jeunes d'avancer dans leurs études secondaires, au moins jusqu'au niveau 7.

Au niveau national, le cadre de référence pour travailler sur le thème éducatif avec la population déplacée se concrétise dans la loi 387 de 1997 et la circulaire conjointe du MEN et la Red de Solidaridad Social (Acción Social aujourd'hui) de l'année 2000 qui établit la politique et les procédures à suivre pour l'éducation formelle pour la population déplacée. Il existe également le décret 2562/2001 qui règlemente la loi 387 pour le thème du service public éducatif pour la population déplacée.

La ville de Cucuta possède une infrastructure éducative composée de 63 institutions officielles dont 8 se trouvent en zone rurale. Dans le secteur privé, la ville compte 200 institutions dont une dans la zone rurale. La ville compte 3,787 enseignants distribués de la manière suivante : 379 pour le niveau préscolaire, 1,766 pour l'éducation basique primaire et 1,642 pour l'éducation basique secondaire et moyenne. La relation étudiant/enseignant est de 32 et par niveau, on obtient la relation: préscolaire 1/30; basique primaire 1/34 et éducation basique secondaire et moyenne 1/21<sup>37</sup>

En ce qui concerne la couverture éducative, selon des chiffres du MEN (Ministère de l'Éducation Nationale), en 2005, il y avait 209,203 étudiants à Cucuta et sa zone urbaine et 95% de ces étudiants habitaient dans la zone urbaine. Avec le tableau 11, on peut observer l'inscription par secteur et par zone :

---

36 Méthode éducative mise en oeuvre par le Ministère de l'Éducation Nationale de Colombie qui permet d'élargir la couverture de manière qualitative. Il s'agit d'une proposition d'éducation active intégrant plusieurs stratégies favorisant l'autoapprentissage des étudiants, approfondissant les contenus éducatifs à travers une méthodologie dynamique et innovante qui se transmet par différents moyens. Cette méthode utilise du matériel audiovisuel ainsi que des outils basés sur la motivation.

37 Voir: Plan de développement Municipal 2004 - 2007.

Tableau 11 : Étudiants inscrits par secteur et par zone

Commune	Officielle	Subventionnée Officielle	Subventionnée privée	Non Officielle	Total	Urbain
Cúcuta	110.044	11.766	14.444	35.938	172.192	166.252
El Zulia	5.08	91	-	101	5.272	2.983
Los patios	11.331	-	500	1.932	13.763	13.163
Puerto Santander	1.424	-	-	-	1.424	1.34
San Cayetano	1.034	-	-	-	1.034	588
Villa del Rosario	14.231	-	-	1.287	15.518	14.804
Total	143.144	11.857	14.944	39.258	209.203	199.13

Source: Ministère de l'Éducation National- 2005- Système d'information National de l'Éducation Basique et Moyenne (SINEB).

Le Plan de Desarrollo Municipal (Plan de Développement Municipal) de Cúcuta 2004-2007 envisageait de mettre en place une stratégie pour soutenir des modèles pédagogiques flexibles et pertinents pour la population vulnérable (déplacés et éducation spécialisée) ainsi que pour d'autres catégories de population comme les jeunes et les adultes (par exemple, à travers Cafam qui développe le modèle d'accélération de l'apprentissage mentionné plus haut). Ensuite, on trouve la Secretaria de Educación<sup>38</sup> qui développe des programmes spécifiques pour la population déplacée :

- Programme d'Éducation continue avec la méthodologie Cafam pour les jeunes et les adultes qui ont entre 14 et 80 ans. Ce programme est disponible dans plus de 35 filiales situées dans des quartiers marginaux proches des logements des déplacés.
- Des places sont réservées pour la population en situation de déplacement dans des institutions officielles et privées à travers la Banca de Oferentes (accords Inter-administratifs avec des institutions privées)<sup>39</sup>
- Programme d'accélération de l'apprentissage.

La Secretaría de Educación est la coordinatrice de la table ronde sur ce thème et ils ont obtenu des places dans les universités, des bourses, des formations et ont mis en place des cabinets de conseil. En plus, elle coordonne avec le programme Familias en Acción la localisation de places disponibles et la délivrance d'inscriptions dans des institutions éducatives.

### 1. Couverture éducative de la population d'âge scolaire

Parmi la population interrogée, 31,4% se trouve en âge scolaire (entre 7 et 17 ans), chiffre plutôt cohérent si on le compare avec les données présentées dans le chapitre Démographie qui présente la population jeune identifiée au cours de cette étude.

En centrant l'analyse sur cette population d'âge scolaire (la population qui devrait être en train d'étudier par obligation) pour les niveaux éducatifs basique primaire, basique secondaire et moyenne<sup>40</sup> et en utilisant comme mesure la couverture éducative brute<sup>41</sup>, on

38 Entités municipales et départementales qui gèrent l'éducation primaire et secondaire.

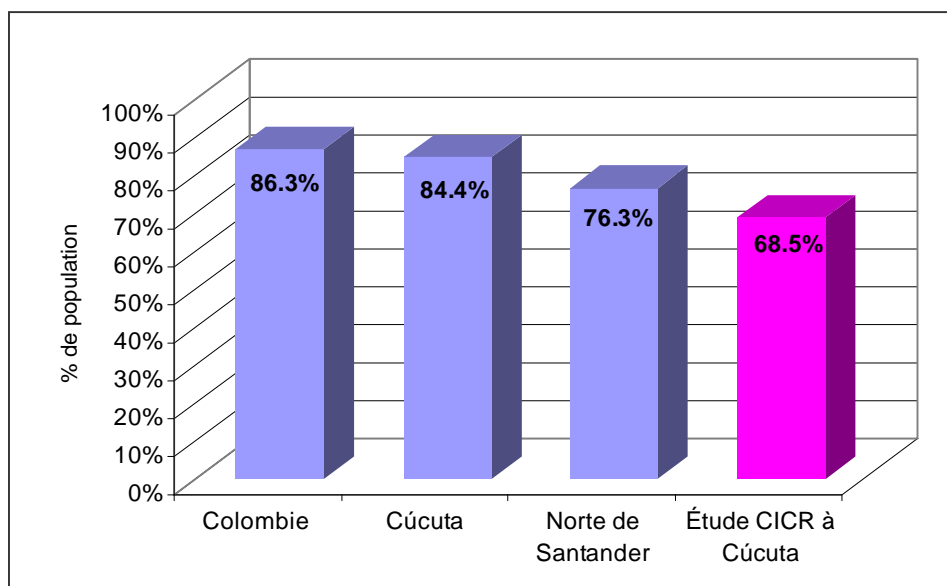
39 Il s'agit d'un procédé administratif, préalable et indépendant qui permet d'évaluer et qualifier l'expérience et la capacité des entités qui offre leur services dans le secteur de l'éducation. Il s'agit également d'établir leur capacité à élaborer des contrats de prestation de service éducatif avec les Secretarias de Educación.

40 L'éducation colombienne est divisé en trois niveaux : le préscolaire qui comprend un niveau obligatoire, ensuite on trouve l'éducation basique (9 niveaux) qui se divise en deux cycles : basique primaire (5 niveaux) et basique secondaire (4 niveaux), enfin, on trouve l'éducation moyenne (2 niveaux). Voir [Ley 115 de febrero 8 de 1994 por la cual se expide la ley general de educación, Artículo 11. Niveaux de l'éducation formelle.](#)

41 La couverture éducative brute correspond au quotient entre la population inscrite par niveau divisée par la population totale en fonction de l'âge que les personnes devraient avoir pour ce niveau. Ainsi : couverture brute primaire :

s'aperçoit que celle-ci atteint 70,5% de population; bien sûr, on observe quelques différences par niveaux avec une tendance à la baisse au fur et à mesure que le niveau augmente. Ainsi, alors que pour l'éducation primaire, la couverture atteint 79,3%, pour l'éducation secondaire elle diminue pour arriver à 66,1% et pour l'éducation moyenne la couverture n'est que de 41,3%. Cette tendance à la diminution est également valable au niveau national. Cette situation nous interpelle, notamment pour les jeunes pour qui il faudrait concevoir des stratégies afin de les conserver dans le système éducatif. En outre, on peut clairement apprécier une augmentation de la couverture par phase; en effet, au fil du temps, après le déplacement, la couverture elle aussi augmente et cela pourrait s'expliquer par le fait que les familles ont plus de temps pour s'occuper du thème de l'éducation une fois installées dans la ville.

D'un autre côté, il est clair que la couverture éducative identifiée dans cette étude concernant l'éducation basique et moyenne est très inférieure par rapport aux autres référents. Par exemple, elle est proche des 18 points en dessous de la couverture nationale et de 15,9 points en dessous du chiffre enregistré pour la ville. Cette situation est parfaitement illustrée par le graphique suivant :



Graphique 7 : Couverture éducative brute

Source: para Colombia, Cúcuta y Norte de Santander es el MEN, 2005

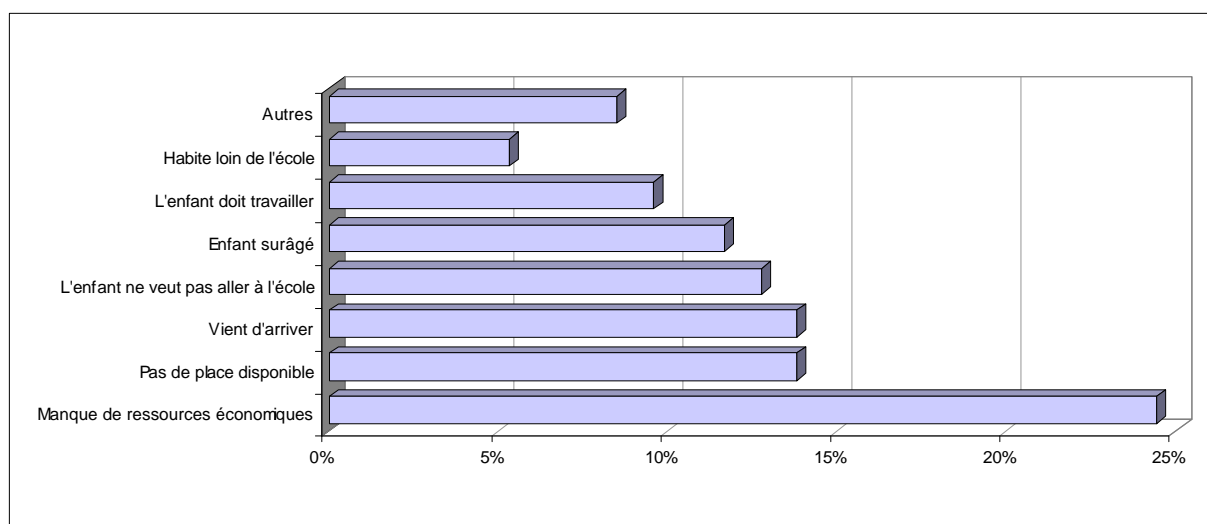
Bien sûr, en utilisant la couverture nette<sup>42</sup> comme moyenne, les chiffres que nous venons de présenter sont revus à la baisse à cause des étudiants surâgés. Ainsi, la couverture pour l'éducation primaire arrive à peine à 33,6%, celle de l'éducation secondaire et moyenne à 11,6% et 2,2% respectivement. Avec cette situation, les jeunes (plus de 16 ans) deviennent un groupe de population qui mérite une attention toute particulière et pour laquelle il faudrait éviter la sortie du système éducatif.

population inscrite dans les niveaux 1 à 5 / population âgée entre 7 et 11 ans, ii/ couverture brute secondaire : population inscrite dans les niveaux de 6 à 9 divisée par la population âgée entre 12 et 15 ans et iii/ couverture brute moyenne : population inscrite dans les niveaux de 6 à 9 divisée par la population âgée entre 16 et 17 ans. Consulter [www.mineducacion.gov.co](http://www.mineducacion.gov.co), centre virtuel d'informations, 2006.

42 La couverture éducative nette est le quotient entre la population inscrite dans un niveau scolaire en accord avec son âge divisée par la population totale de cet âge, c'est-à-dire: 1/ la couverture nette primaire est égale aux nombres d'enfants inscrits entre le niveau 1 et 5 âgés entre 7 et 11 ans divisée par le nombre de personne âgée entre 7 et 11 ans. 2/ la couverture nette secondaire est égale au nombre d'enfants inscrits entre le niveau 6 et 9 âgés entre 12 et 15 ans divisée par la population totale âgée entre 12 et 15 ans. 3/ la couverture nette moyenne est égale au nombre d'enfants inscrits entre le niveau 10 et 11 âgés entre 16 et 17 ans divisée par la population totale âgée entre 16 et 17 ans. Ministerio de Educación Nacional. 2005

Près de 48% de la population d'âge scolaire de notre échantillon correspond à des enfants surâgés, une situation de grande importance car elle pourrait se convertir en cause d'absentéisme, de désertion scolaire ou de sortie du système éducatif car ces étudiants connaissent des difficultés d'adaptation. Dans ce sens, il y a là un grand défi pour tous les organismes responsables de ce thème à Cúcuta et dans sa zone urbaine.

Laisant le thème de la couverture éducative de côté, passons maintenant à l'analyse du groupe opposé, soit les 31,5% de personnes d'âge scolaire qui ne sont pas en train d'étudier. Tel que le montre le graphique 8, ces personnes justifient cela par : le manque de ressources économiques (24,5%), pas de place disponible, vient d'arriver (13,8% respectivement) et l'enfant ne veut pas aller à l'école (12,8%). Ce dernier cas se présente surtout chez les jeunes surâgés ou chez ceux qui, voulant aider économiquement leur famille, décide de ne plus se rendre à l'école et doivent donc travailler (9,6%). Cette situation se présente également chez les jeunes qui pour d'autres raisons comme : vivre loin de l'école, être en train de réaliser les démarches pour l'inscription au RUPD, une place leur est réservée, mais ils n'ont pas d'argent pour payer les coups annexes de la scolarité et finalement, on trouve un surprenant 1,2% qui ne va pas à l'école pour être enceinte.



Graphique 8 : Raisons qui expliquent pourquoi les enfants ne vont pas à l'école.

Au même titre que la couverture éducative (qui augmente au fil du temps) les raisons de la non-assistance évolue elles aussi au cours de chaque phase. Alors que lors de la phase I, les raisons comme vient d'arriver, le manque de moyens et l'école est loin sont les plus fréquentes, lors de la phase II, les raisons comme le manque de moyens, le manque de place et l'enfant ne veut pas aller sont les plus évoquées.

Le manque de moyens économiques apparaît lors des phases comme une des raisons qui explique le fait que l'enfant n'aille pas à l'école. Comme nous l'avons déjà signalé au cours du chapitre Situation Économique, 35,5% des familles ont dépensé en moyenne \$43,611 par mois dans le secteur de l'éducation. Cette dépense est répartie comme suit: fournitures scolaires (60,5%), photocopies (38,2%) uniforme (26,3%) et alimentation (goûter- cantine scolaire, 19,7%). Le fait que l'inscription soit gratuite n'est donc pas forcément un argument suffisant pour que les enfants se rendent à l'école car comme nous venons de le voir, les frais annexes se sont avérés être une barrière pour accéder, ou bien rester, dans le système éducatif.

Tout cela prouve que les défis concernant le secteur de l'éducation sont de taille pour la population déplacée dans la ville.

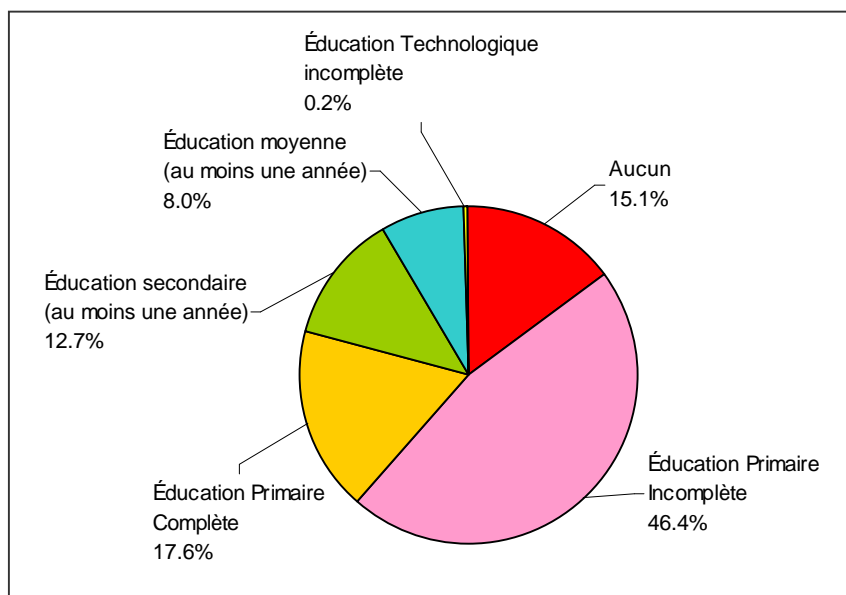
## 2. Niveau éducatif des adultes



La population adulte (18ans et plus) est un groupe clé car généralement elle est chargée d'obtenir les ressources pour le soutien de la famille, elle doit également gérer l'accès aux aides pour les familles. Ainsi, le niveau éducatif est un facteur décisif, car les personnes doivent non seulement, assimiler l'information et l'orientation, mais aussi accéder aux formations et aux emplois et plus généralement, effectuer les démarches nécessaires à la stabilité dans le nouveau lieu de résidence de la famille.

Tel que nous pouvons l'apprécier à travers le graphique 9, la plupart de la population de 18ans ou plus n'a pas terminé l'éducation primaire (ils ont été scolarisés entre 1 et 4 ans). Seulement 17,6% de la population a terminé l'école primaire et 15,1% n'a aucun niveau scolaire (même si pour cette étude le degré d'alphabétisation n'a pas été spécialement analysé, le fait de ne pas avoir de niveau scolaire pourrait être un indice révélateur de ce phénomène). D'un autre côté, seulement 0,2% de la population de plus de 18 ans a réalisé des études supérieures (Éducation technologique<sup>43</sup> incomplète).

Graphique 9 : Niveau d'éducation le plus élevé de la population de plus de 18 ans.



On se rend compte que 16,8% des chefs de foyer sont sans aucun niveau scolaire et seulement 18,7% ont terminé l'éducation primaire. Tout cela confirme les situations identifiées lors des chapitres antérieurs de ce document et met en relief d'une part, le peu de capacité d'autogestion des familles déplacées dû au faible niveau éducatif et d'autre part, les difficultés d'adaptation au contexte urbain. En outre, il est indispensable de

43 Études supérieures non professionnelles.

mettre en place des processus d'orientation intégrés et compréhensibles ainsi que des processus d'accompagnement permanent de la part des institutions responsables de la prise en charge de ces familles.

## E. Santé

La ville de Cúcuta et sa zone urbaine possèdent plusieurs institutions prestataires de services de santé (IPS) privées ou publiques qui offrent des services de première, seconde et troisième catégorie. Le réseau du secteur public comprend un hôpital de troisième catégorie, 3 Unités Basiques d'Assistance (UBA)<sup>44</sup>, une polyclinique et 28 Centres de Santé. Ces centres se trouvent majoritairement dans les communes 3, 6, 7,8 et 9, soit dans des secteurs où une grande partie des personnes déplacées se trouvent.

Les institutions mentionnées reçoivent la population bénéficiaire du Sisben<sup>45</sup> et celle qui est inscrite dans le RUPD. La ESE IMSALUD (Instituto Municipal de Salud)<sup>46</sup> est en charge de la coordination du réseau de réception du public de premier niveau. L'organisme qui surveille et contrôle la qualité des services est la Secretaria de Salud Municipal. Concernant les institutions de seconde et troisième catégorie, c'est l'Instituto Departamental de Salud (IDS)<sup>47</sup> qui s'en occupe à travers l'hôpital Universitario Erasmo Meoz, le Centre de Réhabilitation Neuromuscular et l'hôpital Mental Rudesindo Soto.

Les mairies des communes de El Zulia, Los Patios et Villa del Rosario qui font partie de l'agglomération de Cúcuta sous-traitent avec des organismes chargés de la prestation de service de santé à travers les IPS situés dans chaque commune.

Notons qu'à Cúcuta, concernant les services de santé pour la population déplacée, il faut être enregistré dans la base de données du RUPD. Cette situation ne favorise pas cette population car : 1/ parfois, plus de deux mois s'écoulent entre le moment du déplacement et l'enregistrement des familles dans le RUPD et 2/ il y a du retard dans l'actualisation des bases de données des institutions de santé et du coup, une famille peut-être inscrite dans le RUPD mais ne peut pas encore être traitée en raison de ce retard dans l'actualisation de la base de donnée. Ceci peut expliquer pourquoi les personnes qui ont besoin du service se rendent chez des non professionnels, dans des pharmacies, etc.

Il est donc important de signaler qu'au cours de l'étude, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) travaillait sur un projet de Fortalecimiento de la Capacidad del Sector Salud- Sistema de Atención Temprana articulé à la Red Institucional de Atención en Salud (SAT RIAS) en accord avec le Ministerio de Protección Social. Ce projet vise à améliorer la santé intégrale de la population affectée par le déplacement. Cette stratégie en cours d'élaboration comprend dans une première phase, la sensibilisation face aux différents organismes territoriaux et le soutien technique pour l'amélioration de la UAO.

Finalement, même si le thème de la santé n'est pas approfondi, nous avons orienté notre étude sur quelques éléments susceptibles d'apporter plus de détails sur ce thème. Voici donc les résultats obtenus après l'enquête sur le thème de la santé.

### 1. Connaissance des familles déplacées concernant la qualité de la prestation de santé

Concernant l'endroit où il faut se rendre en cas de maladie ou de problème de santé, plus

44 Institution de santé de niveau I (sans hospitalisation).

45 Il s'agit d'un système d'identification et de classification des potentiels bénéficiaires des programmes sociaux de l'État. Un questionnaire permet d'identifier et de classer les personnes qui, de par leur situation économique, ne peuvent pas accéder avec leurs propres moyens aux services de base tels que: la santé, l'éducation et le logement entre autres.

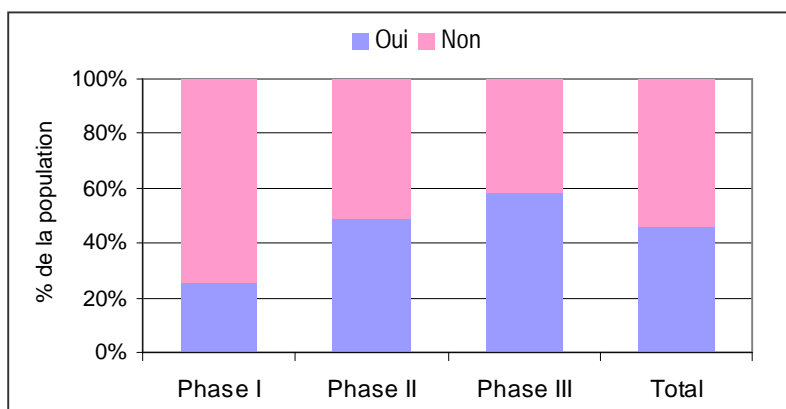
46 Institution qui appartient au réseau de santé qui opère dans la municipalité de Cúcuta.

47 Entité chargée de la santé au niveau départemental

de la moitié des familles (54,2%) ont déclaré ne pas savoir où aller pour être traité gratuitement. Même si ce manque de connaissance diminue au fil du temps (voir le graphique 10), le chiffre reste toujours très élevé. Cette situation mérite une attention toute particulière, car d'une part, le thème est très important et d'autre part, car il existe une normativité sur ce thème que les familles déplacées se doivent de connaître. Ainsi, il est nécessaire d'insister sur le thème de l'orientation dans la UAO comme dans les institutions qui font partie du SNAIPD. De la même manière, il est important que les institutions nationales et internationales qui aident la population déplacée se penchent sur ce thème de l'orientation initiale pour la population déplacée.

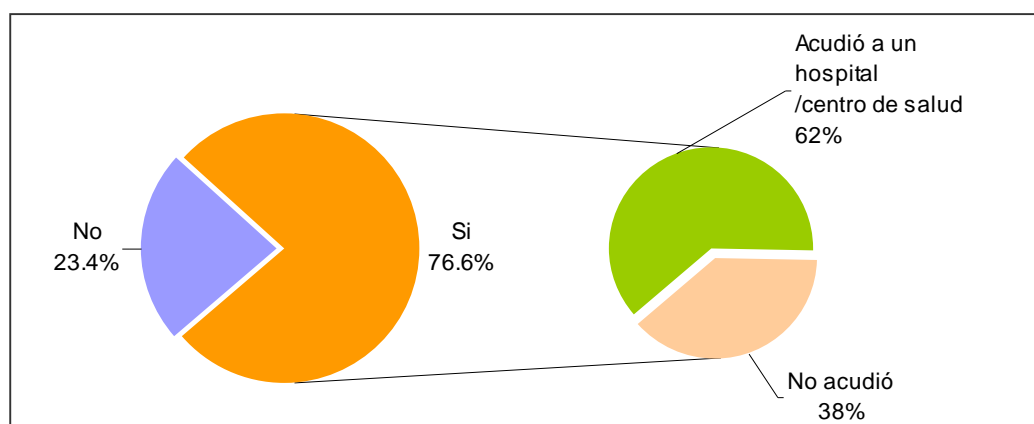
D'un autre côté, quand nous avons demandé aux familles si un des membres du foyer avait été malade depuis le début du déplacement, 76,6% ont répondu affirmativement. Parmi ces familles, 62% affirment avoir cherché à recevoir les soins d'un professionnel dans d'un centre de santé ou bien dans d'un hôpital. Cette recherche de prestation de la part d'un professionnel est étroitement liée au temps passé après le déplacement; en effet, on peut s'apercevoir que lors de phase I, 40,5% sont allés chez un professionnel de santé, 52,9% lors de phase II et 81,7% lors de la phase III.

Graphique 10 : Si vous êtes malade, savez-vous où vous rendre pour être traité gratuitement ?



On notera également que 38% des familles dont un des membres a été malade sans pour autant être allé chez un professionnel donnent plusieurs raisons pour expliquer cela: le manque de moyens (30,6%), n'a pas de carte d'affiliation à un centre de santé de la ville (16,1%), est allée à Profamilia (12,9%) et pour d'autres raisons (40,1%, sont allées à la pharmacie, ne connaissent pas la ville, manque d'orientation, a recours au 'remède maison', préfère éviter de faire la queue à partir de 3h00 du matin, entre autres).

Graphique 11 : Depuis le début du déplacement, un des membres de votre famille a été malade et est allé à l'hôpital ?

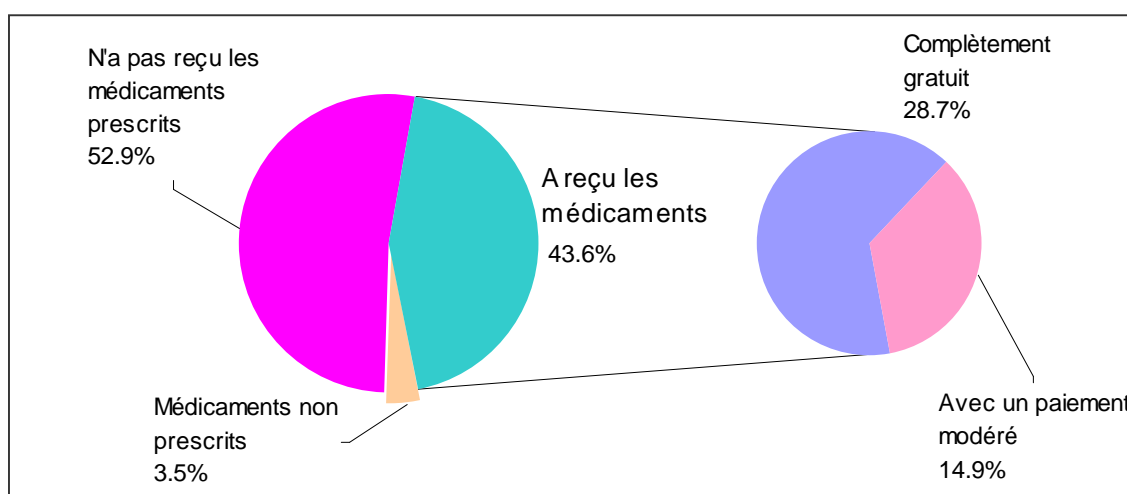


## 2. Qualité de l'attention et du traitement dans les hôpitaux, les centres et les postes de santé

En plus de l'accès au service, le coût de ce dernier est un facteur clé pour bénéficier d'une prestation médicale efficace et encore plus quand il s'agit de la population déplacée pour qui, comme nous l'avons vu précédemment, les conditions économiques sont difficiles. Dans ce sens, on peut observer que parmi les familles qui ont cherché à recevoir les soins d'un médecin professionnel lorsqu'un des membres en avait besoin (62%), 85,2% les ont obtenus de manière satisfaisante. Parmi les familles qui ont été traitées, 48% l'ont été de manière gratuite, 52% des personnes ont dû payer et près de 40% des personnes qui ont dû payer l'ont fait en plusieurs fois et les autres ont payé en une seule fois.

Ensuite, nous leur avons demandé à qui elles avaient eu recours, si on leur avait prescrit des médicaments et, le cas échéant, comment elles se les étaient procurées. Tel que nous pouvons l'observer sur le graphique suivant, seulement 28,7% des personnes à qui on a prescrit des médicaments les ont reçus gratuitement.

Graphique 12 : Pour ceux qui ont été traités dans un hôpital ou un centre de santé, on leur demande s'ils ont reçu des médicaments et dans quelles conditions ils l'ont fait ?



Finalement, il est important de mentionner que la population déplacée a manifesté des inconstances concernant la qualité de la prestation de service principalement pour le temps d'attente, les conditions et le coût. Au sein des groupes focaux, certaines familles affirment que malgré l'accès à la santé, certaines IPS ne les reçoivent pas de manière adéquate et déclarent que parfois elles doivent "se mettre à genou" pour être reçues ou bien elles ressentent une certaine discrimination en tant que déplacés.

Grâce à cette étude, on recense des familles qui se sont vues refuser tout traitement, et ce, même en cas d'urgence. Par exemple, une famille a déclaré " s'être rendue au centre de santé le plus proche à minuit, car leur fils unique de deux ans avait beaucoup de fièvre"; cette famille, pourtant inscrite dans le RUPD, n'a pas été reçue au centre de santé, car aux dires des employés, il était trop tard pour vérifier si la famille était inscrite dans le système. Cette situation met en évidence les difficultés rencontrées dans les IPS où l'actualisation des bases de données n'est pas faite correctement.

Certaines familles, conscientes de ces problèmes, optent pour l'automédication ou préfèrent se rendre dans une pharmacie pour que le pharmacien leur prescrive un "diagnostique" de la maladie ainsi que les médicaments adéquats. Nous avons connu le cas d'une famille qui a dû faire la queue pour que les deux filles cadettes soit reçues en consultation externe; quand leur tour est arrivé, on leur a dit qu'une seule personne par famille pouvait être reçue et que donc, il fallait revenir le lendemain pour que l'autre jeune fille soit reçue. Dans ces conditions, la mère a préféré se rendre directement à la pharmacie. De plus, on s'aperçoit qu'un faible pourcentage de personnes a recours à la consultation privée (3,2%), celle-ci pourtant plus onéreuse. Il existe des cas extrêmes (0,93%) dans lesquels la personne voyage jusqu'au centre de santé où elle est affiliée car à Cucuta elle n'arrive pas à obtenir les soins requis.

Il est important de mentionner qu'à Cucuta, depuis mars 2007, Profamilia est en train de développer un projet, soutenu par USAID<sup>48</sup>, afin d'offrir un service médical qui inclut la consultation et les examens de laboratoire pour la population déplacée, et ce, à un prix largement accessible (\$500 la consultation). Actuellement, c'est une alternative favorable pour certains bénéficiaires du bureau du CICR de Cucuta qui attendent toujours une réponse pour savoir s'ils sont inscrits ou pas dans le RUPD et qui ont besoin d'un traitement médical urgent. Cette option a l'avantage d'être rapide, opportune, les horaires sont commodes et il ne faut pas faire la queue pendant des heures. Notons que 5,1% des familles interrogées ont eu accès à ces services.

---

48 Agence des États-Unis pour le Développement International.

## F. Impact de l'assistance du CICR

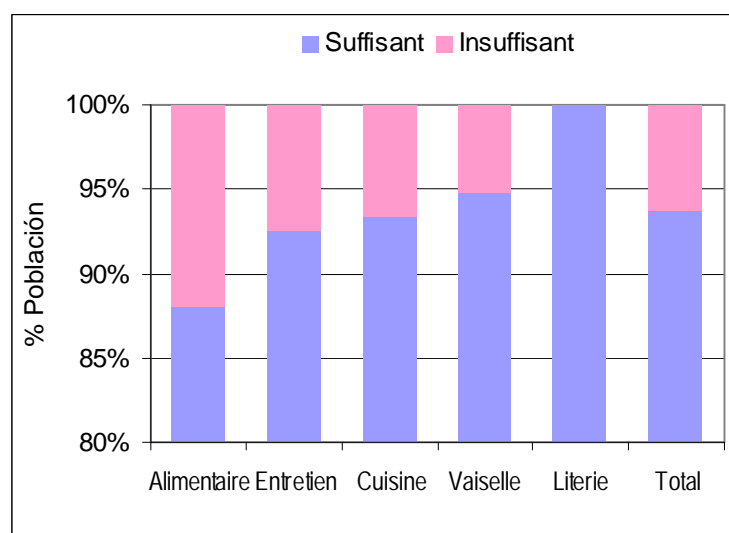
Face à l'assistance humanitaire d'urgence du CICR, dans ce chapitre on analyse des aspects comme la qualité et la quantité des éléments distribués, la perception que les familles ont concernant le service et l'aide reçue. On recensera également les suggestions et les recommandations des familles bénéficiaires. Ainsi, on pourra mesurer efficacement l'impact de l'assistance humanitaire d'urgence et l'institution pourra aller de l'avant concernant le thème de l'amélioration de l'aide à la population déplacée.

Les questions de ce chapitre ont été appliquées uniquement lors des phases II et III, soit pour les familles qui avaient déjà reçu l'assistance du CICR.

### 1. Perception de la qualité et de la quantité des éléments distribués

Du point de vue de la quantité, nous remarquons que les produits distribués ont été suffisants pour 94% de la population (voir le graphique 13). En comparant avec les autres kits distribués, le kit alimentaire a été considéré par un pourcentage plus important de familles comme insuffisant (12%). Cette appréciation se doit au fait que les familles pensent que certains produits devraient être distribués en plus grande quantité (comme la panela pour 4,7% et le sel 3,3%).

Graphique 13 : Perception de la suffisance des aliments reçus

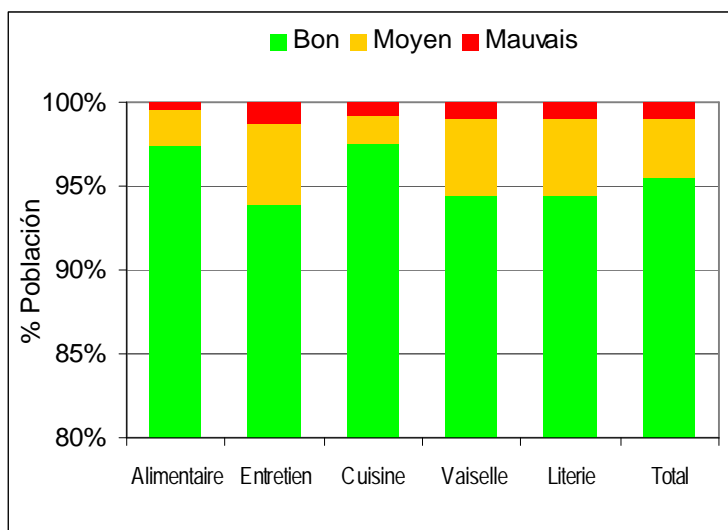


Quand nous avons demandé aux familles la proportion que représente l'assistance alimentaire du CICR, on se rend très vite compte que l'aide équivaut à 80% du total de l'alimentation des familles pour le mois, même si elles ont dû se procurer d'autres aliments tels que des légumes, de la viande et du pain entre autres.

Proportion que représente l'aide du CICR	% de familles
Plus de 80%	80.8%
Entre 61 y 80%	17.9%
Moins de 60%	1.3%

96% des familles considèrent que la qualité des produits est bonne, cependant un faible pourcentage de familles a suggéré une amélioration de la qualité des produits. Dans le chapitre Conclusions et Recommandations, les changements réalisés dans ce sens seront détaillés.

Graphique 14 : Perception de la qualité des éléments reçus



## 2. Vente ou échange des produits distribués par le CICR

En ce qui concerne l'utilisation des kits, la majorité des familles bénéficiaires a consommé et utilisé les éléments, mais un faible pourcentage (1.3%) a dû vendre un des articles distribués par le CICR (en général le riz, la farine, l'huile, le hamac et les draps). Le gain de cette vente a été utilisé pour acheter d'autres aliments (viande, fruits, légumes) ou encore pour couvrir les dépenses de santé.

D'autres familles (19,9%) ont opté pour l'échange de certains produits comme les lentilles, le riz, les haricots, le café, les langes principalement contre des aliments complémentaires et des produits d'entretien.

## 3. Perception des services du CICR

En plus de la qualité et la quantité de l'Assistance Humanitaire d'Urgence du CICR, les familles ont également qualifié le service reçu. L'étude montre que le service du CICR est de bonne qualité avec une mention spéciale pour les employés, la confidentialité lors de l'entretien et les installations où les familles se sont rendues pour recevoir l'assistance.

Tableau 13. Qualification des services offerts par le CICR

Aspects	Qualification				
	Excellent	Bon	Moyen	Mauvais	NS/NR
Qualification générale du service du CICR	43.7%	51.7%	2.0%	-	2.6%
- Traitement des employés	63.3%	36.0%	0.7%	-	-
- Nombre de fois que la personne a dû se rendre pour recevoir l'assistance	36.8%	57.1%	6.1%	-	-
- délai pour recevoir l'aide	38.8%	44.2%	17.0%	-	-
- Orientation	34.0%	63.9%	0.7%	0.7%	0.7%
- la confidentialité au cours de l'entretien	62.6%	35.4%	2.0%	-	-
- Installations	56.4%	42.2%	0.7%	-	0.7%

A partir de ces informations, le CICR a entamé un processus orienté vers : la révision du contenu et de la qualité de l'aide distribuée, l'évaluation et l'amélioration des étapes et des procédures à suivre pour recevoir l'aide et finalement, l'échange des résultats avec les équipes de terrain pour la création de stratégies visant l'amélioration générale. Dans le chapitre Conclusions on présentera plus de détails concernant ce thème.

## G. Assistance Gouvernementale et Non Gouvernementale

Ce chapitre analyse l'aide humanitaire immédiate et d'urgence apportée à la population déplacée dans le cadre de la Loi 387 de 1997 et du processus d'inclusion des personnes déplacées dans le RUPD, condition nécessaire pour accéder aux différentes aides de l'État.

En outre, ce chapitre offre la perception des personnes déplacées sur la qualité de l'aide et les services du Ministère Public<sup>49</sup> ainsi que ceux des organismes du Sistema Nacional de Atención Integral a la Población Desplazada (SNAIPD pour ses sigles en espagnol) présentes dans les UAO. On présentera au cours de ce chapitre quels sont les organismes non gouvernementaux qui ont participé à la distribution de cette aide humanitaire d'urgence pour la population déplacée dans la ville de Cucuta.

Afin de respecter la normativité et les orientations du SNAIPD, par délégation du Maire, la Secretaría de Gobierno y Convivencia<sup>50</sup>, est à la tête du Comité Municipal de Atención Integral a la Población Desplazada<sup>51</sup> à Cucuta. Ce comité se réunit en général tous les deux mois avec la participation de 50 institutions municipales, départementales et nationales ainsi que des ONG nationales, des organismes internationaux et évidemment, des organisations de population déplacée<sup>52</sup>.

La ville de Cucuta a une UAO située dans le quartier Santander, un site facile d'accès et un point stratégique connu de tous les habitants de la ville. On y trouve diverses institutions qui offrent leurs services à la population déplacée et notamment, le Ministère Public, chargé de prendre les déclarations. C'est un lieu de passage obligatoire pour réaliser l'inscription dans le RUPD. Notons qu'il est également possible d'effectuer la déclaration dans les bureaux de la Defensoría del Pueblo.

Selon ce que prévoit la loi 387/97, une fois la déclaration prise, les familles doivent attendre 23 jours (15 jours ouvrables) afin de savoir si oui ou non elles sont inscrites dans le RUPD. Si la réponse est négative, elles peuvent tenter un recours, ce qui leur fait perdre encore plus de temps.

Selon le rapport du Plan Unico Integral, une fois que les familles sont inscrites dans le RUPD, elles sont remises à la Secretaría de Educación Municipal (qui leur donne accès à l'éducation pour les enfants d'âge scolaire ainsi que pour les adultes à travers le programme Cafam), mais aussi à la Secretaría de Salud<sup>53</sup>, à l'ICBF<sup>54</sup> et à d'autres institutions spécialisées dans les programmes d'aide aux familles.

---

49 Ministère Public: Entité gardienne et promotrice des droits de l'homme, de la protection de l'intérêt public et de la surveillance de la conduite officielle de ceux qui travaillent dans le secteur public. Elle se compose de la Procuraduría, de la Defensoría del Pueblo et des Personerías.

50 **IL s'agit d'une succursale chargée de la direction, de l'organisation et du contrôle des programmes en relation avec le maintien de l'ordre public et la vie en commun. Elle est également chargée d'aider le maire dans toutes les tâches politico-administratives.**

51 L'État, face au besoin de créer des équipes de travail et reconnaissant son importance concernant le phénomène du déplacement, décide de constituer légalement les Comités en accord avec la Loi 387 de 1997, il octroie ainsi des facultés au gouverneur ou au maire afin de convoquer les personnes qui intègrent ces comités dans chaque région. Ces équipes doivent délibérer de manière participative et ainsi planifier, gérer, exécuter et évaluer les projets, les programmes et les plans à mettre en oeuvre dans la municipalité et le département afin de venir en aide aux déplacés et à la population vulnérable.

52 Voir : **Informe del Plan Integral Único (PIU) de atención a población desplazada. Cúcuta. 2007**

53 Ancien nom de l'actuel Institut Départemental de Santé.

54 Institut Colombien du Bien-être Familial (ICBF pour ses sigles en espagnol). Institut qui se consacre à la protection intégrale de la famille et de l'enfance au moyen de l'administration du Système National de Bien-être Familial.

En ce qui concerne l'Assistance Humanitaire, elle est réalisée par Corprodinco<sup>55</sup>, un opérateur humanitaire de l'accord Acción Social/CHF. En 2006, Acción Social a remis à cet opérateur près de 729 familles et 995 en 2007<sup>56</sup>

Vu l'importance de la UAO pour réduire et améliorer les procédures à suivre pour la population déplacée, dans le cadre du Plan de Acción Interinstitucional (Acción Social, CICR, ACNUR et OIM)<sup>57</sup> et dans le but de consolider la UAO, des actions ont été mises en place parmi lesquelles on distingue :

- § Adaptation de l'infrastructure physique réalisée par la Gobernación<sup>58</sup>
- § Plus grande présence de certains organismes du SNAIPD comme le SENA<sup>59</sup> (présent certains jours de la semaine pour la formation et la recherche d'emploi) et comme ICBF (présent tous les jours. il offre également une large palette de services).
- § Réduction du temps que prend le Ministère Public pour prendre les déclarations de déplacement, grâce à l'acquisition d'ordinateurs entre autres.

Notons également la présence d'autres institutions telles que le Conseil Norvégien pour les Réfugiés, présent en permanence. Son travail se focalise sur l'orientation de la population en ce qui concerne les services de l'État, les conseils juridiques liés à la déclaration et/ou l'instruction de recours; il conseille également certaines organisations qui s'occupent de la population déplacée.

## 1. Reconnaissance de la condition de déplacement.

En ce qui concerne le processus de reconnaissance du statut de déplacement, qui commence avec la déclaration au Ministère Public, quand l'étude venait de débuter, 79,4% des familles avaient affirmé avoir fait la déclaration.

Ceux qui n'ont pas fait cette déclaration se justifie ainsi : elles ont effectué la déclaration lors d'un premier déplacement d'où le refus pour le un second déplacement; n'a pas d'argent pour le transport; la famille avait rendez-vous pour faire la déclaration, elle y est allée, mais n'a pas été reçue; a trouvé du travail et n'a pas eu le temps d'y aller ou alors par manque d'orientation.

34,7% des familles qui ont réalisé la déclaration sont inscrites dans le RUPD, 12,4% ont été rejetées et presque la moitié (47,6%) attendait une réponse. Au moment de l'enquête, certaines familles avaient le document fourni par Acción Social lorsqu'elles sont inscrites dans le RUPD, mais ces familles ne savaient pas très bien à quelles aides elles avaient le droit. Par exemple, une famille inscrite dans el RUPD était en train de payer une inscription pour le collège de leur fils sans savoir que ce dernier avait accès à l'éducation gratuite. Une autre famille, comme les conjoints ne savaient pas lire, ne savait pas que

---

55 C'est une organisation social à but non lucratif qui promeut le développement intégral des communautés à travers le travail interdisciplinaire au moyen de la création et de l'exécution de projets qui améliorent la qualité de vie de la population. L'objectif fondamental est d'arriver à l'autonomie de cette population.

56 Données fournies par CORPRODINCO en septembre 2007 pour le PIU municipal.

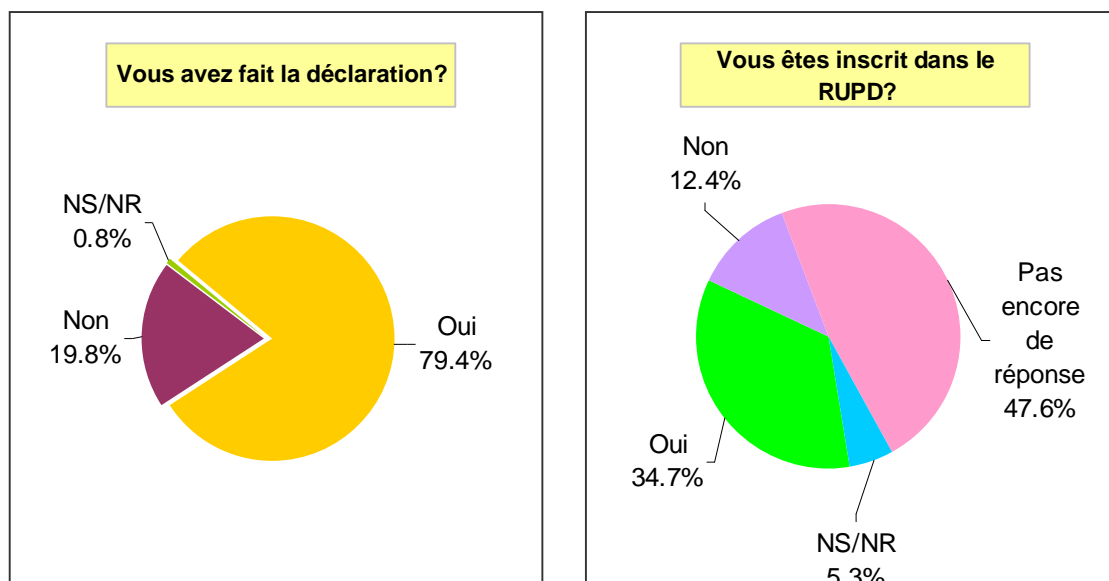
57 Depuis 2005, le CICR, en coordination avec Acción Social travaille afin de mettre en place des actions pour consolider les UAO qui se trouvent dans les villes couvertes par le CICR. Notons que ce plan a reçu le soutien de ACNUR et la OIM.

58 Il s'agit d'un organisme de direction, de planification et de promotion du développement économique, social et environnemental qui remplit les fonctions d'intermédiation et de coordination entre le Gouvernement national et les municipalités. Il est également chargé du soutien, de la complémentarité et de la subvention pour la gestion locale dans chaque département du pays.

59 Le service National d'Apprentissage (SENA) est chargé de remplir la fonction de l'État d'investir dans le développement social et technique des travailleurs colombiens. Il propose la Formation Professionnelle Intégrale gratuite afin de faciliter l'incorporation et le développement des personnes dans des activités productives qui contribuent à un meilleur développement social, économique et technologique du pays.

l'inscription dans le RUPD faisait bénéficier tous les membres de la famille et ne savait pas non plus qu'elle avait accès aux services de santé si besoin était.

Graphique 25 : Familles qui ont fait la déclaration au Ministère Public et qui se trouvent inscrites dans le RUPD.



En moyenne, entre le moment de la demande de rendez-vous et la déclaration, 11,7 jours se sont écoulés, mais il faut prendre en compte que 17% des familles ont présenté la déclaration le jour même du rendez-vous au Ministère Public et 22,5% le jour suivant. En revanche, entre le moment de la déclaration et la réponse pour l'inscription dans le RUPD, 65,7 jours se sont écoulés en moyenne, soit un nombre largement supérieur aux 23 jours prévu par la loi. Parmi ces familles, 50% ont déjà obtenu une réponse après 58 jours et 92% après 120 jours. Au total, le délai moyen entre la demande de rendez-vous pour la déclaration et l'inscription au RUPD fut de 77,4 jours.

Il est important de noter que lors du second semestre 2006 (soit le moment où débute l'étude), on a enregistré à Cucuta un retard dans les prises de déclarations. Certaines familles doivent attendre jusqu'à quatre mois afin de pouvoir faire la déclaration. Cette situation a conduit le Ministère Public, au niveau local et central (pour les gestions) à mettre en place de nouvelles stratégies de contingence.

## 2. Aide Immédiate et Aide Humanitaire d'Urgence Gouvernementale.

L'aide d'urgence est offerte par l'État à la population déplacée une fois que celle-ci est inscrite dans le RUPD, et ce, pour une durée de trois mois, prolongeable dans certains cas. Il s'agit d'aliments, de biens essentiels pour le foyer et d'un soutien financier pour le loyer. Au moment de faire la déclaration, les familles considérées comme vulnérables reçoivent une aide immédiate constituée d'aliments ou d'un logement selon les besoins.

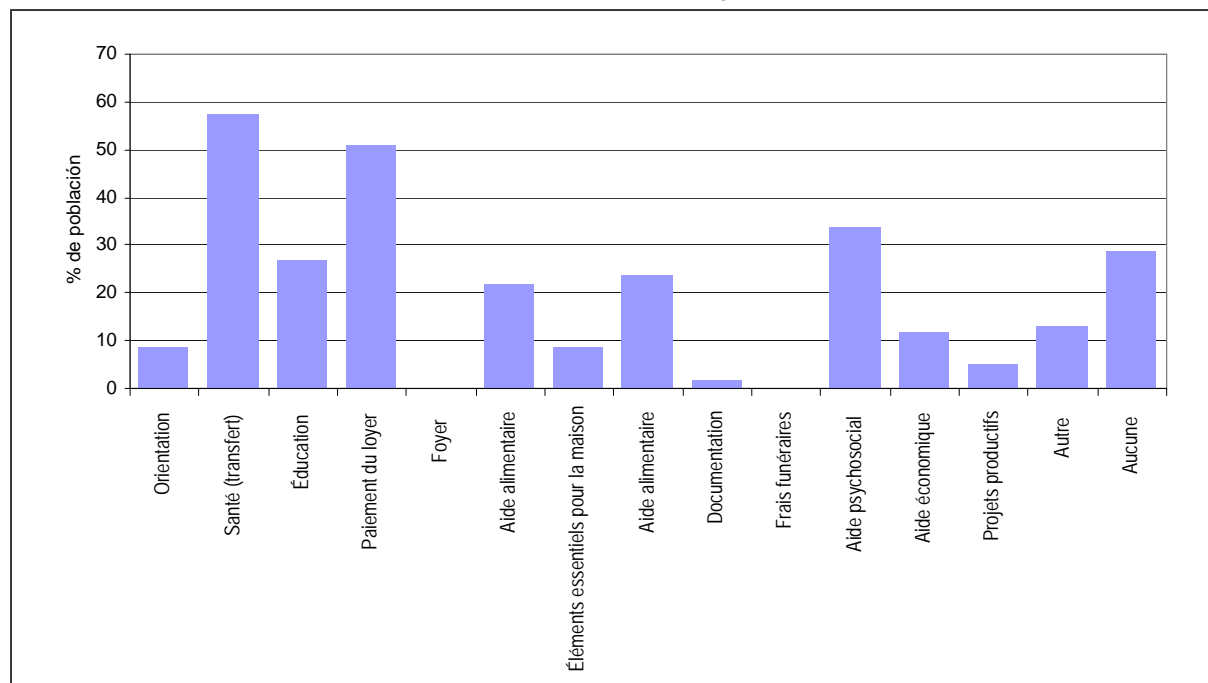
Au moment de l'enquête, aucune famille (inscrite ou pas dans le RUPD) n'a déclaré avoir reçu une aide immédiate sous forme d'aliments/bons d'urgence et/ou logement. Ceci peut s'expliquer par le fait que la commune n'a aucun budget pour ce type d'aide, même si Acción Social a commencé à entreprendre des démarches avec la Municipalité pour établir de nouvelles stratégies dans le but d'améliorer cet aspect.

Concernant les familles inscrites dans le RUPD, 28,8% affirment n'avoir reçu aucune aide gouvernementale. Parmi ceux qui ont reçu l'aide, celle qui est la plus fréquemment citée,

tel que nous pouvons l'apprécier sur le graphique 26, c'est l'accès aux soins de santé (57,6%), suivi de l'aide pour le loyer (50,8%), le soutien psychosocial (33,9%), l'accès à l'éducation (27,1%) et l'aide pour le transport (23,7%).

En moindre proportion, les familles ont également reçu une aide alimentaire (22%), des aides économiques (11,9%), des éléments essentiels pour le foyer (8,55%) et le soutien pour le développement de projets productifs -Programa de Ayuda Economica PAE<sup>60</sup>- (5,1%). 13,5% des familles ont reçu un autre type d'aide gouvernementale telle que des bons pour acheter des vêtements, pour une formation, pour des chaussures et des fournitures scolaires entres autres.

Graphique 26 : Aide reçue par les organismes du SNAIPD



On peut observer que 34% des familles qui sont inscrites dans le RUPD ont bénéficié d'une à trois aides; 25,4% ont reçu entre 4 et 5 aides et 11,9% ont reçu entre 6 et 7 aides alors que 28,8% n'a bénéficié d'aucune des aides mentionnées dans le graphique 26 (la majorité de ces familles font partie de la Phase I).

Parmi les familles qui ne sont pas inscrites dans le RUPD, 2,3% avaient bénéficié des kits nutritionnels que distribue l'Instituto Colombiano de Bienestar Familiar (ICBF) à travers les programmes que celui-ci développe dans certains quartiers de Cucuta.

Il est important de mentionner qu'à Cucuta, le CICR est présent à travers son programme de distribution d'Aide Humanitaire d'Urgence à la population déplacée sous la forme d'aliments et d'éléments essentiels pour le foyer. Le CICR travaille toujours de manière indépendante et autonome, mais il réalise des actions de coordination avec Acción Social à travers leur Accord d'Entente.

60 Il s'agit d'un soutien économique et d'un accompagnement offert par l'État aux familles déplacées pour le développement et la mise en oeuvre d'une activité ou d'un commerce qui leur permettra de générer des revenus de manière indépendante et associative répondant aux conditions du marché local.

### 3. Perception de l'aide offerte par le Ministère Public et la UAO.

En ce qui concerne le service offert par le Ministère Public (voir le tableau 14), pour 70% des familles qui s'y sont rendues afin de recevoir l'aide, la qualification est excellente ou bonne. Seulement 2,4% des familles ont qualifié le service de mauvais. Pour plus de 80% des familles, le traitement des fonctionnaires, la confidentialité lors des entretiens et les installations reçoivent la qualification 'excellent' ou 'bon'. Pour certains aspects tel que le nombre de fois que les familles ont dû se rendre sur place pour être reçue et le temps entre la demande de rendez-vous et la déclaration, pour un peu plus de 70%, cela fut plutôt favorable. L'orientation a quant à elle été bien qualifiée par 64,1%.

Tableau 14 : Qualification des services du Ministère Public

Aspects	Qualification				
	Excellent	Bon	Moyen	Mauvais	NS/NR
Qualification générale des services du Ministère Public	5.3%	64.7%	19.4%	2.4%	8.2%
- Traitement des fonctionnaires	14.1%	73.1%	9%	3.8%	0%
- Nombre de fois qu'il a fallu se rendre sur place pour être reçu	9.6%	62.8%	15.4%	12.2%	0%
- Temps entre la demande de rendez-vous et la déclaration	13.5%	61.5%	17.3%	7.1%	0.6%
- Orientation	6.4%	57.7%	21.8%	14.1%	0%
- Confidentialité de l'entretien	14.1%	75%	8.3%	2.6%	0%
- Installations	8.3%	74.4%	16%	1.3%	0%

Concernant les services reçus à la UAO, il existe une différence minime entre les personnes qui qualifient le service de bon/excellent (43,6%) et celles qui le qualifie de moyen/régulier (44,7%). (Voir le tableau 15)

Tableau 15 : Qualification des services reçus dans la UAO

Aspects	Qualification				
	Excellent	Bon	Moyen	Mauvais	NS/NR
Qualification générale des services de la UAO	2.4%	41.2%	37.6%	7.1%	11.8%
- Traitement des fonctionnaires	7.3%	54%	33.3%	5.3%	0%
- Nombre de fois qu'il a fallu se rendre sur place pour être reçu	4%	46.7%	28%	20.7%	0.7%
- Temps pour recevoir l'aide	6.7%	22.7%	20.7%	44.7%	5.3%
- Orientation	4%	44%	30.7%	21.3%	0%
- Confidentialité de l'entretien	7.3%	58.7%	24.7%	4%	5.3%
- Installations	4%	68%	24.7%	3.3%	0%

Parmi les personnes enquêtées, on notera que 72% ont une opinion plutôt favorable concernant les installations physiques de la UAO. De la même manière, 61,3% des bénéficiaires reconnaissent avoir été bien traités par les fonctionnaires et 50,7% considèrent que le nombre de fois qu'elles se sont rendues dans les installations de la UAO ont été suffisantes pour obtenir le service. Enfin, notons que 66% des personnes ont mis en évidence la confidentialité des entretiens. Concernant les thèmes comme le délais pour recevoir l'aide et l'orientation, un pourcentage considérable de familles a conclu que le service est en général moyen ou mauvais; ainsi 65,4% des personnes en ce qui concerne l'aide et 52% en ce qui concerne l'orientation ont un avis défavorable. Il reste donc des efforts à faire pour améliorer certains points de ce thème.

De plus, certaines familles pensent que le traitement des fonctionnaires n'a pas été des meilleurs; en effet, 38,6% des familles ont qualifié cet aspect de moyen ou mauvais et elles considèrent que le nombre de fonctionnaires n'est pas suffisant au vu du nombre de personnes qui se rendent à la UAO.

Les personnes des groupes de discussions ont manifesté avoir connu des difficultés dans ce domaine. Par exemple, afin d'obtenir la réponse de l'inclusion ou non dans le RUPD, elles devaient se rendre entre 2 et 8 fois à la UAO et cela a bien sûr des répercussions sur des thèmes comme le transport et le temps (nombreux sont ceux qui doivent se déplacer à pied et en général ils viennent de secteurs éloignés). Cette situation est bien plus critique dans le cas des mères cheffes de famille qui doivent soit trouver une personne pour garder leurs enfants (surtout si ces derniers sont petits), soit les emmener avec elles.

En plus de tout cela et afin d'être reçues, les personnes doivent faire de longues files d'attente, devant parfois arriver très tôt et attendre de nombreuses heures. A cela s'ajoute le fait que la plupart du temps, les personnes (y compris les enfants) ne mangent pas et ne boivent rien et les familles aimeraient donc bien recevoir "au moins de l'eau vu le temps d'attente".

Dans les groupes de discussions, certaines familles ont également affirmé que lorsqu'elles se rendent à la UAO, elles arrivent désorientées et elles apprécient donc l'information disponible grâce, entre autres, au Conseil Norvégien pour les réfugiés.

#### 4. Assistance Non Gouvernementale

Dans la ville de Cucuta, en plus des institutions gouvernementales, il existe des organisations non gouvernementales qui développent des programmes ou des activités pour la population déplacée. Parmi ces institutions on trouve :

Dans le domaine de la santé, PROFAMILIA offre une aide médicale, prescrit des médicaments selon la disponibilité et aide les personnes sur le thème de la santé sexuelle et reproductive. En outre, il existe un accord de coopération avec le CICR en ce qui concerne l'aide initiale pour des cas de violence sexuelle en relation avec le conflit.

Entre juillet 2005 et septembre 2006, le Programa Nacional de Atencion Alimentaria en Situacion de Emergencia (PANEM pour ses sigles en espagnol)<sup>61</sup> s'est développé, dirigé par la Corporacion del Servicio Pastoral Social de Cucuta (COPAS)<sup>62</sup>, le PMA et la Conferencia

---

61 Programme alimentaire, dirigé par la Corporation du Service Pastoral Social de Cucuta (COPAS), le Plan Alimentaire Mondial (PAM) ainsi que par la Conférence Épiscopale pour les personnes qui ne sont pas inscrites dans les registres officiels des déplacés à la suite du conflit interne. Son objectif est d'offrir des aliments à ces familles, et ce, tant à travers des portions individuels qu'à travers les restaurants communautaires.

62 Institution Social de l'Église Diocésaine à Cucuta qui cherche à créer une conscience sociale chrétienne chez ceux qui produisent et distribuent des aliments afin que ces derniers contribuent, à travers des donations, et ce, pour trouver des solutions au problème de la faim dans les communautés les plus pauvres (notamment les enfants et les personnes âgées).

Episcopal. Le programme prévoit des aides alimentaires pour la population déplacée et pour des personnes en situation de vulnérabilité.

A Cucuta, la Croix-Rouge Colombienne travaille depuis un certain temps dans certains hameaux où se trouve la population déplacée. Parmi ces projets on trouve celui qui concerne l'amélioration du logement à travers l'autoconstruction, soutenu par la Croix-Rouge Hollandaise et qui compte également sur le soutien de la CRC dans le quartier Jerónimo Uribe. Ce projet a commencé en 2005 et actuellement, il entre dans l'étape finale. Dans les quartiers Juan Pablo II et El Tunal, (secteur Las Coralinas) La Croix-Rouge colombienne conseille la communauté pour que celle-ci s'organise et formule ses propres projets en établissant un plan de développement communautaire. Dans le quartier La Esmeralda, en février 2008, un projet de prévention sur la violence féminine a été mis en place. Ainsi des ateliers, des groupes de discussion et l'attention psychosociale sont réalisés. Notons qu'une aide initiale est offerte pour les cas détectés et ces personnes sont ensuite remises au système de santé.

Le Centro de Migraciones<sup>63</sup> offre logement et aliments pour un maximum de trois jours pour toutes les personnes qui n'ont pas les moyens de se loger ailleurs. Ils y reçoivent éventuellement des familles déplacées.

Les églises de certains quartiers soutiennent les familles qui ont peu de moyens financiers ainsi que la population déplacée en distribuant des kits alimentaires et des vêtements collectés au sein même de la communauté.

Au cours de cette étude, 14% des familles ont mentionné avoir reçu de l'aide de la part des organisations non gouvernementales, principalement de la part de Pastoral Social (en tant qu'opérateur de l'opération prolongée de secours et récupération du PMA à Cucuta), de PROFAMILIA, des Juntas de Acción Comunal<sup>64</sup>, des Églises de quartier et des organisations communautaires.

Les aides se traduisent par des aliments (50%), des soins médicaux (40%) et autres, parmi lesquelles on trouve le soutien psychosocial, les conseils juridiques et la formation professionnelle.

---

63 Institution sociale de l'église Diocésaine qui offre logement, orientation psychosociale et spirituelle durant quelques jours aux migrants, déportés, déplacés, réfugiés et indigènes (colombiens ou étrangers) qui passent par la ville de Cucuta.

64 Organisations civiles qui encouragent la participation citoyenne concernant la gestion de leurs communautés. Elles servent d'interlocuteurs avec le gouvernement national, départemental et municipal et cherche à créer des espaces de participation qui favorisent le développement des quartiers et des hameaux. Grâce à elle, les maires peuvent également mettre en place des plans de développement, concerter des projets et surveiller l'exécution de ces derniers

## H. Effets du déplacement sur les familles déplacées.

Le déplacement forcé représente une grave conséquence humanitaire du conflit armé qui sévit en Colombie depuis de nombreuses années. Cette étude met en évidence certains aspects qui préoccupent les familles déplacées. Ainsi, nous allons présenter la perception des personnes enquêtées sur leur situation actuelle et concernant les effets causés par le déplacement comme : les biens abandonnés, leurs principales nécessités, la perception qu'elles ont du futur et les changements au sein de la structure familiale.

Le manque de moyens économiques est la conséquence principale du déplacement pour 77,6% des familles, car en arrivant en ville, elles éprouvent de grandes difficultés pour s'intégrer dans le monde du travail du fait de leur culture provinciale basée sur l'expérience et l'aptitude à la production de biens agricoles.

En seconde position, 50,9% des familles désignent la perte de biens et la décapitalisation, en troisième position, 34,6% mentionnent le choc psychologique<sup>65</sup> comme conséquence importante dérivée du déplacement. Enfin, en quatrième position les familles évoquent le manque d'accès aux services de santé comme aspect préoccupant (33,6%).

### 1. Biens abandonnés

Selon la loi 1152 de juillet 2007 qui dicte l'Estatuto de Desarrollo Rural<sup>66</sup>, le propriétaire, le possesseur, l'occupant ou le gérant d'une propriété foncière pourra demander l'inclusion dans le registre de propriétés foncières abandonnées et l'interdiction correspondante d'aliénation ou de transfert. Cette demande devra être reçue par la Oficina de Registro de Instrumentos Públicos<sup>67</sup> du cercle respectif, dans les trente (30) jours qui suivent la date de réception.

En accord avec ce qui vient d'être exposé, les personnes déplacées présentent la déclaration de leurs biens abandonnés au Ministère Public et ce dernier, à son tour, doit la remettre - dans le délai prévu par la loi- à la Oficina de Registro de Instrumentos Públicos pour l'interdiction d'aliénation ou de transfert de bien.

Dans le but d'avancer sur le processus de protection de biens, le Proyecto de Protección de Tierras y Patrimonio de la Población Desplazada a été créé, supervisé par Acción Social et avec le soutien du Fondo Post-Conflicto del Banco Mundial et la Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados (ACNUR pour ses sigles en espagnol), la Agencia Sueca de Cooperación Internacional para el Desarrollo (ASDI pour ses sigles en espagnol), la Agencia de los Estados Unidos para el Desarrollo Internacional (USAID) y la Organización Internacional para las Migraciones (OIM). Ce projet effectue les ajustements qui correspondent aux critères du manuel général des procédures en accord avec la Loi 1152 de 2007 citée auparavant.

À l'aide au graphique 27, on s'aperçoit que 31,8% des familles possédaient des terres avant le déplacement, mais parmi ces familles, seulement 47,1% ont pu le démontrer en présentant

---

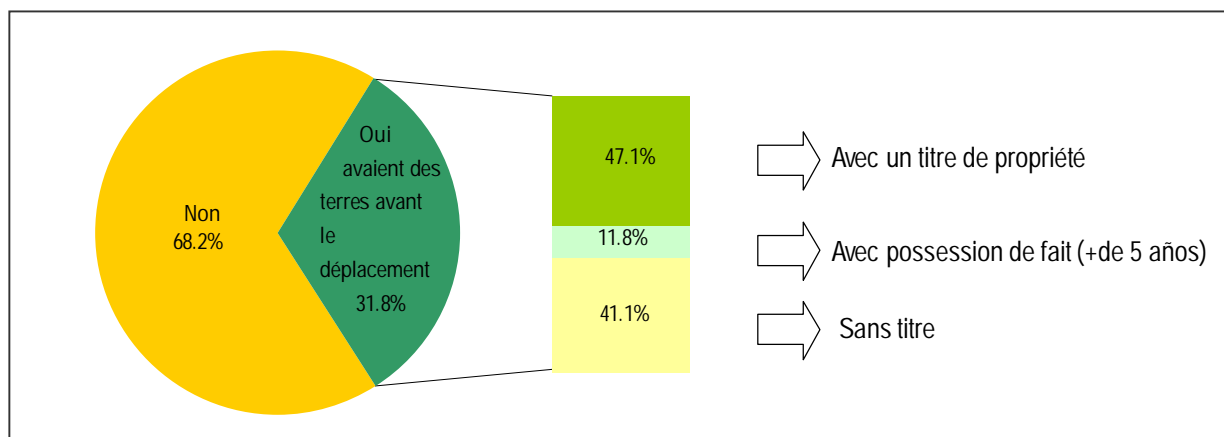
65 Entendons par choc psychologique la présence de symptômes tels que le chagrin, la dépression, l'angoisse, l'anxiété, la tristesse, le manque de sommeil et la perte d'appétit visibles chez un ou plusieurs membres de la famille.

66 Statut dicté par la loi 1152 de juillet 2007 qui contient l'ensemble systématique et intégré des principes, des objectifs, des normes, des politiques, des mécanismes et des procédures à travers lesquels l'État colombien promouvra et exécutera les actions afin d'obtenir un développement humain durable et le bien-être du secteur rural, et ce, en terme d'équité, de compétitivité et de durabilité, en application des articles 64,65 et 66 de la Constitution Politique. Font partie du présent Statut les lois suivantes: la loi 13 de 1990, la loi 101 de 1993, la loi 607 de 2000, la loi 811 de 2003, la loi 1021 de 2006, la loi 1133 de 2007 et la loi 731 de 2002.

67 Bureau qui appartient à la Superintendencia de Notariado y Registro et qui gère le registre immobilier (histoire juridique des biens immobiliers du pays).

un titre de propriété. 11,8% avait leur terre à travers la possession de fait et 41,1% avait une propriété sans titre car il s'agissait là d'un héritage ou de contrats verbaux qui n'étaient pas encore totalement payés.

Graphique 27 : Familles qui possède un terrain avant le déplacement



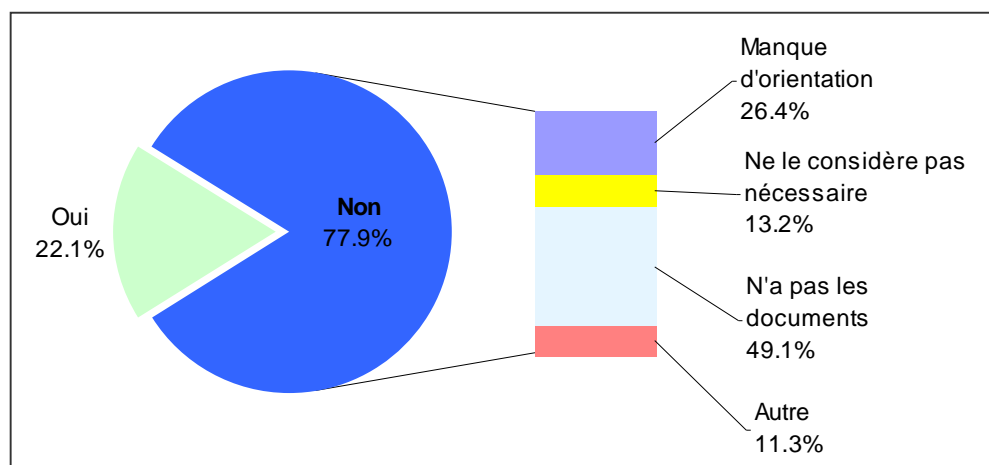
Seulement 22,1% des familles qui possédaient des terrains ont affirmé les avoir déclarés à une institutions pour les protéger : Ministère Public (46,7%), Incoder<sup>68</sup> (33,3%), Acción Social (6,7%), UAO (13,3%). Notons que dans ce dernier cas, les familles ont mentionné la UAO comme étant un des lieux où elles avaient réalisé la déclaration, mais sans bien identifier l'institution à laquelle elles avaient eu recours à l'intérieur de celle-ci.

La majorité de ces familles (73%) manifeste n'avoir reçu aucune réponse suite à leur demande de protection des terrains. Aux autres familles, on leur a dit qu'on leur donnerait une parcelle et parfois, on leur a indiqué que les papiers avaient été remis à une autre institution. Par ailleurs, certaines familles ont affirmé qu'elles n'étaient pas retournées voir à quel stade en était la démarche, car elles n'avaient pas d'argent pour le transport. Seulement 6,7% des familles ont déclaré avoir leurs terres protégées.

Parmi les familles qui possèdent un terrain, il est plutôt préoccupant de voir que 77,9% n'aurait pas fait la déclaration auprès des autorités compétentes. Les raisons invoquées sont diverses: 49,1% n'a pas fait la déclaration car elles n'avaient pas un document qui puisse démontrer que la propriété leur appartenait; 39,6% par manque d'orientation ou bien parce qu'elles ne considéraient pas cette démarche comme nécessaire. Par ailleurs, 11,3% invoquent d'autres raisons comme : n'avait pas terminé de payer la propriété, avait un rendez-vous à une date précise, la déclaration n'a pas été accepté à la UAO ou bien il s'agissait d'un second déplacement et que donc il ne pouvait pas effectuer la déclaration (voir le graphique 28).

68 Il s'agit d'un établissement public national rattaché au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. Il est chargé de mettre en œuvre les politiques de développement rural en coordination avec les communautés et les institutions publiques et privées du secteur agricole, forestier et celui de la pêche. Il facilite l'accès des populations rurales aux facteurs productifs et sociaux afin d'améliorer leur qualité de vie et aider au développement socioéconomique du pays.

Graphique 28: Familles qui ont déclaré le terrain abandonné aux autorités.



Au cours de la collecte de l'information, on a pu identifier que les familles n'ont pas une idée claire du programme de protection des terres (normativité, institutions concernées, mécanismes et procédures à suivre). Cela se doit sûrement au fait qu'il n'existe pas de campagne publicitaire sur ce thème et que les conseillers juridiques dans la UAO ne sont pas présents en permanence. On a également remarqué que les familles pensent que le fait de déclarer la propriété foncière lors de la déclaration de déplacement est une manière de déclarer de façon formelle l'abandon des terres et qu'elles sont ainsi protégées.

Actuellement, une grande proportion de familles (67,6%) qui possède des terrains pense que leurs propriétés ne sont pas récupérables, car avec le conflit il n'est pas possible de revenir. 22,1% ne savent pas avec certitude ce qu'il peut se passer avec leurs terres et seulement 10,3% pensent que le terrain est toujours à eux.

43,9% des familles interrogées possédaient un logement sur le lieu d'origine, mais seulement 34% possédaient un titre de propriété; les autres étaient en train de le payer ou l'avait reçu en héritage. Au moment de l'enquête, la grande majorité des familles (60,6%) considéraient leur logement comme étant perdu, c'est-à-dire qu'à cause du conflit elles craignent revenir sur le lieu du déplacement. Certaines familles (14,9%) assuraient que la maison leur appartenait encore et le pourcentage qui reste (24,5%) n'est pas sûr que le logement fût encore à eux.

Beaucoup de familles qui viennent de zones rurales possèdent, en plus de leurs terres et de leur logement, un autre bien productif tel que : des animaux, des cultures, des outils, des machines agricoles et des appareils électroménagers.

Au cours de l'étude, 60,7% des familles interrogées ont indiqué avoir eu des animaux avant le déplacement tels que du bétail, des volailles, des porcs et des animaux de transport et de charge. Un peu moins de la moitié des familles (51,9%) a signalé avoir possédé des cultures de café, de banane plantains, de cacao, de haricots et d'oignons entre autres. En outre, 47,7% possédaient des outils pour travailler la terre et 11,2% étaient propriétaires de machines agricoles.

En moyenne, 79,6% des familles qui possédaient un de ces biens les considèrent désormais comme étant perdus. La perte soudaine et forcée des propriétés est due au fait d'abandonner les lieux de résidence à la hâte ne leur permet pas de transporter, louer ou bien de vendre leurs biens, ce qui contribue à la décapitalisation.

## 2. Perception des besoins prioritaires

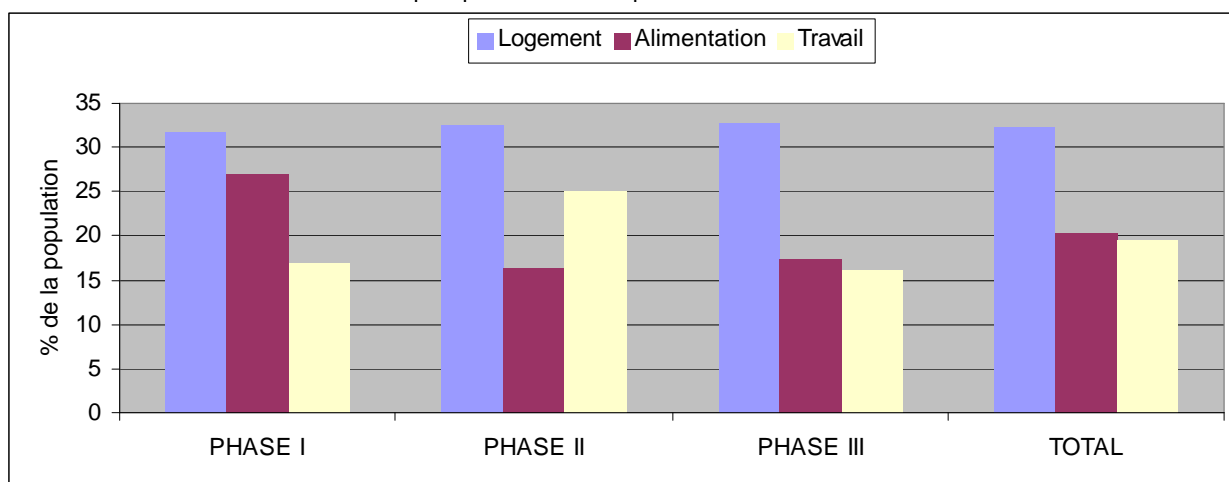
Au cours des trois phases on a demandé aux familles de classer leurs trois principaux besoins. Si l'on observe le graphique 29, on s'aperçoit que le logement est placé en première position lors des trois phases. Cela est tout à fait cohérent quand on connaît la situation que les familles doivent affronter. En général, en arrivant chez des membres de la famille ou bien chez des amis, elles ne peuvent pas y rester longtemps à cause du manque d'espace, de privacité, à cause de la consommation de services et pour le respect des normes propres à chaque famille. Au fil du temps, cette situation fait que les personnes doivent assumer le coût d'un loyer ou encore envahir des terrains et construire des maisons qui n'offrent pas les conditions adéquates d'habitabilité et qui n'ont pas accès aux services publics, ce qui va à l'encontre de leur santé et de leur bien-être.

Une autre situation qui se présente aux familles qui ne comptent pas sur ces réseaux de soutien est qu'à partir du moment où elles arrivent en ville, elles doivent assumer les coûts d'un loyer que la majorité ne peuvent pas payer, raison pour laquelle les familles passent leur temps à changer de logement, car elle n'ont pas les moyens d'assumer cette dette. Du fait de cette instabilité, les familles placent le logement comme principale priorité (rappelons que 44% des familles avaient leur propre logement avant le déplacement)

Ensuite, pour les familles, l'alimentation est la seconde priorité. Lors de la phase II, ce besoin se situe en deuxième position, car les familles peuvent alors compter sur l'aide alimentaire du CICR.

Il ne fait aucun doute que le travail rémunéré est une priorité pour les familles, et ce, indépendamment des phases car elles le désignent comme troisième priorité. Rappelons que la majorité des familles viennent de la campagne où le travail de la terre était leur seule source de revenu. De plus, la ville ne propose pas de véritables emplois pour que ces familles puissent subvenir à leurs besoins de manière régulière et pérenne.

Graphique 29 : Principaux besoins des familles



La santé a été classée par les familles interviewées comme la quatrième priorité en matière d'importance. Le changement de lieu de résidence des familles déplacées provoque des changements dans l'alimentation, le climat, les conditions environnementales d'hygiène et sanitaires essentielles. Ces changements, ajoutés à l'impact même du déplacement, affectent les conditions de santé physique et mentale de la population et cela diminue donc leur possibilité d'être en pleine possession de leurs moyens pour leurs activités journalières.

Les besoins prioritaires exprimés par les familles démontrent parfaitement l'impact du déplacement sur les familles dans la mesure où elles doivent affronter des changements de contextes en passant d'un milieu rural à un milieu urbain.

### 3. Perception du futur

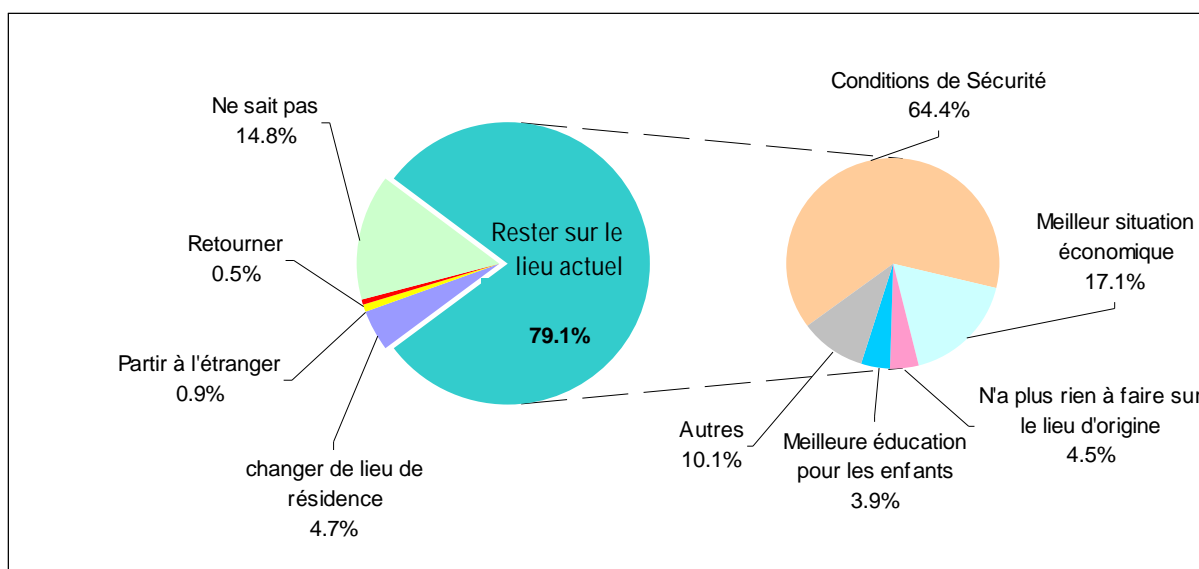
Dans le but de réaliser des propositions sur le long terme et afin d'offrir un meilleur soutien à la population déplacée, il est important de connaître leur vision et leurs perspectives pour le futur, tout cela, considérant qu'en tant que victimes du conflit cela leur confère un rôle majeure pour la construction d'une politique publique adaptée à leurs besoins.

Comme nous pouvons l'observer sur le graphique 30, la majeure partie des familles interrogées (79,1%) préfèrent rester là où elles se trouvent actuellement, expliquant en général (64,4%) qu'elles se sentent plus sûres en ville que dans le lieu de provenance. 17,1% des familles préfèrent rester dans le lieu actuel, car elles y ont trouvé une certaine stabilité économique qu'elles ne pourraient probablement pas avoir ailleurs. 4,5% ont déclaré ne plus rien avoir sur le lieu d'origine puisqu'elle ont perdu leurs biens productifs et enfin, 3,9% pensent que face à l'impossibilité de retourner sur le lieu d'origine, elles trouvent à Cucuta de meilleures opportunités dans le domaine de l'éducation pour leurs enfants.

On peut également remarquer qu'il existe un pourcentage important de familles qui ne savent pas encore quoi faire (14,8%) alors que 4,7% voudraient aller s'installer ailleurs dans le pays car elles n'aiment pas la ville du fait des conditions économiques et sécuritaires difficiles dans lesquelles elles se trouvent actuellement. Seulement 0,9% des familles pensent sortir du pays, car elles ne voient pas comment leur situation va pouvoir s'améliorer sur le court terme en Colombie.

Enfin, seulement 0,5% des familles préféreraient retourner vers leurs lieux d'origine car en ville elles ne s'en sortent pas.

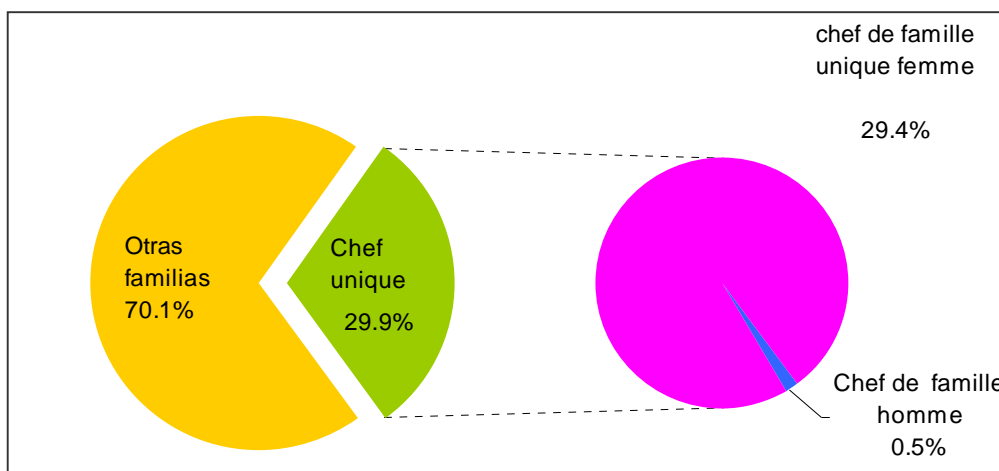
Graphique 30 : Perspective du futur des familles déplacées



#### 4. Chef unique de famille

Un autre effet important du déplacement, selon la population interrogée, concerne le thème de la désintégration familiale. Au cours de cette étude, 29,9% des familles avaient un chef unique de foyer (voir le graphique 31) et très souvent il s'agissait de femmes.

Graphique 31 : Chef de foyer



En analysant ce thème, on se rend compte que parmi les familles qui ont un chef unique de foyer, 29,6% en est arrivé à cette condition au moment du déplacement; le décès ou la disparition du conjoint à cause du conflit expliquant en général cette situation (52,7% des familles).

Il faut également noter qu'un pourcentage de familles (31,6%) a considéré le déplacement comme étant la cause du divorce ou de l'éclatement du couple. Les personnes interrogées ont affirmé que le déplacement avait provoqué des conflits au sein du couple pour des raisons économiques, car parfois c'est la femme qui subvenait au besoin de la famille et du fait des difficultés de l'homme à accepter le changement de rôle dans la famille, la séparation se faisait plus évidente.

Enfin, parmi les familles qui ont un chef unique depuis le début du déplacement, dans 10,5% des cas, le conjoint est resté sur le lieu d'origine et dans 5,2% des cas, il a été recruté par un acteur armé.

Ces familles, qui avaient un chef unique de foyer avant le déplacement (70,4%), s'étaient généralement séparées, le conjoint avait abandonné le foyer ou n'avait pas reconnu les enfants (84,4%). Un faible pourcentage, mais tout de même important, avait dû affronter la disparition du conjoint à la suite du conflit (15,6%).

Être femme cheffe de foyer a des implications sociales et économiques, car en plus d'affronter la perte du conjoint, elle doit assumer le rôle de mère et de père de famille en même temps, mais aussi faire face à la perte des biens matériels. De la même manière, beaucoup de ces femmes doivent assumer le fait de vivre constamment dans un climat de peur; tel que nous l'a affirmé une des femmes interrogées craignant pour sa vie après avoir témoigné contre la personne qui a exécuté son compagnon.

Occuper le poste de cheffe de foyer peut signifier pour la femme assumer des changements et des exigences qu'elle n'a peut-être jamais affrontés auparavant. Par exemple quand il s'agit de "sortir" pour aller chercher de quoi vivre, cela veut souvent dire

laisser les enfants seuls ou bien chez des voisins. Dans certains cas, ce sont les filles aînées qui doivent assumer le rôle de mère. Chez une des familles interrogées, la fille voulait abandonner ses études afin de chercher du travail, car sa mère, qui venait d'avoir un enfant, ne pouvait pas aller travailler.

Même si le pourcentage de chef de foyer unique homme ne dépasse pas 0,5%, on ne peut pas méconnaître les difficultés rencontrées par ces derniers pour assumer ce nouveau rôle.

Finalement, il est essentiel de prendre en compte ces changements dans la dynamique familiale au moment de mettre en place des programmes qui visent la stabilité socioéconomique de ces familles. Dans ce sens, il est nécessaire de construire des propositions globales qui prennent en compte le soutien psychosocial, l'accompagnement pour construire de nouveaux projets de vie et le besoin de soutenir les jeunes enfants (garderies).



## 6. Conclusions et recommandations

### A. Démographie

La population identifiée au cours de cette étude est particulièrement jeune (avec une moyenne d'âge de 19,5 ans), soit une situation qui met en relief l'importance des processus qui mène vers une stabilisation économique et en général, vers la reconstruction de conditions de vie dans le nouveau milieu de résidence. Dans ce sens, le développement et l'implémentation de programmes éducatifs, de formation et de génération de revenus, en plus de l'amélioration de ceux qui existent, doivent être la clé de ce processus.

Près de 58% de la population fait partie du groupe des moins de 18 ans, un groupe qui requiert une attention toute particulière concernant l'éducation et la santé. Il est donc nécessaire de créer des espaces et faire face aux difficultés en ce qui concerne l'accès à ces services.

Parmi toutes les familles, 29,9% sont à la charge d'une femme, une situation qui nous pousse à réfléchir sur l'aide qui peut être apportée à ce groupe et sur le besoin de créer des programmes adaptés à leurs conditions (flexibilité des emplois du temps, soutien pour la garde des enfants, formation, etc.).

### B. Situation économique

Les caractéristiques du marché du travail en ville (peu d'offres, emplois instables) ajoutées à celles de la population déplacée (niveau d'éducation faible, personnes compétente dans le domaine agricole en général) rendent difficile leur accès à un travail stable et donc mieux rémunéré. Tout ceci n'offre pas une situation économique satisfaisante pour ces familles et cela se répercute sur le niveau des revenus, la profession et l'endettement tel que nous l'avons présenté dans le chapitre concerné. Cela se traduit dans le pourcentage de population déplacée assistée par le CICR qui vit en dessous du seuil d'indigence à Cucuta (87,9%).

Grâce à cette étude on se rend également compte de la faible rémunération des personnes qui travaille; le revenu individuel moyen de \$130,133 est très largement en dessous du SMLMV. Ces revenus sont le fruit du travail dans des secteurs tels que la construction, les services domestiques et la vente ambulante.

On notera que les hommes accède plus facilement au marché du travail au cours du mois précédent alors que 3,8% de la population de moins de 18 ans a eu une activité quelconque. Cela provoque une désertion scolaire non sans conséquences sur le développement physique, émotionnel et social de ces adolescents.

En outre, même si au cours de la phase III les revenus sont plus élevés, les conditions de vie des familles ne se sont pas améliorées par rapport à la phase I. Cela peut s'expliquer par le fait que la transition entre l'aide humanitaire d'urgence et la stabilisation n'est pas assurée, le soutien de la famille et des amis diminue au fil du temps et le travail est temporel, mais surtout informel.

En relation avec ce qui vient d'être dit, on recommande:

1. Afin de contribuer à l'amélioration de l'insertion dans le monde du travail, il est important de travailler sur la flexibilisation et l'adéquation des programmes de formation adaptés à la population déplacée, et ce, en termes d'horaires, de coûts

annexes (soutien pour le transport, les aliments pour la période de formation) et de pertinence (en ce qui concerne les offres d'emplois dans la ville)

2. Il est important que les organismes présents dans la UAO sachent quelles sont les offres disponibles pour des formations ou des emplois dans la ville de façon à ce que la population déplacée soit orientée sur les procédures à suivre afin d'accéder à ces offres. Un exemple qui pourrait être adopté par la UAO à Cucuta est la création d'un Centro Regional de Orientación para Desplazados, Población Vulnerable, Emprendedores y Microempresarios (CRODEM pour ses sigles en espagnol) qui propose une palette d'informations sur l'offre institutionnelle. Notons que ce centre est actuellement en implémentation dans les UAO de Bogota, Bucaramanga, Cali, Neiva, Medellin et Soacha en coordination avec Acción Social et la OIM.
3. A travers la Administración Municipal, il est important de mettre en place des mécanismes afin d'apporter des mesures incitatives aux entreprises privées qui créent ou offrent des emplois stables à la population déplacée (sous la forme d'exonération ou de réduction d'impôts par exemple).
4. De la même manière, la Administración Municipal pourrait développer des programmes d'emploi d'urgence pour soutenir les familles les plus vulnérables du groupe de population déplacée (exemple : Programa Misión Bogota)<sup>69</sup>.
5. Afin d'avoir un impact majeur pour améliorer les conditions de vie de la population déplacée, il est important que la Administración Municipal destine des ressources budgétaires complémentaires pour associer les familles à la Red Juntos<sup>70</sup> qui est en cours d'implémentation avec Acción Social.
6. Élargir la couverture du programme d'aide économique afin que les familles déplacées disposent de revenus leur permettant une autonomie économique durable.

### C. Alimentation et sécurité alimentaire

Les résultats montrent qu'après le déplacement à Cucuta, les familles n'arrivent pas à consommer des aliments en quantité et fréquence suffisante comme avant le déplacement. C'est ainsi que les familles interrogées mettent l'alimentation en seconde position dans le classement des priorités (après le logement).

Les familles en situation de déplacement, même si elles essaient de diversifier la consommation d'aliments, n'ont pas une alimentation optimale assurée ni suffisante. Leur alimentation est essentiellement composée de riz, de banane plantain, de légumes, de sucres et d'œufs, soit des aliments qu'elles trouvent sur le marché à un faible coût, mais qui n'apportent pas tous les nutriments nécessaires pour un développement physique et mental optimal.

---

69 Le programme Misión Bogota consiste à offrir un emploi de guide à des personnes dont le niveau scolaire est bas et qui se trouvent dans des conditions de pauvreté. Ce programme offre les emplois à la population déplacée et aux handicapés en priorité. Les personnes qui font partie de ces programmes travaillent au sein d'un réseau institutionnel (par exemple avec la Secretaría de Integración Social y Gobierno) pour divulguer et recevoir les offres. Les personnes sont employées avec un contrat de prestation de service selon la loi 80 et pour une durée d'un an avec des horaires flexibles. Les personnes reçoivent une formation préalable afin de pouvoir bien faire leur travail de guide. Il travaille en général dans le Terminal de transport, sur les passages pour piétons, dans les Supercedes (centre de paiements) pour orienter les personnes, dans les parcs, dans la UAO et même dans les centres de service des Secretarias. Voir [www.ipes.gov.co](http://www.ipes.gov.co)

70 Programme adapté par le Gouvernement national en 2006. L'objectif est d'aider 1,5 millions de familles en condition d'extrême pauvreté entre 2007 et 2010 pour que celles-ci travaillent conjointement avec le gouvernement afin de pouvoir éliminer le problème de la pauvreté et pouvoir aussi améliorer les conditions et la qualité de vie de toutes ces personnes. Les familles peuvent accéder à la Red Juntos à travers le programme Familias en Acción.

D'un autre côté, les aliments frais (viande, lait, fruits et légumes) sont plus onéreux et deviennent des produits plus difficiles d'accès du fait du faible pouvoir d'achat des familles, provoquant ainsi une diète faible en micronutriments.

Les fruits et les légumes sont une excellente source de vitamine A (sous la forme de carotènes), B et C, fer et calcium alors que les produits d'origine animale, lait compris, fournissent des protéines de haute qualité. Les personnes qui ne peuvent pas consommer ces produits s'exposent à des risques de carences nutritionnelles. Ce risque s'accroît chez les groupes, qui pour leurs besoins physiologiques, ont besoin de plus grands apports nutritionnels (ex : les femmes en âge de procréer, les femmes enceintes, allaitantes et les enfants en bas âge).

Cela met en évidence qu'un des principaux déterminants des conditions de sécurité alimentaire de la population déplacée est son incapacité à acquérir des aliments à haute valeur nutritive du fait de leur situation économique, vu que, comme nous l'avons décrit auparavant, 96,8% de la population en condition de déplacement se trouve en dessous du seuil de pauvreté.

En tenant compte de ces problématiques, il est important de :

1. Trouver les mécanismes de coordination entre l'ICBF et le CICR afin que les bénéficiaires de ce dernier puissent accéder directement aux programmes réguliers de l'ICBF en accord avec les critères de celui-ci.
2. Nous recommandons que la Mairie, conjointement avec Acción Social, destine un budget spécifique afin de fournir une aide alimentaire immédiate à travers la distribution directe ou en distribuant des bons alimentaires aux familles qui viennent d'arriver et qui en ont besoin.

## D. Éducation

Tel que nous l'avons montré auparavant, l'accès à l'éducation est un des éléments clé concernant le développement individuel et social et encore plus dans le cas de la population déplacée qui doit entamer un processus de récupération et de stabilisation dans un nouvel environnement. Ainsi, l'éducation devient un outil important pour avoir un meilleur accès à de meilleures conditions de vie ainsi qu'à l'élaboration de réseaux et de potentiels sociaux.

La couverture en matière d'éducation dans la ville de Cúcuta et sa zone urbaine pour la population étudiée présente de grands défis et compte de nombreux aspects à améliorer. Le premier d'entre eux, sûrement le plus urgent à traiter, est l'élargissement de cette couverture, laquelle, pour l'éducation basique et moyenne est de 68,5% seulement.

1. Dans ce sens et en tenant compte qu'au cours de l'étude personne n'a manifesté avoir eu de problèmes avec l'affectation de places, la stratégie développée par la mairie pour l'amélioration du thème éducatif devra être orientée vers le soutien des coûts annexes (fournitures scolaires, uniformes et paiements complémentaires<sup>71</sup>). Il faut également penser à offrir une meilleure orientation sur le fonctionnement du système éducatif pour la population. Cette stratégie pourrait être menée à bien

---

71 Même si selon la loi, la population déplacée n'est pas obligée de porter l'uniforme scolaire et que leur inscription est gratuite, parfois, les familles doivent tout payer, car soit l'institution l'exige ou bien la famille décide de le faire afin de ne pas être stigmatiser.

grâce à des accords entre le secteur privé et la société civile (ex: le Plan padrinos<sup>72</sup>) pour la distribution d'aides éducatives.

2. Pour les mineurs qui ne vont pas à l'école (31,5%), la Secretaría de Educación pourrait développer des programmes de recherche active dans les quartiers où habite cette population en essayant de motiver les enfants et leurs familles pour les inclure dans le système éducatif, et ce, en se basant sur les stratégies et les aides mentionnées auparavant.

En outre, on peut observer qu'il existe une certaine limitation en ce qui concerne l'adaptation des enfants au système scolaire du fait des différences entre les programmes scolaires ruraux et urbains, mais également à cause de l'âge des étudiants (par exemple, près de 48% de la population scolaire qui est en train d'étudier correspond à des étudiants surâgés)

3. Il est donc important de créer des programmes flexibles et de mise à niveau pour que ces groupes de populations puissent rester dans le système éducatif. Même si dans la ville de Cucuta il existe déjà des programmes, leur élargissement, leur consolidation et leur diffusion parmi la population doivent faire partie intégrante du travail de l'administration locale et des organismes du secteur.

Les résultats montrent aussi que les couvertures diminuent notablement avec le niveau éducatif. En ce qui concerne l'éducation secondaire et moyenne, le taux est particulièrement bas par rapport à l'éducation primaire. Il semblerait que certains jeunes préfèrent abandonner les études pour soutenir économiquement leurs familles.

4. la création d'une stratégie basée sur la motivation et les avantages économiques pour que les jeunes restent dans le système éducatif est un facteur clé dans ce secteur. Même si cette stratégie représente un investissement lourd pour la municipalité, les bénéfices obtenus sur le long terme sont importants. Par exemple, on recommande l'octroi de bourses pour l'éducation supérieure, des aides éducatives ainsi que des aides complémentaires à celles déjà distribuées aux familles par Familias en Acción et/ou que des démarches soit faites pour inclure ces jeunes dans le programme mentionné.

On s'aperçoit également que tant le niveau éducatif de la population adulte en général que celui des chefs de familles est plutôt faible (64,5% n'ont même pas terminé le primaire). Cela implique des difficultés majeures pour leur autogestion et leur progrès dans le processus de stabilisation.

5. Vu qu'un certain niveau éducatif détermine les conditions minimales pour l'autonomie, la gestion et l'accès au secteur productif, on insistera sur l'importance du développement de programmes d'alphabétisation. Ces programmes doivent être adaptés aux conditions de cette population en terme d'horaires et de proximité des lieux de résidence (dans la mesure du possible). Il faudrait également pouvoir compter sur un accompagnement psychosocial qui permette aux personnes d'avancer sur le processus d'adaptation au nouveau contexte pour optimiser leurs capacités d'apprentissage.

---

72 Modalité qui consiste à apporter une somme d'argent tous les mois afin de garantir qu'un individu (principalement des enfants) puisse accéder aux services éducatifs, de santé ou d'alimentation

## E. Santé

Tel que nous l'avons mentionné dans le chapitre, il existe de nombreuses difficultés en ce qui concerne l'accès aux soins de santé dans la ville. Parmi ces difficultés, le temps d'attente pour effectuer les déclarations pour obtenir l'inscription dans le RUPD ainsi que les retards dans l'actualisation des bases de données des institutions prestataires de services.

1. Le soutien d'Acción Social, tant au niveau central que territorial est important pour trouver des solutions aux différents problèmes afin d'améliorer le service pour les personnes déplacées.
2. Les IPS doivent trouver les mécanismes afin de pouvoir offrir une formation constante aux fonctionnaires concernant la normativité du système de santé pour le traitement de la population déplacée dans le but d'éviter que les personnes inscrites dans le RUPD rencontrent des difficultés pour être dûment traitées.
3. Au niveau de l'orientation, on remarque qu'il y a de nombreux problèmes et il faut donc travailler dans ce domaine pour que celle-ci soit permanente, complète et en accord avec le niveau éducatif de la population pour que celle-ci puisse identifier l'offre, les étapes et les procédures à suivre pour être traitée et bénéficier de tous les services.
4. Même si l'étude n'a considéré que l'assistance curative, on ne peut pas laisser de côté le besoin de motiver la population pour qu'elle assiste aux programmes de promotion et ceux de prévention. Parmi ces programmes il est important que les personnes assistent en priorité à ceux qui traitent de la santé sexuelle et reproductive et plus particulièrement ceux qui abordent la prévention de la grossesse non désirée et l'assistance périnatale. Dans ce sens, la connaissance et la diffusion de ces programmes par les fonctionnaires qui reçoivent la population déplacée est de grande importance.
5. Le Ministerio de Protección Social, conjointement avec Acción Social, doit coordonner un travail avec les institutions prestataires de services de santé pour améliorer la distribution de médicaments en termes de quantité, de qualité et d'opportunité. Il est nécessaire de se concentrer sur la gratuité des soins et des médicaments pour la population déplacée.

Les résultats de l'étude indiquent que des projets d'assistance santé comme celui de PROFAMILIA font partie d'une stratégie qui apporte de nombreux bénéfices qui permettent aux familles de compter sur d'autres options, complémentaires à celles qui existent dans le Sistema General de Seguridad Social en attendant une réponse d'Acción Social pour l'inscription dans le RUPD.

6. Dans ce sens, l'existence, la consolidation et la diffusion de ce type de programmes représentent un grand bénéfice pour la population déplacée et il faut que cela continue.

## F. Impact de l'assistance du CICR

L'aide humanitaire qu'offre le CICR contribue à l'autosuffisance alimentaire des familles déplacées au cours des premières semaines et des premiers mois après leur arrivée en ville. Les familles considèrent que l'aide distribuée correspond à 80% du total de leur alimentation lors de la période que dure l'assistance (jusqu'à trois mois, voir six dans le cas des familles les plus vulnérables).

En général, les familles interrogées affirment que l'aide humanitaire d'urgence reçue par le CICR est de bonne qualité et que les quantités sont suffisantes. Cependant, elles ont proposé quelques ajustements dans le but d'améliorer les kits alimentaires et les biens essentiels pour le foyer.

Ainsi, le CICR a réalisé quelques adaptations parmi lesquels nous pouvons mentionner :

- Depuis le mois de juin 2007 on a commencé à distribuer des coupons alimentaires dans la ville de Cucuta. Ce projet a permis à la population déplacée bénéficiaire du CICR de recevoir l'aide alimentaire sous la forme de coupons (qui fonctionnent dans les supermarchés). Cela permet de diversifier les aliments obtenus par l'aide humanitaire d'urgence, de diminuer les coûts de transport, faciliter les processus d'adaptation sociale des familles dans la ville, mais aussi de recevoir une aide qui leur confère une plus grande dignité.
- De la même manière, en février 2008, le CICR a mis en place le programme de coupons dans la ville de Cúcuta, mais cette fois pour l'achat de produits d'entretien.
- Afin d'éviter des carences alimentaires au sein des groupes de population les plus vulnérables (telles que les femmes enceintes ou allaitantes et les personnes âgées), on a commencé à distribuer de la colombiharina (farine enrichie) pour ces groupes. Depuis février 2008, ce produit est également distribué aux enfants de moins de 5 ans dans tous les bureaux du CICR.
- Certaines familles n'ont pas utilisé certains éléments du kit de produits hygiéniques comme les langes, car ils ont été distribués indépendamment du fait d'avoir ou non des enfants. Il en va de même pour les serviettes hygiéniques, car elles ont été distribuées à tous les membres de la famille, et ce, sans savoir s'il y avait des femmes en âge de procréer. Depuis mars 2007, le CICR réalise des distributions personnalisées de serviettes hygiéniques (pour des femmes de 10 à 49 ans) et de couches (pour des bébés de moins de 2 ans), ce qui a amélioré la perception qualitative du service reçu ainsi que l'utilisation de ces produits par les bénéficiaires.
- Grâce à l'étude, on a appris que certains éléments, qui font partie des différents composants alimentaires et des éléments essentiels pour le foyer, n'étaient pas suffisants pour couvrir les besoins essentiels des familles lors des trois mois de la durée de l'assistance du CICR. Ainsi, nous avons décidé d'augmenter les quantités de certains produits. Par exemple, à partir de février 2008, nous avons commencé à distribuer deux kits de cuisine pour les familles de plus de 7 membres qui sont considérées par le CICR comme étant vulnérables et qui reçoivent 6 mois d'aide alimentaire.

Avec les résultats de cette étude, le CICR continuera à travailler sur la révision de ses procédures d'assistance ainsi que sur l'aide distribuée à la population déplacée.

## G. Assistance Gouvernementale et Non Gouvernementale.

Près de 80% des familles ont effectué la déclaration au Ministère Public et parmi ces 80%, 34,7% étaient inscrites dans le RUPD au moment de l'enquête alors que 47,6% attendaient toujours d'une réponse.

Au cours de l'étude, nous avons remarqué que le temps d'attente entre la déclaration et le moment de la réponse d'inclusion dans le RUPD est en moyenne de 65,7 jours. Cela ne permet pas aux familles d'accéder aux aides de manière rapide et engendre également

des dépenses pour le transport et de plus, le fait d'aller d'une institution à une autre leur fait perdre aussi beaucoup d'énergie.

Selon 44,7% des familles qui ont effectué la déclaration, le service dans la UAO est jugé comme moyen ou mauvais, et ce, pour différentes raisons: le temps d'attente pour être reçu; le traitement que leur accordent les fonctionnaires; le nombre de fois qu'il faut s'y rendre pour obtenir des réponses; l'orientation y est insuffisante (comment avoir accès aux services/bénéfices/programmes de l'État) et le manque de critères unifiés afin de proposer des réponses (par exemple, certaines familles sont envoyées en traitement de santé alors que leur déclaration est en cours d'analyse, mais pour d'autres familles ce n'est pas le cas).

Ainsi on recommande :

1. En ce qui concerne les délais dans le processus d'évaluation, il n'est pas nécessaire d'émettre de recommandations, car en 2007 le processus a été centralisé, ce qui veut dire qu'aujourd'hui, la moyenne de jours pour que Acción Social donne une réponse aux familles déplacées à Cucuta au sujet de son inclusion ou non dans le RUPD est passé à 17<sup>73</sup>.
2. Il faut que les employés de la UAO améliorent l'orientation de la population concernant les bénéfices de l'inclusion dans le RUPD ainsi que sur les étapes et les procédures à suivre en ce qui concerne l'offre institutionnelle des organismes qui composent le SNAIPD.
3. Concernant le Ministère Public, il serait important qu'il réalise des formations pour les employés afin d'améliorer la prise de déclaration et l'orientation de la population déplacée (comme pour la protection des terres par exemple).

Il est très préoccupant de voir que la totalité des familles déclarent ne pas avoir reçu l'aide immédiate (aide pour le loyer ou coupons alimentaires). En ce qui concerne ce point, au niveau local, il n'existe pas d'offre de l'État qui fournit ce type de réponse. Il est bien sûr possible de compter sur les centres d'hébergement de l'église, mais ces derniers ne peuvent pas toujours répondre de manière effective à la demande et ils n'offrent pas les conditions de sécurité suffisantes aux personnes. Cette situation fait que les familles déplacées s'exposent à des conditions qui aggravent leurs conditions de vulnérabilité (pas d'endroit où dormir, pas de nourriture), ce qui vient s'ajouter au fait qu'en arrivant en ville elles ne comptent sur aucun réseau social (familles ou amis).

4. Tel que nous l'avons signalé lors des conclusions sur le thème de l'alimentation, on suggère que la Mairie et Acción Social, en plus de leur aide alimentaire d'urgence, soutiennent les familles en leur offrant temporairement une aide pour le logement pour une durée déterminée en attendant que les familles puissent trouver un logement dans la ville.

En tenant compte d'une part, du faible pourcentage de familles qui ont reçu une aide économiques (11,9%) ou une aide pour le développement de projets productifs (5,1%) et d'autre part, de la situation économique décrite plus haut, il est important que les institutions locales et nationales consolident leurs programmes destinés à la stabilisation socioéconomique de la population.

Les familles qui ont été rejetées du RUPD (12,4%) ou qui n'ont pas encore fait la déclaration (20,6%) méritent également une attention toute particulière, car cette

---

73 Informations fournies par el Área de Registro de la Subdirección de Atención a Población Desplazada. Acción Social, Bogotá D.C., mars 2008.

population pourra difficilement accéder aux aides de l'État. Nous suggérons donc:

5. Qu'afin d'orienter de manière adéquate la population qui a été rejetée du RUPD, il est important que les employés de la UAO connaissent l'offre institutionnelle pour la population vulnérable (comme par exemple les restaurants communautaires de l'ICBF dans les quartiers). Ainsi, au moment d'annoncer à la famille qu'elle ne peut pas être inscrite dans le RUPD (pour x raisons), il sera possible de lui faire part des autres aides existantes.
6. De plus, en tenant en compte du fait que 20,6% des familles qui n'ont pas effectué la déclaration sont des familles bénéficiaires du programme du CICR, il est nécessaire de mettre l'accent sur l'orientation (diffusion de la lettre sur les droits et l'importance d'être inclus dans le RUPD), l'adaptant en tenant compte du fait que les familles vivent un moment pénible, en s'adaptant au niveau scolaire, utilisant de ce fait un langage simple et du matériel didactique. Ce travail doit être également réalisé par d'autres organisations qui sont en contact avec les familles avant que ces dernières se rendent à la UAO.
7. Ce thème est particulièrement pertinent si on tient compte du fait que seulement 14% des familles ont obtenu des aides d'organisations non gouvernementales. Il est fort probable que les familles ne connaissent pas l'offre locale dont elles pourraient bénéficier. Il est donc nécessaire de maintenir, dans la mesure du possible, un dialogue permanent entre ces organisations ainsi qu'une systématisation de l'information de l'offre dans le but d'orienter les familles en ce qui concerne les aides disponibles.

#### H. Effets du déplacement sur les familles déplacées.

En plus des problèmes économiques évoqués par les familles, 34,6% mentionnent le choc psychologique comme une conséquence dérivée du déplacement. Dans ce sens et en considérant que seulement un peu plus de 30% de la population inscrite dans le RUPD a reçu un soutien psychosocial, on recommande :

1. Que les employés du SNAIPD présents dans les UAO reçoivent une formation pour qu'ils aient les capacités nécessaires d'une part, afin de pouvoir identifier les cas sujets à recevoir en priorité un soutien psychosocial et psychologique et d'autre part, afin de pouvoir les remettre aux institutions prestataires ces services.
2. de travailler sur l'élaboration et l'implémentation de programmes d'aide intégrale pour tous les membres de la famille et le cas échéant, élargir la couverture des programmes existants. Par exemple, dans les collèges, il est possible d'offrir un soutien psychosocial aux enfants déplacés.

De plus, les familles font état de la perte de biens qui a engendré une décapitalisation. En outre, près de 80% des familles qui possédaient des terres avant le déplacement n'ont toujours pas effectué la déclaration auprès des autorités compétentes, ce qui met en évidence le manque de connaissance sur les procédures à suivre en ce qui concerne le thème de la protection des biens abandonnés. Ajoutons à cela que 73% des familles qui ont déclaré leurs terres abandonnées ne savent toujours pas si des mesures inhérentes à la protection ont été prises.

On recommande donc :

3. D'établir des mécanismes pour que la UAO explique quelles sont les démarches à entreprendre pour présenter une déclaration sur les biens abandonnés au Ministère

Public pour que les familles soient ensuite remise à la Oficina de Registro de Instrumentos Publicos afin que les mesures de protection soient prises.

Au cours des trois phases, le logement est toujours cité comme étant le principal besoin. Cet aspect est un thème pour lequel la population interrogée a difficilement pu trouver une certaine stabilité, car en général, ils se logent chez des membres de la famille ou bien chez des amis, mais cette situation n'est pas permanente, car il faut respecter l'espace de chacun, la privacité, mais surtout, cette situation n'est pas facile du fait des difficultés des familles déplacées à participer aux paiements des factures et du loyer. Cette situation fait que certaines personnes envahissent des terrains qui se trouvent dans des endroits dangereux et qui ne sont pas faits pour être habités (pas d'eau, pas d'électricité ni d'égouts) ou alors ces personnes doivent assumer des coûts qui, comme nous l'avons vu au cours du chapitre Situation Économique, ne peuvent pas être couverts par manque de revenus stables.

4. La stratégie du gouvernement national sur le thème du logement dans l'étape de stabilisation, basé sur la distribution d'aides pour acheter un logement neuf ou d'occasion, devrait être soutenu au niveau municipal à travers la distribution d'aides complémentaires (comme c'est le cas à Bogota ou à Medellín).

Toutefois, malgré les difficultés rencontrées par les familles, 79,1% d'entre elles considèrent qu'il est préférable de rester à Cucuta, car elles s'y sentent en sécurité et donc, elles ne pensent pas retourner sur leurs lieux d'origine.

5. Cette information renforce le besoin d'améliorer et de consolider les programmes et les projets d'aide à la population déplacée, spécialement ceux qui visent la stabilisation économique.


## I. Conclusion

Finalement, après avoir présenté tous les problèmes, les améliorations et les recommandations concernant les principaux thèmes, il est important de se souligner que :

Cette étude présente les problèmes à caractère conjoncturel et structurel. Pour les premiers, on propose d'effectuer un suivi constant qui permette de mettre en place des actions qui visent l'amélioration de la situation sur le court terme. Dans le cas des situations de type structurel, nous proposons de développer un travail coordonné sur le moyen et le long terme. En outre, ce document est un outil destiné à formuler des propositions et à élaborer des initiatives. Le CICR espère que cette étude deviendra une référence, un point de départ pour avancer sur le chemin de l'amélioration des conditions de vie de la population déplacée dans la ville de Cucuta.

Ainsi, nous espérons pouvoir réussir à unir les efforts de divers secteurs : le gouvernement, le secteur privé, la société civile, les organismes nationaux et internationaux ainsi que les organisations de population déplacée. Dans la mesure où les différents acteurs mentionnés s'engagent dans un processus de construction et d'amélioration de l'aide à la population déplacée, nous sommes sûrs que la situation dans laquelle cette dernière vit soit largement favorisée.

Anexo 1



**COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE**  
DELEGATION EN COLOMBIE

Questionnaire pour les visites de Monitoring  
Phase II  Phase III

VERSION:  
**23 octobre 2006**

UTILISEZ LE TYPE DE LETTRE, TEL QU'IL APPARAÎT ICI

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Z 1 2 3 4 5 6 7 8 9 0

utilisez uniquement le crayon et la gomme fournis Ne barrez rien, effacez complètement - n'utilisez pas d'abréviations Faites comme cela: ●

CONFIDENTIALITÉ: les données fournies au CICR sont confidentielles et ne peuvent pas être utilisées à des fins commerciales, de procédures d'instruction ou d'enquête judiciaire (Art. 5° Loi 79/93).

I. IDENTIFICATION

**A. CODE DATASIGMA** B. Caractéristiques spéciales de la famille: 1. FCF  2. HCF  3. Handicapé  4. Personne âgée  5. Mineurs sans responsable  6. Aucune des 5 précédentes

**C. Sexe de la personne interrogée:** 1. H  2. F  **D. Lien de parenté avec le CF:**   **E. Date de l'entretien:**

**F. Ville:** 1. Bogota  2. Medellín  3. Cúcuta  4. Florencia  **Adresse:**

**Tel:**  **Quartier:**  **Localité /Commune:**

II. QUESTIONS

1. Informations sur les membres du foyer

No.	1. Noms et prénoms (Du CF et de la personne interrogée, pour les autres écrivez simplement le prénom)	2. Lien de parenté avec le chef de famille	3. Âge	4. Sexe		5. Enceinte		6. Niveau Scolaire	7. Vous étudiez actuellement		8. Raisons qui expliquent le fait de ne pas aller à l'école (6 à 18 años)	9. Vous avez eu une activité rémunérée le mois précédent?		10. Quel est le salaire que vous avez obtenu grâce à cette activité(\$)?	11. Code Occupation	12. Nombre de jours travaillés le mois précédent
				1. M	2. F	1. oui	2. Non		1. oui	2. Non		1. oui	2. Non			
1		0 1		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>			
2				<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>			
3				<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>			
4				<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>			
5				<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>			
6				<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>			
7				<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>			
8				<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>			
9				<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>			
10				<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>			
11				<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>			
12				<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>	<input type="radio"/>			

Page 2						
2. Impact de l'aide du CICR						
13. Comment qualifiez-vous l'aide reçue?						
A. Suffisante:		1. oui	2. Non	3. NA	4. ne l'a pas utilisée	
					B. Qualité	
Aliment	Riz	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Farine de maïs	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Lentille	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Haricots	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Petits pois	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Huile	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Chocolat	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Café	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Panela	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Bouillon cube	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
Entretien	Sel	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Dentifrice	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Brosse à dent	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Serviette de bain	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Serviettes hygiéniques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Langes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Rasoir	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Papier Toilette	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Peigne	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Savon pour le linge	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
Cuisine	Savon	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Marmittes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Bougies	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Allumettes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
Vaisselle	Cuillère en bois	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Cuillère en métal	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Assiette en plastique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
Literie	Tasse en plastique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Draps	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Matelas	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Hamac	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
	Couverture fine	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma
Couverture	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma	
Moustiquaire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma	
Vêtement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	B M Ma	
14.A. Vous ou un membre de votre famille a vendu un des articles reçus avec le CICR?						
1. oui <input type="radio"/>		2. Non <input type="radio"/>		3. NS/NR <input type="radio"/>		
B. lequel?		C. Raisons (indiquer le code ou autre, lequel)				
15.A. Vous ou un membre de votre famille a échangé un des articles du CICR?						
1. Oui <input type="radio"/>		2. Non <input type="radio"/>		3. NS/NR <input type="radio"/>		
B. lequel?		C. Raison (indiquer le code ou autre, lequel)				
16. ¿Quel pourcentage du total de l'alimentation de la famille représente l'aide du CICR? (pour 1 mois)						
					<input type="text"/> %	
17. Dans le but d'améliorer les kits distribués par le CICR, quels sont les changements ou ajustements que vous proposeriez? / remarques additionnelles sur les kits						
					<input type="text"/> %	
A. Alimentaire						
B. Produits Ménagers						
C. Cuisine						
D. Vaisselle						
E. Literie						
F. Autres éléments						
18. Comment qualifiez-vous le service offert par le CICR?						
1. Excellent <input type="radio"/>		3. Moyen <input type="radio"/>		5. NS/NR <input type="radio"/>		
2. Bon <input type="radio"/>		4. <input type="radio"/>				
19. Qualifiez tous les aspects suivants s'il vous plaît:						
1. Traitement des fonctionnaires					<input type="text"/>	
2. Nombre de fois que vous avez dû vous rendre pour être traité					<input type="text"/>	
3. Temps pour recevoir l'aide					<input type="text"/>	
4. Orientation					<input type="text"/>	
5. Confidentialité au cours de l'entretien					<input type="text"/>	
6. Installations					<input type="text"/>	
20. Donner-nous le temps que le CICR a mis entre:						
A. Demande de RDV		→ Entretien	<input type="text"/>	jours		
B. Entretien		→ Visite	<input type="text"/>	jours		
C. Visite		→ Distribution	<input type="text"/>	jours		
D. Entretien		→ Distribution	<input type="text"/>	jours		

## 3. Assistance Gouvernementale

21.A. Avez-vous fait la déclaration pour être inscrit dans le SUR en tant que déplacé?

1. Oui

2. Non  → Indiquez pourquoi et passez à 29

- B.
1. Manque d'orientation
  2. N'a pas d'argent pour le transport
  3. Ne le considère pas utile car ne reçoit pas d'argent
  4. Ne connaît pas la ville
  5. A trouvé du travail, n'a pas le temps
  6. par crainte
  7. Ne le considère pas comme nécessaire
  8. est allé mais n'a pas été reçu
  9. A déjà un rendez-vous pour la déclaration
  10. Autre

3. NS/NR  → Passez à 29

22. Comment qualifiez-vous le service reçu dans le lieu où vous avez réalisé la déclaration (Ministerio público)?

1. Excellent  3. Moyen  5. NS/NR   
2. Bon  4. Mauvais

23. Qualifiez tous les aspects suivants s'ilvoulait:

1. Traitement des fonctionnaires
2. Nombre de fois que vous avez dû vous rendre pour être traité
3. Temps entre la demande de rendez-vous et la déclaration
4. Orientation
5. Privacité au cours de l'entretien
6. Installations

24. Êtes-vous inscrit dans le SUR?

1. Oui  3. Pas encore eu la réponse   
2. Non  4. NS/NR

25. Donnez-nous le temps écoulé entre:

A. Demande de RDV → Déclaration  jours

B. Déclaration → Réponse (SUR)  jours

26. Comment qualifiez-vous le service dans la UAO?

1. Excellent  3. Moyen  5. NS/NR   
2. Bon  4. Mauvais

27. Qualifiez tous les aspects suivants s'ilvoulait:

1. Traitement des fonctionnaires
2. Nombre de fois que vous avez dû vous rendre pour être traité
3. Temps pour recevoir l'aide
4. Orientation
5. Privacité au cours de l'entretien
6. Installations

28. Quels sont les services que vous avez reçus des institutions du gouvernements (SNAIPD)? (?):

1. Orientation (Logement, Protection des terrains, décalration)
2. Santé
3. Education
4. Paiement du loyer
5. Auberge
6. Aide immédiate (marché / bon d'urgence)
7. Aide immédiate (Logement)
8. Aide alimentaire(marchés)
9. Elements essentiels pour le foyer
10. Aide pour le transport
11. Documentation
12. dépenses funéraires
13. Soutien psychosocial
14. Aide économique (1/2 SMLV)
15. Projets productifs (Ex. PAE)
16. Autre
17. Aucun

## 4. Assistance Non gouvernementale

29A. Vous ou un des membres de la famille a reçu une aide d'une organisation non gouvernementale?

1. Oui  2. Non  3. NS/NR  → Passez à 30

B. ¿Quelle Institution? Code

C. Type d'aide reçu (?):

1. Aliments  9. Logement
2. Eléments essentiels pour le foyer  10. Aide médicale
3. Paiement du loyer  11. Soutien psychosocial
4. Aide pour le transport  12. Initiatives productives
5. Documentation  13. Microcrédit
6. Cantines pour les enfants  14. Eau et assainissement
7. Marmite communautaire  15. Conseil juridique
8. Formation  16. Autre

## 5. Santé

30. Savez-vous où vous rendre si vous tombez malade afin d'être traité gratuitement? (Hôpital/Centre de santé/Poste de santé)

1. Oui  2. Non  3. NS/NR

31. Depuis le moment du déplacement, un des membres de la famille est tombé malade?

1. Oui  2. Non  3. NS/NR  → Passez à 35

32A. Vous vous êtes rendus à un hôpital/Centre de santé?

1. Oui  → Passez à C  
2. Non  → Indiquez pourquoi et passez à 35

B. Pourquoi?

C. Vous avez été reçu? 1. Oui  2. Non  → Passez à 35

33.A. Vous avez été traité gratuitement?

1. Oui  → Passez à 34  
2. Non  → Indiquez si vous avez payé
- B. { 1. En plusieurs fois   
2. Totalité

34. lorsqu'on vous a prescrit des médicaments, les avez-vous eu gratuitement?

1. Oui totalment  2. Oui partiellement  3. Non  4. NA

Page 4

6. Alimentation	7. Décapitalisation, dette																																																																						
<p>35. Combien de repas prend votre famille par jour</p> <p>1. Un <input type="radio"/>    2. Deux <input type="radio"/>    3. Trois <input type="radio"/></p>	<p>40A. ¿Vous o un membre de votre famille a emporté un bien du lieu d'origine? (?)</p> <p>1. Economies <input type="radio"/>    B. Valeur \$ <input type="text"/></p> <p>2. Animaux <input type="radio"/>    3. Appareils électroménagers <input type="radio"/></p> <p>4. Récolte <input type="radio"/>    5. Vêtements <input type="radio"/></p> <p>6. Meuble <input type="radio"/>    7. Bijoux <input type="radio"/></p> <p>8. Outils <input type="radio"/>    9. Rien <input type="radio"/></p> <p>10. Autres <input type="text"/></p>																																																																						
<p>36. Consommation d'aliments:</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th rowspan="2">Groupe d'aliments</th> <th colspan="2">A. Fréquence de consommation hebdomadaire (en jours)</th> <th colspan="2">B. Quantité actuellement</th> <th rowspan="2">C. Source principale des aliments actuellement</th> </tr> <tr> <th>1. Avant le déplacement</th> <th>2. Après le déplacement</th> <th>1. Suffisant</th> <th>2. Insuffisant</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Céréales</td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="text"/></td> </tr> <tr> <td>Pommes de terres, Manioc Banane Plantain</td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="text"/></td> </tr> <tr> <td>Produits laitiers</td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="text"/></td> </tr> <tr> <td>Panela et sucre</td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="text"/></td> </tr> <tr> <td>Viandes</td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="text"/></td> </tr> <tr> <td>Oeufs</td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="text"/></td> </tr> <tr> <td>Légumineux</td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="text"/></td> </tr> <tr> <td>Légumes</td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="text"/></td> </tr> <tr> <td>Fruits</td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="text"/></td> </tr> <tr> <td>Graisses</td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="text"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="radio"/></td> <td><input type="text"/></td> </tr> </tbody> </table>	Groupe d'aliments	A. Fréquence de consommation hebdomadaire (en jours)		B. Quantité actuellement		C. Source principale des aliments actuellement	1. Avant le déplacement	2. Après le déplacement	1. Suffisant	2. Insuffisant	Céréales	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>	Pommes de terres, Manioc Banane Plantain	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>	Produits laitiers	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>	Panela et sucre	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>	Viandes	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>	Oeufs	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>	Légumineux	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>	Légumes	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>	Fruits	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>	Graisses	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>	<p>41A. ¿Vous ou un membre de la famille a accumulé des dettes depuis le moment du déplacement?</p> <p>1. Oui <input type="radio"/>    2. non <input type="radio"/>    3. NS/NR <input type="radio"/> → <b>Passez à 42</b></p> <p>B. Valeur \$ <input type="text"/></p> <p>C. Motif de la dette (?):</p> <p>1. Alimentation <input type="radio"/>    2. Services publics <input type="radio"/></p> <p>3. Loyer <input type="radio"/>    4. Transport <input type="radio"/></p> <p>5. Santé <input type="radio"/>    6. Billets pour partir <input type="radio"/></p> <p>7. Vêtements <input type="radio"/>    8. Autres <input type="text"/></p> <p>D. Avez-vous payé la dette    1. Oui <input type="radio"/>    2. Non <input type="radio"/>    3. NS/NR <input type="radio"/></p>
Groupe d'aliments		A. Fréquence de consommation hebdomadaire (en jours)		B. Quantité actuellement			C. Source principale des aliments actuellement																																																																
	1. Avant le déplacement	2. Après le déplacement	1. Suffisant	2. Insuffisant																																																																			
Céréales	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>																																																																		
Pommes de terres, Manioc Banane Plantain	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>																																																																		
Produits laitiers	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>																																																																		
Panela et sucre	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>																																																																		
Viandes	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>																																																																		
Oeufs	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>																																																																		
Légumineux	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>																																																																		
Légumes	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>																																																																		
Fruits	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>																																																																		
Graisses	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="text"/>																																																																		
<p>37. Lors de ces 30 derniers jours, avez-vous manqué d'argent pour acheter des aliments?</p> <p>1. Oui <input type="radio"/>    2. Non <input type="radio"/>    3. NS/NR <input type="radio"/></p>	<p>42A. Vous ou un membre de votre famille a vendu un bien depuis le moment du déplacement?</p> <p>1. Oui <input type="radio"/>    2. Non <input type="radio"/>    3. NS/NR <input type="radio"/> → <b>Passez à 43</b></p> <p>B. Valeur \$ <input type="text"/></p> <p>C. Comment avez-vous utilisé l'argent (?):</p> <p>1. Alimentation <input type="radio"/>    2. Services publics <input type="radio"/></p> <p>3. Loyer <input type="radio"/>    4. Transport <input type="radio"/></p> <p>5. Santé <input type="radio"/>    6. Billet pour partir <input type="radio"/></p> <p>7. Vêtements <input type="radio"/>    8. Autres <input type="text"/></p>																																																																						
<p>38A. Au cours de ces 30 derniers jours, un des membres n'a pas pris tous les repas par manque d'argent?</p> <p>1. Oui <input type="radio"/>    2. Non <input type="radio"/>    3. NS/NR <input type="radio"/> → <b>Passez à 39</b></p> <p><b>B. Qui?</b></p> <p>1. Enfants <input type="radio"/>    2. Adolescents <input type="radio"/></p> <p>3. Femmes <input type="radio"/>    4. Hommes <input type="radio"/></p> <p>5. Adultes <input type="radio"/>    6. Tous <input type="radio"/></p>	<p>43A. Vous ou un membre de votre famille a mis un bien en gage depuis le moment du déplacement?</p> <p>1. Oui <input type="radio"/>    2. Non <input type="radio"/>    3. NS/NR <input type="radio"/> → <b>Passez à 44</b></p> <p>B. Valeur \$ <input type="text"/></p> <p>C. Comment avez-vous utilisé l'argent (?):</p> <p>1. Alimentation <input type="radio"/>    2. Services Publics <input type="radio"/></p> <p>3. Loyer <input type="radio"/>    4. Transport <input type="radio"/></p> <p>5. Santé <input type="radio"/>    6. Billet pour sortir <input type="radio"/></p> <p>7. Vêtements <input type="radio"/>    8. Autres <input type="text"/></p>																																																																						
<p>39A. Lors de ces 30 derniers jours un des membres de la famille s'est couché la faim au ventre à cause du manque d'argent?</p> <p>1. Oui <input type="radio"/>    2. No <input type="radio"/>    3. NS/NR <input type="radio"/> → <b>Passez à 40</b></p> <p><b>B. Qui?</b></p> <p>1. Enfants <input type="radio"/>    2. Adolescents <input type="radio"/></p> <p>3. Femmes <input type="radio"/>    4. Hommes <input type="radio"/></p> <p>5. Adultes <input type="radio"/>    6. Tous <input type="radio"/></p>	<p>D. En ce moment, le bien mis en gage est:</p> <p>1. Recupéré <input type="radio"/></p> <p>2. Perdu <input type="radio"/></p> <p>3. Toujours en gage <input type="radio"/></p> <p>4. NS/NR <input type="radio"/></p>																																																																						

8. Revenus et dépenses

Dépenses du dernier mois		Valeur	Motifs (?)
44. Education	\$		1. Uniforme <input type="checkbox"/> 2. Alimentation (goûter ou cantine) <input type="checkbox"/> 3. Fournitures <input type="checkbox"/>
46. Alimentation	\$		4. Inscription <input type="checkbox"/> 5. Sorties Pédagogiques <input type="checkbox"/> 6. Transport <input type="checkbox"/>
47. Produits d'entretien	\$		7. Photocopies <input type="checkbox"/> 8. Autre <input type="checkbox"/>
48. Santé	\$		1. Consultation/Examens <input type="checkbox"/> 2. Médicaments prescrits par un médecin <input type="checkbox"/>
50. Loyer et services publics	\$		3. Transport <input type="checkbox"/> 4. Médicaments autoprescrits <input type="checkbox"/>
51. Transport	\$		5. Hospitalisation <input type="checkbox"/> 6. Autre <input type="checkbox"/>
52A. Autres	\$		
53. Total des dépenses mensuels en liquide (\$)			

Sources de revenu du dernier mois	54. Travail pour alimentation	55. Récupérer des aliments/Mendicité	56. CICR (phase II seulement)	57. Travail formel	58. Travail informel	59. Aide gouvernementale	60. Aide humanitaire non gouvernementale	61. Aide de membres de la famille ou d'amis	62. Prêt	63. Economie	64. Autres	TOTAL
%												100%
\$												

Avant de passer à 66, vérifiez que la différence entre 53 et 65 ne soit pas supérieure à \$50.000

65. Total des revenus en espèce le mois précédent (\$)

9. Propriétés avant le déplacement

66.A. Sur le lieu de résidence avant le déplacement vous possédiez (?) :

	A.		B. Avec un titre de propriété		C. Possession de fait (5 ans)		D. Le possède encore (perception)		
	1. Oui	2. Non	1. Oui	2. Non	1. Oui	2. Non	1. Oui	2. Non	3. NS
1. Maison	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Animaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Cultures	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Outils	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Machines	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Terres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

B. Vous ou un membre de votre famille a reporté aux autorités les terres abandonnées sur le lieu de résidence avant le déplacement?

1. Oui  → Passez à C

2. Non  → Indiquez pourquoi et passez à a 67

1. Manque d'orientation  4. Crainte

2. Ne le considère pas nécessaire  5. Autre

3. N'a pas les documents

C. Auprès de quelle institution avez-vous reporté les terres abandonnées?

1. Ministère Public  4. UAO

2. Incoder  5. Autre

3. Acción Social

D. Quelle a été la réponse?

10. Perception des besoins

67A. Qualifiez de 1 à 3 vos principaux besoins actuels (3 le moins important et 1 le plus important):

1. Alimentation	<input type="text"/>	7. Sécurité	<input type="text"/>
2. Santé	<input type="text"/>	8. Retour	<input type="text"/>
3. Logement	<input type="text"/>	9. Relocalisation	<input type="text"/>
4. Services Publics	<input type="text"/>	10. Travail	<input type="text"/>
5. Vêtements	<input type="text"/>	11. Autre	<input type="text"/>
6. Education	<input type="text"/>		

B. pas de priorité définies 1. Oui  2. NA

11. Situation future

68. Que pense faire la famille dans le futur

1. Rester dans le lieu actuel

2. Aller dans un autre endroit du pays

3. Changer de pays

4. Retourner dans le lieu de résidence d'origine  → Passez à 70

5. N'a pas décider que faire

69. Quelles en sont les raisons?

1. Conditions de sécurité

2. Meilleure situation économique

3. Meilleure éducation pour les enfants

4. Meilleur accès aux services publics

5. A de la famille sur le nouveau lieu de résidence

6. N'aime pas vivre en ville

7. Veut retourner travailler sur le lieu d'origine

8. N'a plus rien sur le lieu d'origine

9. Autre

12. Effet du déplacement sur la famille	14. Remarques sur l'entretien
<p>70. Quels sont les effets, selon vous, du déplacement sur votre famille? (?)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1. Maladies physiques <input type="radio"/></li> <li>2. Choc psychologique <input type="radio"/></li> <li>3. Décomposition de la famille <input type="radio"/></li> <li>4. Violence intrafamiliale <input type="radio"/></li> <li>5. Manque d'accès aux services de santé <input type="radio"/></li> <li>6. Manque d'accès à l'éducation <input type="radio"/></li> <li>7. Manque de moyens <input type="radio"/></li> <li>8. Perte de biens/décapitalisation <input type="radio"/></li> <li>9. Prostitution <input type="radio"/></li> <li>10. Toxicomanie/alcoolisme <input type="radio"/></li> <li>11. Délinquance <input type="radio"/></li> <li>12. Perte de l'indépendance familiale <input type="radio"/></li> <li>13. Aucun <input type="radio"/></li> <li>14. Autres <input type="radio"/></li> </ul> <div style="border: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div> <p style="text-align: center; background-color: #f0e68c; padding: 2px;">Si la famille n'est pas FCF ou HCF TERMINEZ</p>	<div style="border: 1px solid black; height: 600px;"></div>
<p>13. Familles avec des femmes/hommes seuls chargés de famille</p>	
<p>71. Votre famille avait la condition de FCF ou HCF avant le déplacement ?</p> <p>1. Oui <input type="radio"/> 2. Non <input type="radio"/> 3. NS/NR <input type="radio"/> 4. NA <input type="radio"/></p>	
<p>72. Indiquez la raison qui explique le fait que la famille soit à la charge de la femme (FCF) ou de l'homme (HCF):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1. Déplacement <input type="radio"/></li> <li>2. Divorce/Séparation <input type="radio"/></li> <li>3. Mort du conjoint à cause du conflit <input type="radio"/></li> <li>4. Mort du conjoint pour autres raisons différentes au conflit <input type="radio"/></li> <li>5. Disparition du conjoint suite au conflit <input type="radio"/></li> <li>6. Recrutement du conjoint par un groupe armé <input type="radio"/></li> <li>7. Enfants non reconnus par le père <input type="radio"/></li> <li>8. Abandon du foyer <input type="radio"/></li> <li>9. Le conjoint était ailleurs au moment du déplacement, plus de contact <input type="radio"/></li> <li>10. Le conjoint a rejoint volontairement un acteur armé <input type="radio"/></li> <li>11. Le conjoint est resté sur le lieu d'origine <input type="radio"/></li> <li>12. Autre <input type="radio"/></li> </ul> <div style="border: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>	

## Annexe 2

### Document méthodologique de l'élaboration de l'échantillon

#### 1. Justification de la périodicité des phases

Le monitoring recueille les données sur trois phases, et ce, dans le but d'avoir des informations sur la situation des familles déplacées assistées par le CICR à trois moments différents et ainsi pouvoir remplir les objectifs.

Phase I : familles déplacées avant de recevoir l'aide du CICR. Au cours de cette phase, ces familles seront un point de référence pour déterminer la situation des familles dans les premiers instants du déplacement et avant de recevoir l'aide du CICR.

Phase II : bénéficiaires au moment de la troisième distribution. Ici, il sera possible de déterminer l'effet de l'aide sur la situation socio-économique de la famille.

Phase III : bénéficiaires entre 4 et 6 mois après avoir reçu l'aide du CICR. Au cours de cette phase on pourra apprécier si la famille a réussi à trouver des stratégies d'adaptation socio-économique dans son nouveau lieu de résidence.

#### 2. Période d'analyse

La période d'analyse commence en février 2006 et va jusqu'au mois de mars 2007. La phase II commencera avec les familles assistées à partir du mois d'août 2006 et la phase III commencera avec les familles assistées depuis février 2006. Les différents échantillonnages inhérents à chaque phase seront déterminés par les familles qui ont demandé l'aide du CICR au cours des mois indiqués dans le tableau 1 :

Tableau 1. Périodes d'analyse

PHASE I	PHASE II	PHASE III	Mois de la collecte de l'information
Du 17 octobre au 16 novembre 2006	Du 17 août au 16 septembre 2006	Du 17 février au 16 mars 2006	Du 17 octobre au 16 novembre 2006
Du 17 novembre au 16 décembre 2006	Du 17 septembre au 16 octobre 2006	Du 17 mars au 16 avril 2006	Du 17 novembre au 16 décembre 2006
Du 17 janvier au 16 février 2007	Du 17 novembre au 16 décembre 2006	Du 17 mai au 16 juin 2006	Du 17 janvier au 16 février 2007
Du 17 février au 16 mars 2007	Du 17 décembre au 16 janvier 2006	Du 17 juin au 16 juillet 2006	Du 17 février au 16 mars 2007
Du 17 mars au 16 avril 2007	Du 17 janvier au 16 février 2007	Du 17 juillet au 16 août 2006	Du 17 mars au 16 avril 2007
Du 17 avril au 16 mai 2007	Du 17 février au 16 mars 2007	Du 17 août au 16 septembre 2006	Du 17 avril au 16 mai 2007

Ainsi, au cours du mois d'octobre, les enquêtes commenceront pour les familles qui demandent de l'aide pour la première fois (phase I), pour celles qui ont été assistées en août 2006 (phase II) et pour celles qui ont été assistées en février 2006 (phase III).

#### 3. Domaine d'étude

Un domaine est une partie de la population pour laquelle on pense obtenir des estimations séparées pour l'élaboration de l'échantillon. Pour cette étude, on espère avoir des estimations séparées au niveau de la ville pour chaque phase.

Comme chaque ville est un domaine, l'échantillon sélectionné pour chacune d'elle, pour chaque phase il s'agit d'un échantillon indépendant qui permet d'obtenir des estimations individuelles pour chaque domaine, mais aussi les assortir pour obtenir des estimations totales qui prennent en compte ces quatre villes.

Pour que les foyers interrogés reflètent des caractéristiques de taille de foyer et de vulnérabilité, ces derniers se classeront pour chacun de ces critères.

Le CICR désigne "cas de foyers vulnérables" les cas suivants : 1/ femmes sans compagnon permanent chargée de famille 2/ hommes sans compagne permanente chargés de famille 3/ familles dont un des membres est une personne handicapée 4/ personnes âgées chargées de famille 5/ Mineurs sans responsable parental

En accord avec le nombre de membres par foyer, trois groupes ont été formés :

- Petites familles (de 1 à 3 membres)
- Familles moyennes (de 4 à 5 membres)
- Grandes familles (de 6 membres ou plus)

Dans le tableau 2, on peut observer le nombre total de foyers pour chaque ville, tant pour la phase II que pour la phase III, en tenant compte des critères antérieurement décrits :

Tabla 2. Nombre total de foyers par critères de sélection

VILLE	PHASE II						PHASE III					
	vulnérables			Non vulnérables			Vulnérables			Non vulnérables		
	Pet.	Moy.	Gran.	Pet.	Moy.	Gran.	Pet.	Moy.	Gran.	Pet.	Moy.	Gran.
BOGOTÁ	86	55	19	233	242	111	106	67	28	328	340	162
CÚCUTA	33	38	26	57	72	60	79	74	47	145	173	139
FLORENCIA	70	66	30	179	169	145	43	41	11	173	155	125
MEDELLIN	65	38	24	169	158	85	62	51	16	200	201	104
TOTAL	254	197	99	638	641	401	290	233	102	846	869	530

#### 4. Détermination de la taille de l'échantillon

Afin de garantir que les estimations obtenues à partir de l'échantillon sont fiables, il faut, entre autres, que la taille de l'échantillon définie soit représentative des variables à analyser. Une des variables fondamentale pour le calcul est la taille des familles déplacées, vu que c'est une variable qui influe sur plusieurs autres variables à mesurer dans cette étude.

La taille de l'échantillon est calculée pour donner des estimations sur les niveaux de décomposition suivants : a/ total pour les quatre villes pour chaque phase b/ pour chaque ville au cours de chaque phase.

- variabilité de la grandeur des familles déplacées dans la ville.
- Le niveau de fiabilité des estimations pour la moyenne de personnes par famille fut de 90% avec une erreur d'estimation qui ne dépasse pas 10%
- Taux de non-réponse estimé, qui fait référence aux familles qu'il n'est pas possible de localiser ou bien celles qui refusent de répondre aux questions; nous avons appliqué un taux de non-réponse de 10% pour la phase II et de 15% pour la phase III
- Augmentation de 20% de la variance de l'estimateur due aux effets dans la variance produite par la conception de l'échantillon utilisée

En considérant cela et en utilisant le calcul suivant, on obtient la taille de l'échantillon pour chaque ville au cours de chaque phase :

$$n = \frac{NS^2Z^2Deff}{E^2N + Z^2S^2Deff}$$

Où :

- $N$  = Taille de la population cible
- $S^2$  = variance de la variable taille des familles
- $Z$  = Valeur d'une distribution normale qui correspond au niveau de confiance donné
- $E$  = erreur maximum permis dans l'estimation
- $Deff$  = augmentation de la variance de la moyenne de personnes par familles à cause de la conception de l'échantillon utilisée

Pour la phase III, on s'appuie sur des données réelles des familles assistées entre février et juillet 2006 afin de déterminer la taille de l'échantillon. Pour la phase II, on s'appuie uniquement sur des données qui correspondent au mois d'août 2006 en se référant ainsi aux tendances des mêmes mois de l'année précédente (septembre à décembre 2005) on fera une estimation de l'ordre de grandeur des échantillons. Dans le tableau 3, on montre le nombre total de foyers pour la phase III et le nombre total de foyers estimé pour la phase II.

Tableau 3. Nombre total de foyers par sélection d'échantillon, phase II et III

VILLE	PHASE II	PHASE III
Bogota	746	1'031
Cúcuta	286	657
Florencia	659	548
Medellín	539	634

Par exemple, pour Bogota, le nombre de familles assistées au cours de la phase II fut de 671 familles avec un nombre moyen de personnes par famille de 4,03, une déviation standard estimée à 2,18; considérant une

erreur relative de 10%, le nombre de familles à enquêter pour la phase II sera de :

$$n_{bog, faseII} = \frac{746 * 1.64^2 * 2.18^2 * 1.2}{746(0.1 * 4.03)^2 + 1.64^2 * 2.18^2 * 1.2} = 71$$

Pour Florencia pour la phase III, le nombre de foyers à visiter est estimé à :

$$n_{flor, faseIII} = \frac{548 * 1.64^2 * 1.98^2 * 1.2}{548(0.1 * 4.32)^2 + 1.64^2 * 1.98^2 * 1.2} = 61$$

Les tailles d'échantillons calculées et le nombre de cas à choisir pour chaque ville, en tenant compte du taux de non-réponse, sont les suivants :

Tabla 4. Tailles de l'échantillon, phase II et III

VILLE	PHASE II		PHASE III	
	ECHANITLLON	Echantillon + % de non-réponse	ECHANTILLON	Echantillon +% de non-réponse
Bogota	71	79	62	73
Cúcuta	56	62	70	82
Florencia	55	61	61	72
Medellín	72	80	71	84

On doit réussir à interroger au moins la quantité de cas qui apparaît dans la colonne ECHANTILLON; ces ordres de grandeur d'échantillon doivent entrer en vigueur entre le mois d'octobre 2006 et le mois mars 2007 de façon à ce que fin mars, on ait évalué les 250 foyers qui correspondent à la phase II, les 264 foyers de la phase III et ceux estimés pour la phase I. Pour Bogota, on devrait effectué 12 évaluations par mois pour la phase II et 11 pour la phase III.

Si l'on tient compte des pourcentages de non-réponse estimés pour chacune des phases, le nombre de foyers à sélectionner par caractéristique et par ordre de grandeur est le suivant :

VILLE	PHASE II						PHASE III					
	vulnérables			Non vulnérables						vulnérables		
	Pet.	Moy.		Pet.	Moy.		Pet.	Moy.		Pet.	Moy.	
BOGOTÁ	8	5	2	22	23	11	6	4	2	20	20	10
CÚCUTA	7	7	5	11	14	12	8	8	5	16	18	15
FLORENCIA	6	5	3	15	14	12	5	5	1	19	17	14
MEDELLIN	9	5	3	23	21	11	7	6	2	22	23	11
TOTAL	8	5	2	22	23	11	6	4	2	20	20	10

##### 5. Sélection des familles à interroger pour la phase I

Pour la phase I, nous n'avons pas d'ordre de grandeur d'échantillon car on ne peut pas déterminer quel sera le nombre de familles qui vont demander l'aide du CICR. Grâce à la tendance à la même période de l'année précédente, on estime que la moyenne de familles assistées par mois entre octobre et mars 2007 sera de 135 pour Bogota, 75 pour Cucuta et 95 pour Florencia et Medellin.

En conservant les paramètres d'ordre de grandeur d'échantillon pour les phases II et III, si les moyennes sont autour de celles indiquées plus haut, on a besoin d'interroger 90 familles à Bogota, 60 à Cucuta, 60 à Florencia et 75 à Medellin.

Chaque ville doit estimer la quantité d'évaluations mensuelles à réaliser pour les familles de la phase I de façon à ce qu'en six mois, la totalité de l'échantillon soit évaluée. Exemple, si à Bogota on a besoin de 90 familles, il faut évaluer 15 familles par mois.

Au moment où les familles demandent l'assistance, il faut les classer dans un groupe, selon la situation de vulnérabilité et le nombre de personnes qui la compose (groupe 1 : familles composées de 1 à 3 personnes, groupe2 : familles de 4 et 5 personnes; groupes3 : familles de 6 personnes ou plus).

## MISIÓN

El Comité Internacional de la Cruz Roja (CICR), organización imparcial, neutral e independiente, tiene la misión exclusivamente humanitaria de proteger la vida y la dignidad de las víctimas de la guerra y de la violencia interna, así como de prestarles asistencia. En las situaciones de conflicto, dirige y coordina las actividades internacionales de socorro del Movimiento. Procura, asimismo, prevenir el sufrimiento mediante la promoción y el fortalecimiento del derecho humanitario y de los principios humanitarios universales. A partir del CICR, fundado en 1863, se originó el Movimiento Internacional de la Cruz Roja y de la Media Luna Roja.



# CICR

Comité Internacional de la Cruz Roja  
Sede principal en Colombia  
Calle 76 N.º 10 - 02  
PBX: (\*1) 313.86.30  
[www.cicr.org](http://www.cicr.org)  
E-mail: [bogota.bog@icrc.org](mailto:bogota.bog@icrc.org)

Oficina Cúcuta (Norte de Santander)  
Avda. 6 E N.º 5 - 34  
Tel: (0\*7) 577 95 69  
Fax: (0\*7) 577 95 70

## Mission:

Organisation impartiale, neutre et indépendante, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a la mission exclusivement humanitaire de protéger les victimes de la guerre et de la violence interne, et de leur porter assistance, tout en dirigeant et coordonnant les activités internationales de secours du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans les situations de conflit. Il s'efforce également de prévenir la souffrance par la promotion et le renforcement du droit international humanitaire et des principes humanitaires universels. Avec la création du CICR en 1863, naît le Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.